UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

La crise de Ntega-Marangara et ses conséquences

Nkurunziza, Philbert; Sous la direction de: Pr. Nicodème Bugwabari

2016
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1623

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES DEPARTEMENT D'HISTOIRE

LA CRISE DE NTEGA-MARANGARA ET SES CONSEQUENCES

Par:

Philbert NKURUNZIZA

Sous la direction de:

Pr. Nicodème BUGWABARI

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire

Option: Science politique

Bujumbura, Juin 2016

DEDICACE

A toutes les victimes des extrémistes dans les massacres de 1988 en communes Ntega et Marangara ou ailleurs.

REMERCIEMENTS

Il me semble impossible de remercier toutes les personnes qui, au long de ces années, ont compté dans l'évolution intellectuelle de l'auteur de ce texte et du texte en soi. J'ai hésité un moment avant de risquer dans cet exercice difficile de peur d'oublier certaines d'entre elles, qui pourtant ont apporté une contribution significative. D'ores et déjà, je présente mes excuses à tous et à toutes, qui par inattention de ma part ne sont pas citées ici.

Les mots sont faibles, d'abord, pour pouvoir exprimer mes vifs remerciements pour mes parents. Ils ont fait et font tout.

Je pense à mes sœurs, aux familles de mes oncles et tantes, cousins et cousines qui ont fait tout leur possible à mon égard.

Que je pense également à monsieur le professeur Nicodème Bugwabari qui, précieusement s'est montré infatigable pour remorquer, de très près, mes premiers pas de chercheur.

Ce travail a également bénéficié le soutien du CENAP (Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits) à qui j'adresse mes sincères remerciements.

Je suis immensément redevable envers la population de Ntega et de Marangara, qui efficacement, a été le fer de lance dans mes entretiens en me livrant de précieuses informations.

Je ne manquerais enfin d'exprimer notre gratitude envers ceux (parents scientifiques et amis) qui nous ont prodigués savoirs, conseils et encouragements tout au long de notre cursus jusqu' à l'aboutissement de ce travail. Qu'ils trouvent ici ma profonde reconnaissance. Et, je pense singulièrement à S.Y, qui grâce à lui, on ne parle pas de moi, possiblement à l'imparfait!

Philbert NKURUNZIZA

SIGLES UTILISES

ABASA	: Alliance Burundo-Africaine du Salut
ANADDE	: Alliance Nationale pour le Droit et le Développement
BM	: Banque Mondiale
C.E.P.G.L	: Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
C.M.S.N	: Comite Militaire pour le Salut National
C.U.R.D.E.S	: Centre Universitaire de Recherche sur le Développement Economique et Social
FAR	: Armées Rwandaises
FMI	: Fonds Monétaire International
FRODEBU	: Front pour la Démocratie au Burundi
FROLINA	: Front National de Libération
HCR	: Haut-Commissariat pour les Réfugiés
ISTEEBU	: Institut de statistiques et d'études économiques du Burundi
Mgr	: Monseigneur
ONU	: Organisation des Nations Unies
OUA	: Organisation de l'Unité africaine
PA.LI.PE.HUTU	: Parti pour la Libération du Peuple Hutu
PAM	: Programme Alimentaire Mondiale
PAR.M.E.HUTU	: Parti du Mouvement pour l'Emancipation Hutu (Rwanda)
PIT	: Parti Indépendant des Travailleurs
PL	: Parti Libéral
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PP	: Parti du Peuple
PRP	: Parti pour la Réconciliation du Peuple
PSD	: Parti Social-Démocrate
RADDES	: Ralliement pour la Démocratie et le Développement Economique et Social
RDC	: République Démocratique du Congo
RPB	: Rassemblement du Peuple Burundais
UFB	: Union des Femmes du Burundi
UNAR	: Union des Nationalistes Rwandais
UNICEF	: United Nations Children's Fund
UPRONA	: Unité pour le Progrès National
UTB	: Union des Travailleurs du Burundi

RESUME DU MEMOIRE

Le présent travail dont l'intitulé est **La crise de Ntega-Marangara et ses conséquences** a été articulé en trois chapitres. Au cours de son traitement, nous avons décrit, en premier temps la sociohistoire et la géopolitique de la région. En second lieu, il s'agissait d'explorer cette crise dans tous ses états. Enfin, nous avons recensé ses conséquences structurelles (réaménagements institutionnels, créations de nombreuses commissions d'étude et de réflexions, apparition du phénomène de la société civile, etc.).

En effet, cette crise n'a pas été, non seulement une violence contre- Etatique et une violence d'Etat; elle a été aussi une violence d'affirmation politique d'un groupe social. Elle a eu comme cause majeure la mauvaise gestion de la mémoire, surtout la crise de 1972 (même si 1965 ne l'était pas moins). C'est dire ici que les Hutu comme les Tutsi ont fait du passé un miroir et non une leçon. Ainsi, les massacres de Ntega-Marangara ont été la triste énième manifestation d'un conflit identitaire entre les deux composantes ethniques, pourtant aux liens ancestraux. Le Palipehutu, avec le Rwanda son piston, lança des attaques contre l'Etat tutsi et ses symboles humains. Parallèlement, certains administratifs d'alors à majorité tutsi ne liront pas les signes de temps, pourtant évidents. Par contre, ils amplifieront des vexations et manifesteront des attitudes hautaines vis à vis de leur dirigés. Ainsi, l'intoxication, la rumeur et la désinformation furent, de part et d'autre, consommées à forte dose dans ces deux communes.

Tout a remonté à Marangara la première semaine du mois d'août, mais par l'effet d'entraînement, la violence meurtrière bascula de Ntega vers Marangara mi- août 1988.

Après l'insurrection de certains Hutu et les massacres de nombreux Tutsi sans défense, les militaires sont intervenus. En premier temps, ils se sont interposés. Mais du coup, ils se lancèrent dans une répression terrible contre les Hutu encore sur les lieux, des innocents surtout car les meneurs s'étaient déjà retranchés au Rwanda. Ainsi, cette intervention de l'armée est autant critiquée par les Tutsi que par les Hutu.

Somme toute, les massacres de Ntega - Marangara constitueront un tournant majeur dans la façon de considérer les questions politiques dans leurs dimensions ethniques.

TABLES DES MATIERES

DEDICACE i
REMERCIEMENTS ii
SIGLES UTILISES iii
RESUME DU MEMOIRE iv
TABLE DES MATIERES iv

INTRODUCTION GENERALE 1
0.1. Choix et Intérêt du Sujet 2
0.2. Problématique 2
0.3. Hypothèses de travail 3
0.4. Méthodologie et Délimitation 3
0.5. Problèmes rencontrés 4

CHAPITRE I: PRESENTATION GENERALE DE LA REGION 5
I. Présentation physique globale de la région 5
I .1. Présentation de la commune NTEGA 6
I .1.1. Population 6
I.1.2. Infrastructures et économie 8
I.2. Présentation de la commune Marangara 8
II .2.1. Population 9
II .2.2. Infrastructures et économie 9
II. La géopolitique de la région 10
II.1. La proximité avec le Rwanda 13
II.2. Ethnicité et violence au Rwanda et au Burundi 16
II.2.1.Le précédent rwandais et son impact sur le Burundi 16
II.2.2.L'intégrisme ethnique au Burundi et au Rwanda 18
III. Les événements de 1972, antécédents majeurs à la crise de Ntega et de Marangara..... 19
III.1. Les réfugiés et la naissance du PALIPEHUTU 22
III.2. Rémi Gahutu, le libérateur 23

CHAPITRE II. DEROULEMENT DE LA CRISE A NTEGA ET A MARANGARA 25
I. Les signes avant-coureurs de la crise 26
I.1. Mémoire des crises antérieures 26
I.2. Pouvoir fragile de Buyoya 28
I.3. Communiqués et tracts du Palipehutu 30
II. Déclenchement des événements 33

II.1. Activisme du Palipehutu 33
II.2. Rwanda, base arrière 36
II.3. La semaine fatidique (du 14 au 22 août 1988) 37
II.3.1. Les violences anti-Tutsi 37
II.3.2. Le déploiement de l'armée et ladérive 43
II.4. Le bilan matériel et humain des massacres 46
II.5. La Géographie de la violence : les fosses communes 48
II.6. Les formes de la violence 56
II.6. 1. L'avion 56
II.6. 2. Le Napalm 57
II.7. Les Sauveteurs et leurs motivations 59
II.7.1. Quelles étaient leurs forces de motivations ? 60
II.7.2. Mais, pourquoi Ntega – Marangara seulement ? 65
III. Pressions intérieures et extérieures sur le Pouvoir politique 70
III.1. Lettre des 27 intellectuels Hutu 71
III.1.1. Résumé et commentaire de la Lettre 71
III.1.2. Témoignage de Deo Hakizimana, rédacteur de la *Lettre ouverte* 73
III.2. Dimension internationale de la crise : Les médias étrangers 75
III.3. Questions des Réfugiés 78
IV. Gestion politico-administrative de la crise 79
IV.1. Administration spéciale sur les deux communes 80
IV.1.1. Les priorités à court terme 81
IV.1.2. Les priorités à moyen terme 82
IV.1.3. Les priorités à long terme 83
IV.2. Mobilisation généralisée de l'armée 86
IV.3. Amnistie accordée aux présumés bourreaux 86
IV.4. Le rôle des acteurs-tiers : 88
1. L'Eglise catholique 88
2. Les médias locaux 89
3. La communauté internationale 89
4. Emmanuel MBONIREMA, « le mixeur » de Marangara 89

CHAPITRE III : LA TRAGEDIE DE 1988 ET LA NAISSANCE D'UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POLITIQUE 92

III.1. Commission Nationale chargée d'étudier la Question de l'UnitéNationale..... 94
III.2. Les symboles physiques de l'unité 96
1. Charte de l'Unité 96
2. Monument de l'Unité 98

3. Un Hymne et un Drapeau de l'Unité 99
4. Journée et Ordre national de l'Unité 99
III.3. Gouvernement dit 'd'Unité Nationale ' 100

III.4. Démocratisation des institutions et de la vie politique 102
III.5. Constitution consacrant le Multipartisme 106
1. Système des partis politiques 107
1.1. Le monopartisme 107
1.2. Le multipartisme 107
1.3. Le Conseil de l'unité nationale 108
1.4. Les raisons de l'échec de cette constitution de 1992 109
III.6. Eclosion de la société civile 110

CONLUSION GENERALE 113

BIBLIOGRAPHIE 116

ANNEXES 119

INTRODUCTION GENERALE

Le Burundi indépendant connaît une histoire jalonnée de dates rouges à cause d'une litanie de crises identitaires aux allures génocidaires: 1965, 1972, 1988,1993. Ces durs moments sont le fait des Hutu et des Tutsi, autrement dit le fait des "ethnies". Cette notion d'ethnie n'étant pas une donnée naturelle encore moins une preuve scientifique au Burundi, elle s'est révélée comme une construction politique. Ce qui prouve *a posteriori* que l'ethnicité est une réalité récente dont on peut retracer avec précision la genèse et l'évolution.

De ce fait, le Burundi comme son voisin du nord (le Rwanda) ont été victimes d'une décolonisation mal assurée dont le corollaire a été la cristallisation de la vie politique autour des antagonismes ethniques (intégrisme ethnique) ayant atteint un certain manichéisme, la gestion frauduleuse de l'Etat, la production des réfugiés dont ces deux pays sont devenus les premiers champions en Afrique. Ainsi, après l'indépendance, la paix a été une denrée très rare au Burundi.

Après le départ du colonisateur, l'ethnicité qu'il a mise en musique avec une passion de reconstruire la société dans les faits et dans les esprits, a été mobilisée comme une source rentable. Ainsi ce construit s'est accompagné des représentations qui sont actuellement au cœur de la destruction du politique et du social, étant donné que la littérature ethnographique semble aujourd'hui entrer dans le patrimoine culturel de notre pays.

Le nœud du conflit burundais étant fondamentalement politique aux connotations ethniques, on comprendra alors que les différentes tragédies qui ont miné le pays ne sont pas venues *ex nihilo.* Par contre, elles sont le fruit d'une gestion exclusive du pouvoir et de ses attributs, accentuée par une manipulation dangereuse des différences identitaires.

C'est donc dans cet ordre d'idées que la crise de 1988 en commune Ntega, province Kirundo et Marangara en province de Ngozi a éclaté. Cette crise a marqué les esprits. Une insurrection de certains Hutu, probablement entraînés au Rwanda, qui tuent ces voisins Tutsi est suivie d'une répression terrible de l'armée. D'ailleurs le rôle du régime rwandais de cette époque, aux frontières directes avec ces deux communes, et le Palipehutu, mouvement contestataire né dans les années 1980 dans ces massacres est, à sa juste valeur, à scruter. Bien que circonscrits, ces événements marquèrent un tournant majeur, une rupture multiforme dans la gestion de la société autrement dit, ils induisent progressivement des bouleversements. Signant un tournant dans l'histoire sociopolitique du Burundi, cette crise permettra une

décroissance des régimes militaires (plus de 20 ans) dirigés par des régimes militaires tutsi ; exigera une ouverture démocratique ; fera reconnaître l'opposition en l'associant à la gestion du pays et enclenchera une « suppression progressive » des injustices et inégalités.
Plus profondément, cette crise engendra un nouvel ordre mettant en cause les "marquages sociaux et les solidarités imposées".
La présente étude tentera de chercher les causes, les manifestations et les conséquences de cette tragédie de mi- Août 1988.Cette dernière poussera les autorités d'alors autour du président Buyoya à regarder la question dite ethnique en face et à penser aux alternatives de "dépassement de ces clivages" en opérant un processus de transition politique. Ainsi, la dynamique née de cette crise enclenchera des mesures de gestion de l'Etat beaucoup plus intégratives. Plusieurs chantiers de reconstruction de l'Etat dans toutes ses dimensions seront entamés. Certains seront de grande portée.

0.1. Choix et Intérêt du Sujet

La crise de Ntega – Marangara de 1988 a étonné plus d'un. Et d'aucuns pensèrent, non sans raison, que la mauvaise gestion de 1972 serait la conséquence et que cette crise était prévisible au regard des antécédents proches. Le choix de l'étude rétrospective sur cette crise a été motivée par le fait que beaucoup de zones d'ombre subsistent sur cette dernière notamment la circonscription de la tragédie à deux communes seulement ; le nombre des victimes qui varie chaque fois (concurrence des victimes) ; pourquoi les bourreaux identifiés ont-ils été amnistiés? Pourquoi une enquête internationale a été refusée? Ainsi beaucoup de non-dits bourrent ces événements, ce qui rehausse donc ma passion marquée de savoir et de comprendre. Le Burundi semble revivre « son passé qui ne passe pas ».

Je voudrais, modestement, contribuer à la clarification de ces interrogations, de ces zones d'ombre. Le sujet est grandement pertinent vu que trop peu d'ouvrages en rapport existent. Il s'agira donc de savoir, de comprendre et faire comprendre les enjeux historiques de cette crise de 1988 et les dynamiques multiformes qu'elle a induites étant donné que plus de vingt-huit ans (28 ans) est un temps de recul amplement suffisant.

0.2. Problématique

A la différence de la mémoire (traitant elle aussi du passé), qui est de l'ordre du souvenir, du ressenti, du témoignage, du vécu, l'histoire est une reconstruction problématisée du passé.

Elle implique un décentrement du regard, c'est-à-dire la possibilité ou l'éventualité de changer les points de vue qu'on appelle la recherche de l'objectivité.

La présente étude se révèle ainsi problématique du fait que certaines zones d'ombre n'ont pas été éclairées et que des interrogations sur cette crise planent toujours :

- Comment expliquer que les gens qui ont toujours vécu côte à côte pendant si longtemps aient atteint des niveaux d'intolérance aussi radicaux ?
- La crise de 1988, dans deux localités seulement, était-elle prévisible au regard des antécédents ?
- Quelle a été l'influence extérieure sur cette crise ?
- Les Hutu avaient-ils pris les devants pour éviter et contrecarrer la réédition de 1972 ?
- La transition démocratique peut-elle réussir si les clivages ethniques persistent ?

0.3. Hypothèses de travail

Les hypothèses sont des solutions transitoires qu'on soumet aux analyses pour confirmer ou infirmer ; valider ou invalider les recherches documentées et l'enquête du terrain. Voici, entres autres quelques hypothèses issues de cette problématique :

- ✓ La gestion exclusive où l'allocation du pouvoir et ses attributs est fléchée aux hommes du ou près du pouvoir, serait l'élément déclencheur ou le catalyseur des clivages interethniques.
- ✓ L'intoxication, la désinformation, l'exagération dans la description des injustices et la manipulation des clichés identitaires auraient été mobilisées par les Hutu, plus particulièrement par le Palipehutu, pour contrecarrer la réédition de 1972. C'est en quelque sorte une mauvaise gestion de la mémoire
- ✓ La crise de légitimité expliquerait les dérapages globaux des rapports politiques et sociaux d'un racisme interne.

0.4. Méthodologie et Délimitation

Pour la méthodologie, les entretiens exploratoires à toutes les catégories socio-professionnelles concernées par la crise de Ntega et Marangara de 1988 ont été privilégiés. Elle a été complétée par une recherche documentaire. Elle a consisté à rassembler les ouvrages généraux, articles et revues relatifs au sujet d'étude. Concernant la délimitation, cette étude a couvert la période allant de 1988 jusqu' avant la campagne électorale de 1993.

0.5. Problèmes rencontrés

Une telle recherche ne peut ne pas avoir rencontré d'embûches pour son accomplissement. Les unes étant structurelles quand les autres sont conjoncturelles. Soulignons quelques-unes d'entre elles :

- Notre sujet étant hautement sensible, réveillant donc les vieux démons de l'ethnisme et ses cortèges de malheurs, certains informateurs potentiels ont désisté à souffler ne fut-ce qu'une goutte d'information. En conséquence, cette rétention de l'information a privé notre recherche d'un certain fond.
- L'avènement de la Commission Vérité et Réconciliation (CVR) n'a pas du tout arrangé les choses. Il y avait suspicion entre cette quête de la vérité, qui, selon certaines impressions, probablement profile à l'horizon les poursuites judiciaires et la recherche historique propre.
- Notre recherche est survenue quand la situation politico-sécuritaire était globalement précaire, ce qui a eu des incidences non favorables sur la disponibilité des personnes-ressources potentielles. Et par là, l'enquête autant que l'enquêteur étaient scrutés au moindre pas.
- Soulignons enfin cet effet de l'histoire de notre pays qui semble se répéter. Ceci a eu comme corollaire l'anachronisme chez de nombreuses personnes interviewées.

CHAPITRE I: PRESENTATION GENERALE DE LA REGION

1965 ; 1972 ; 1988 ; 1993 restent des temps forts de violences d'Etat et des violences contre-Etat au Burundi[1].Ces dates tragiques ont démoli les esprits, brouillé les consciences[2].Elles sont le fait des Hutu et des Tutsi ; des entités falsifiées et fabriquées de toutes pièces par les « entrepreneurs » de la violence ou de l'ethnicité d'ici ou d'ailleurs. Et dans notre pays, les ethnies ne sont pas un donné mais un construit. Ces constructions se sont accompagné des représentations qui sont cependant, même actuellement, au cœur de la destruction du politique et du social[3]. La paix a été, en général, une denrée très rare en Afrique des Grands Lacs durant la période postindépendance et au Burundi en particulier.

En effet, en 1988, à Ntega et à Marangara, respectivement dans les provinces de Kirundo et de Ngozi, des tueries à caractère ethnico-politique ont emporté des milliers de vie humaine poussant d'autres à l'exil. Cette région se trouve à la frontière du Rwanda. C'est une région de grands enjeux dans les dynamiques régionales. A travers ce chapitre, nous tenterons de prouver certains facteurs (antécédents) plus ou moins lointains, ayant provoqués les massacres dans les deux communes et légèrement ailleurs. Il s'agira entre autres des effectifs de la population (théorie du clapier) ; la situation socio-économique de ces communes ; de la géopolitique de la région ; du syndrome rwandais ; le rôle présumé du Palipehutu et bien entendu la crise de 1972 comme catalyseur des cycliques violences.

I. Présentation physique globale de la région

La province de Ngozi a une superficie de 1473 km^2 principalement dans la région naturelle du Buyenzi ainsi qu'à l'est et pour une faible partie dans celle du Bweru (commune de Tangara ; et en partie celle de Kiremba). Elle compte 9 communes :(Busiga ; Gashikanwa; Kiremba ; Marangara; Mwumba ; Ngozi ; Nyamurenza ; Ruhororo et Tangara).

---

[1] J. NIMUBONA, *Analyse des représentations du pouvoir politique. Le cas du Burundi.*, Paris, Septentrion, p .491

[2] A. NTABONA, ACA," L'intégrisme ethnique dans la région des Grands lacs, 3-4/1996", p.452

[3] G. NDUWAYO. "Elites politiques, ethnicité et pouvoir au Burundi" in *Les défis de la reconstruction dans l'Afrique des Grands Lacs,* Université du Burundi, Actes du colloque, Bujumbura, 2008, p.139

La province de Ngozi est l'une des plus peuplées du pays. Cette occupation de l'espace a des influences sur des mouvements de densification périphérique de proximité dans les communes relativement moins peuplées surtout dans les provinces voisines de Kirundo et Muyinga.

La province de Kirundo s'étend, quant à elle sur 1 870 km^2 (superficie des lacs non comprise). Elle est dans la région naturelle du Bugesera et pour les deux communes du sud (Gitobe et Vumbi-Bukuba) dans celle de Bweru. Cette province est subdivisée en 7 communes :(Bugabira ; Busoni ; Bwambarangwe ; Gitobe ; Kirundo ; Ntega et Vumbi-Bukuba). La région de Kirundo, contrairement à celle de Ngozi, constituait une région traditionnelle d'immigration pour les régions les plus peuplées du pays.

I .1. Présentation de la commune NTEGA

La commune de Ntega est limitée au Nord par la commune de Bugabira, au sud par Marangara, à l'est par la commune de Kirundo, au sud-est par la commune de Vumbi et à l'ouest par la République du Rwanda. La presque totalité de sa superficie (260,82 km^2) se trouve dans la région du Bugesera. Sa partie sud et sud-est subit des influences climatiques des régions naturelles du Buyenzi et du Bweru.

Au point de vue politico-administratif, Ntega était une entité autonome divisée en trois zones à savoir Ntega, Mugendo, Rushubije. Chaque zone était composée de secteurs. Ces secteurs étaient pour toute la commune au nombre de quinze(15).

I .1.1. Population

La population de Ntega était composée, comme c'est le cas pour tout le pays, de Hutu, de Tutsi et de Twa. Toutes ces composantes ethniques vivaient en harmonie relative[4]avant ce qu'on a appelé les « événements de 1988 ». A côté de ces trois composantes, il y avait des étrangers. Les Rwandais occupaient le gros de l'effectif des expatriés jusque probablement en 1994 et légèrement après. Cela suite aux diverses vagues de migrations successives, certaines lointaines d'autres encore dues à la "révolution sociale rwandaise" et ses péripéties de 1959 à 1996.

[4] NAHIMANA Augustin, ex-commerçant du centre Ntega, Entretien du 10/10/2015, à Ntega

Quant aux proportions de cette population, les sources d'inspiration fiables restent les résultats officiels jusqu'en 1990.Il s'agit de deux recensements de 1979 et celui de 1990.Toutefois, nous disposons d'autres résultats de l'état-civil de 1988 juste avant la crise, bien que lacunaires. Ce sont des estimations à partir des données statistiques dépourvues d'exactitude, recueillies dans des registres qu'on tenait régulièrement dans la commune.
Au vu des résultats de ces deux recensements officiels de1979 et 1990, la population de Ntega était évaluée respectivement à 64 026 et 65 404 habitants sur un total de 345 266 et 401 103 habitants de la province de Kirundo.

Dans ce recensement de 1990, la population résidente était de 65 404 habitants répartis en 30 791 genre masculin et 34 613 genre féminin et celle présente de 63 959 habitants (30000 et 33 959 respectivement hommes et femmes). Niveau instruction: environ 290 avaient le niveau secondaire sur un effectif de 21 985 en âge de scolarité contre, par exemple, près de 1017 en commune Kirundo et sur presque les mêmes effectifs. On notera également que sur la population d'âge compris entre 20et 50 ans, 23 301 savaient lire et écrire sur 47 588 habitants pris en compte.
Le tableau ci-après nous donne les rapports et les proportions par comparaison des autres communes de la province Kirundo (1979 et 1990).

Comparaison de deux recensements de la population (1979 et 1990).

Année / *Commune*	*1979*	*1990*
Bugabira	*36 656*	*49 786*
Busoni	*57 338*	*81 555*
Bwambarangwe	*32 650*	*40 419*
Gitobe	*40 339*	*42 092*
Kirundo	*57 691*	*62 546*
Ntega	***64 026***	***65 404***
Vumbi-Bukuba	*56 225*	*59 301*
Total	*345 266*	*401103*

Source: *ISTEEBU. Recensement général de la population de 1979 et1990*

Difficile donc d 'avoir les données exactes de la population en 1988.La densité de Ntega s'explique par sa position par rapport aux communes du Buyenzi, d'où l'afflux des émigrants de Ngozi et de Kayanza sans considérer les marais inhospitaliers de la commune.

I.1.2. Infrastructures et économie

Les infrastructures et équipements sociaux et administratifs laissent à désirer jusqu'aujourd'hui : écoles, hôpitaux (centres de santé), etc. Le réseau routier reste faible et le caractère excentré de Ntega surtout les problèmes d'accès à certaines zones ou secteurs rendent la commune enclavée sur les plans économique et administratif. Les trafics illicites comme la vente du café au Rwanda échappaient au contrôle.

En ce qui concerne la situation de la profession, force est de constater qu'il y avait un nombre minime dans les corps législatifs, cadres de la fonction publique, dirigeants, cadres de direction d'entreprises ou dans les professions intellectuelles et scientifiques. En effet, il y avait 36 cadres dans la province de Kirundo de cette catégorie, dont 35 hommes contre une seule femme. Dans la commune Ntega, il y en avait seulement 6 hommes[5].
Par contre, beaucoup prestaient comme travailleurs dans l'agriculture et dans la pêche (soit 35 390 dont 15 688 et 19 702 respectivement hommes et femmes)[6]. On notera que les branches d'activité économique qui enrôlaient un nombre important étaient naturellement, l'agriculture, l'élevage, sylviculture, chasse et pêche

I.2. Présentation de la commune Marangara

La commune de Marangara est limitée au Nord par la commune de Ntega, au sud par Kiremba, à l'est par la commune de Vumbi, au sud-est par la commune de Kiremba et Nyamurenza et à l'ouest par la République du Rwanda. La presque totalité de sa superficie (182,29km^2) se trouve dans la région du Buyenzi.
Au point de vue politico-administratif, Marangara était également une entité autonome divisée en trois zones à savoir Marangara, Giheta, Nyamugari.
Chaque zone était composée de secteurs et la commune comptait en tout une trentaine de collines et, aujourd'hui, elle compte quatre zones et trente- quatre collines.

[5] ISTEEBU, Recensement de 1990

II .2.1. Population

La population de Marangara était composée, comme c'est le cas pour tout le pays en général et Ntega en particulier, de Hutu, de Tutsi et de Twa. Toutes ces composantes ethniques vivaient ensemble et dans une relative convivialité[7] depuis des années avant les déchirements ethniques de 1988. Comme à Ntega, en face de ces trois composantes, il y avait des étrangers. Les Rwandais étaient les plus majoritaires dans les effectifs des expatriés. Cela suite aux diverses vagues de migrations successives, dues à la "Toussaint rwandaise".

Quant aux proportions de cette population, les deux recensements de 1979 et celui de 1990 restent de grande référence. Cependant, dans un rapport occasionnel que la commune envoyait régulièrement au gouverneur de Ngozi, les données démographiques dressées mensuellement le long de l'année 1987 gravitaient autour de 45 000 habitants. Ces sont des estimations dépourvues d'exactitude. En effet, les archives montrent que le service de l'état civil tenait chaque mois le registre des naissances, des décès, d'immigrés et d'émigrés. Et cela sur base d'un recensement général de la population qui a eu lieu au cours de l'année 1979.Un rapport était transmis au bureau provincial de l'état civil.

Les résultats de ce recensement officiel de 1990 montrent que la population de Marangara était évaluée à 48 819 (population présente) et à 50 540 (population résidente) habitants, sur un total de 469 666 habitants (population présente) et de 482 246 (population résidente) habitants de la province de Ngozi.

Effectifs de la population issus du Recensement de 1990

COMMUNE	ANNEE : 1990
1. Busiga	48 796
2. Gashikanwa	39 646
3. Kiremba	64 295
4. Marangara	***48 819***
5. Mwumba	52 101
6. Ngozi	72 450
7. Nyamurenza	42 321
8. Ruhororo	48 664
9. Tangara	52 574
TOTAL	469 666

Source : ISTEEBU

[7] Focus Group du 08/10/2015, à Marangara.

En 1990, en matière d'éducation, la quasi-majorité avait le niveau primaire sur un nombre pris en compte soit 36 853. Parmi ceux-ci, seuls 7 719 avaient le niveau secondaire contre par exemple 9850 sur 47 713 en commune Kiremba[8].

I.2.2. Infrastructures et économie

Tout comme la commune de Ntega, la commune de Marangara enregistrait un manque criant d'infrastructures socio-économiques viables: les écoles, les centres de santé, le réseau routier, etc. En effet, la commune n'avait, avant 1988 que deux écoles secondaires et moins d'une dizaine d'écoles primaires. Dans le domaine sanitaire, il y avait un seul centre de santé dans toute la commune. Le réseau routier était quant à lui dans un état dérisoire et même les routes secondaires étaient réduites à l'état de simples allées.

L'économie de la commune de Marangara était constituée essentiellement de la culture du bananier, du café, du riz, haricot, etc. Le commerce, avant 1988 était largement animé par la population rwandaise d'origine, issue des successives migrations au Burundi. Point n'est besoin de mentionner qu'il n'y avait pas de services décentralisés de banque ou de micro finances encore moins du secteur des services. De même qu'à Ntega, les branches d'activité agricole qui occupaient un grand nombre étaient l'agriculture et le petit élevage soit 42 355 habitants.

II. La géopolitique de la région

La géopolitique associe deux termes : géo=terre, planète et politique qui signifie simplement le vivre ensemble, les relations de pouvoir entre les hommes. Concrètement, la géopolitique cherche à analyser les rapports entre les hommes ou entre les entités politiques et leur environnement. L'analyse géopolitique devrait se concevoir comme un discours de la méthode pour comprendre et interpréter le monde réel dans sa diversité : complexité d'enjeux[9]. Elle est une discipline qui réfléchit sur les relations entre espace, temps et les rapports de force. Ce qui conduirait à affirmer que les guerres ne résultent pas de la fatalité ni du caprice : elles sont le produit de déséquilibres, de rivalités, d'engrenages qui peuvent ou doivent être déchiffrés[10].

---

[8] ISTEEBU, *Recensement de 1990*
[9] (Sous la dir.) , Sylvie MESURE et Patrick SAVIDAN, *Dictionnaire des sciences humaines*, 2006
[10] Philippe Moreau DEFARGES, *La géopolitique pour les Nuls, Editions du FIRST, 2008,p.13,*

La géopolitique puise dans la plus ancienne philosophie grecque d'Héraclite : « Jamais l'homme ne se baigne deux fois dans le même fleuve». Autrement dit chaque événement est unique, radicalement différent de tout autre événement. C'est ainsi que chaque crise ou guerre civile possède ses caractères distinctifs : personnalités, événements, antécédents, etc. Elle est unique en son genre. On doit prendre en compte des données spécifiques de chaque pays. Il s'agit (toujours) de 'penser l'événement' selon l'expression consacrée d'Hannah Arendt. Ce qui survient est localisé dans un contexte spatial et temporel singulier: une situation, ses coordonnées et ses repères, son calendrier et peut en raison de sa survenue la modifier ou en créer une nouvelle.

Ainsi, rendre compte de ce qui s'est passé, ce qui est advenu dans un lieu précis, les acteurs et les actions ; pourquoi là, les enjeux, les motivations et les justifications sont les tâches foncièrement fondamentales du chercheur.

Une situation géopolitique est composée d'une combinaison particulière et localisée d'acteurs et de facteurs politiques, sociaux, idéologiques, économiques, etc. selon un dosage variable. Leur inscription dans des lieux, dans des territoires est ce qui permet d'appliquer une méthode d'analyse géopolitique[11].

Les Etats entretiennent des dispositifs politiques et économiques, diplomatiques et militaires, ils peuvent s'inscrire dans des alliances et/ou des contre-alliances[12]. Le Burundi fut toujours considéré à défaut comme le faux jumeau du Rwanda : mêmes paysages, mêmes peuples. La ressemblance est cependant trompeuse. Le Burundi n'a pas la même histoire même si la tentation de l'ethnisme a franchi les frontières[13].

Il est vrai que les points de ressemblance entre le Burundi et le Rwanda autorisent toutes les comparaisons et toutes les craintes[14] : ils partagent la même "carte ethnique" à quelques différences près ; même habitat dispersé sur les collines ; économie similaire (même dépendance à l'égard du café et du thé) ; la langue Kirundi est proche du Kinyarwanda ;les deux pays ont été marqués par la colonisation allemande d'abord puis la tutelle belge, qui toutes deux, ont pratiqué l'administration indirecte. Pour couronner tout, l'alternance des

[11] *Dictionnaire des sciences humaines*, 2006
[12] B. BADIE, *Emission télévisée sur France24*, Novembre 2015
[13] C. BRAECKMAN, *Terreur Africaine. Burundi, Rwanda, Zaïre. Les racines de la violence, Bruxelles, Ed. Fayard, 1996, p.113*
[14] Ibidem

tragédies est d'une régularité implacable[15]. Par ce jeu de miroir, chacun se trouve enfermé dans le piège de l'autre : le piège de l'ethnisme[16].

Le Burundi est également le voisin de la République démocratique du Congo (RDC) ex-Zaïre. Ils entretiennent d'importantes relations géopolitiques et géostratégiques dans cette région des grands lacs africains. Outre celles-ci et celles-là, ils ont été tous des colonies de la Belgique. Les enjeux historiques de la Belgique dans cette région ont été à la base d'une décolonisation mal assurée[17]. On notera au passage que la mort ou plutôt l'assassinat des leaders nationalistes : Emery Patrice Lumumba et le prince Louis Rwagasore avait laissé un vide que les deux pays mettront du temps à combler, encore moins à oublier.

Ainsi, pour reprendre les similarités établies par Guy Poppe, Rwagasore est le Lumumba burundais[18] : Ils sont tous des figures de proue de la lutte pour l'indépendance ; ils ont vécu la même époque ; ils sont morts assassinés ; la Belgique, autorité de tutelle a joué un rôle plus ou moins décisif en coulisse ; ils ont été des premiers ministres pour un temps éphémère ; les deux noms éclairent toujours la société et enfin les deux hommes se connaissaient et partageaient un certain nombre d'idées.

C'est aussi des relations que le président Mobutu entretenait avec Micombero. Ils appartenaient à la même génération politique des militaires que des troubles de l'indépendance ont soudain projetés sur les devant de la scène. Les deux hommes se connaissaient et collaboraient. Mobutu est d'ailleurs soupçonné d'avoir inspiré la destitution du dernier roi du Burundi Ndizeye (Ntare V) au profit de son ami Micombero[19].

L'autre facteur et non le moindre à souligner, ce sont les flux des réfugiés franchissant chaque fois les frontières dès qu'il y a des guerres interethniques ici et des appétits miniers là-bas. Bien plus enfin, les pays ayant en commun une frontière ou une partie montagneuse et des forêts où les rebelles peuvent facilement se retrancher sont exposés à ce genre de rébellions et offrent des conditions géographiques plus favorables à l'insurrection (lien entre la Géographie et la guerre).

---

[15] CHRETIEN, J.P., *Le défi de l'ethnisme .Rwanda et Burundi : 1990-1996,*Paris, Karthala, 1997, p.24

[16] C. BRAECHMAN, *Op. cit*, p. 134

[17] MWOROHA E., *in Enjeux nationaux etdynamiques régionales dans l' Afrique des Grands lacs, Lille,20 juin 1992,p.83*

[18] GUY POPPE, *L'assassinat de RWAGASORE LUMUMBA burundais*, Editions IWACU, 2012, p.208

[19] C. BRAECKMAN, *op. cit*, p.139. Pour rappel, NTARE V a été déposé par son premier ministre resté au pays alors que lui était allé participer aux cérémonies du premier anniversaire de prise de pouvoir de MOBUTU.

Souvent, les groupes rebelles se replient dans une zone sûre, qui offre une position favorable de base arrière (cas du Rwanda en 1988 ; de la RDC pour le Rwanda et le Burundi).Appâts des gains exigent ! C'est là alors où la géopolitique des conflits soit liée à la géopolitique d'enjeux politique et économique. En effet, c'est une région de grands enjeux économique, géopolitique, stratégique, etc. où les manipulations de plusieurs acteurs individuels et collectifs s'entrecroisent[20].

II.1. La proximité avec le Rwanda

Le Burundi et le Rwanda ont été depuis leurs indépendances comme des faux jumeaux dont les histoires interagissent l'une sur l'autre. Lorsqu'une crise ethnique survient chez l'un, elle a inévitablement des conséquences chez l'autre[21]. En effet, de toutes les influences étrangères qui eurent des effets sur l'évolution politique du Burundi, les événements survenus au Rwanda en 1959 figurent au premier plan. Et comme le souligne pertinemment Albert Camus : « Les idées fausses finissent toujours dans le versement du sang mais c'est toujours celui des autres », le Burundi a fini par importer, non sans succès, l'anti-modèle rwandais. Et, comme au Rwanda, une bonne partie de l'histoire du Burundi depuis son indépendance, en 1962 s'est écrite dans le sang.

En effet, la litanie de crises : 1959-1961 ; 1963 ; 1973 ; 1990-1994 au Rwanda et 1965 ; 1969 ; 1972 ; 1988;1991 ; 1993 au Burundi, nous renvoie à une sorte d'équilibre de la terreur à base ethnique : un pouvoir hutu dominant d'un côté et un pouvoir tutsi dominant de l'autre. Mais la réalité du terrain n'est pas du tout facile à appréhender par-delà les images des médias et les argumentaires des acteurs clés[22].

Ntega et Marangara, deux communes respectivement de Kirundo et de Ngozi sont frontalières d'avec le Rwanda. Elles ont été secouées, en 1988, par des tueries interethniques de grande ampleur. Certains analystes considèrent que ce sont les nombreux réfugiés qui avaient constitué au-delà des frontières « un sanctuaire privilégié[23] » pour le lancement des opérations de guérilla contre le gouvernement et ses symboles humains[24].

Analyses qui semblent être soutenues par René Lemarchand:

---

[20] REZSOHAZY R., *Pour comprendre l'action et le changement politiques*, Louvain- La-Neuve, Duculot, 1996, p.46

[21] SEMELIN, J., *Purifier et détruire .Usages politiques des massacres et génocides.* Editions du Seuil, Paris, p.29 2005

[22] JP. CHRETIEN, *op.cit.*, p50

[23] R. LEMARCHAND, Cité par J. NIMUBONA, *Analyse des représentations du pouvoir politique. Le cas du Burundi, p .504*

[24] Ibidem, p.506

"The first and most obvious point to note is the proximity of Ntega and Marangara to Rwanda. Each commune is within walking distance of the Kanyaru River, which flows on a north-south axis to form the boundary between Rwanda and Burundi. In the days following the Hutu revolution in Rwanda, the area offered to tens of thousands of tutsi refugees.

The legacy of this situation is evident in the presence of numerous 'Rwandese tutsi in both provinces[25]*(...)."*

Comme les habitants de ces deux communes le réaffirment[26], les relations entre le Burundi et le Rwanda avant ces événements ayant ensanglanté leurs communes étaient relativement bonnes. Ils se rappellent que les habitants de part et d'autre de la Kanyaru faisaient des navettes pour le petit commerce. Un autre octogénaire, Sylvestre Mberamiheto de Mugendo en commune Ntega reconnaît lui aussi cette réalité : *« on se donnait même les filles en mariage »*[27].

Ils disent néanmoins que le régime rwandais ne regardait pas d'un bon œil les Tutsi burundais qui s'y rendaient mais que les Hutu Burundais étaient les bienvenus. Des crises politiques en miroir se sont alors succédé entre le Burundi dirigé par les Tutsi et le Rwanda dirigé par les Hutu combinées aux crises internes spécifiques à chaque pays[28]. C'est normal que beaucoup de hutu y puisaient des enseignements à caractère "divisionniste" voire subversif[29] car, justifie-il les Hutu du Rwanda compatissaient avec ceux du Burundi.

Ces habitants de Ntega comme ceux de Marangara avancent même que Habyarimana, président du Rwanda (1973-1994) était très hospitalier envers les Hutu qui avaient fui ou qui fuyaient les régimes militaires Tutsi du Burundi.

Depuis la "révolution sociale de 1959" et l'arrivée des réfugiés tutsi du Rwanda, puis les attaques répétées des '*Inyezi*' durant les années 1963-1964 depuis le territoire burundais, les relations entre le pouvoir radical hutu de Kayibanda et le pouvoir radical tutsi de Micombero ne cessèrent de se détériorer. Les différentes éliminations des opposants hutus en particulier celles de 1972 étaient d'ailleurs dénoncées avec virulence à Kigali[30].

---

[25] R. LEMARCHAND, *Burundi, Ethnic Conflict and Genocide*, p.120-121

[26] NGENDAKUBWIMANA Pascal, et les autres. Entretien du 27 Août 2015 à Marangara.

[27] MBERAMIHETO Sylvestre. Zone de Mugendo, ancien brigadier de commune. Il a épousé une rwandaise. Cette dernière a été tuée en 1993 avec ses deux enfants. ENTRETIEN du 25 Août 2015.

[28] J. SEMELIN, *Purifier et Détruire*, *Op.cit.*, p. 213

[29] KAJAMBERE Emmanuel. Il fut administrateur communal de Marangara de 1980 à mi- août 1988.ENTRETIEN du 25/09/ 2015

[30] NIMUBONA J. *Op.cit.*, p. 548

Dismas Mbazumutima, Tutsi résidant à Murungurira n'y va pas par quatre chemins : « Le Rwanda, arrière-pays a un rôle clé dans ce qui s'est passé en 1988 car les réfugiés de 1972 revenaient souvent et semblaient être fascinés par le modèle rwandais[31].

Ce qui signifierait, interprétant les attitudes de ces concitoyens, que la majorité ethnique devait valoir la majorité au pouvoir. Il va plus loin : « *C'est d'ailleurs pour moi ce qui explique la non contagion de la crise à d'autres communes* ». Il s'agissait d'un jeu circonscrit de passions et de peur.

L'idéologie raciste a été enseignée à une population visée dans une série de réunions subversives appuyées par des tracts rédigés en kirundi teinté de kinyarwanda[32]. La base de recrutement de ces groupuscules était située dans les milieux d'exilés burundais restés sourds aux sollicitations du gouvernement au retour au pays[33].

Les points de vues de la population sur les relations rwando-burundaises avant cette crise ne divergent pas beaucoup avec ceux de Marc Manirakiza. Celui-ci souligne que les relations diplomatiques entre le Burundi et le Rwanda n'ont jamais été cordiales : Bagaza soupçonnait que Kigali abritait les mouvements contestataires hutu hostiles à sa politique[34] qui s'y étaient développés depuis les années quatre-vingts et avait exigé de refluer les réfugiés à plusieurs kilomètres de la frontière burundo-rwandaise. L'idée de Manirakiza semble être reprise et soutenue par René Lemarchand:

> *"(...) population movements across the border particularly-frequent during the coffee season in April and May when smuggling of Burundi coffee into Rwanda increases the flow of petty traders and fly by night intermediaries – made the area potentially vulnerable to the propaganda of exiled Hutu politicians in Rwanda, thus significantly contributing to raising the ethnic temperature of the communes in the weeks preceding the outbreaks[35]."*

Pour résumer, le Rwanda est, à tort ou à raison, directement ou indirectement impliqué dans les chicaneries ethniques qui ont endeuillé des milliers de familles et poussé d'autres à l'exil.

---

[31] MBAZUMUTIMA Dismas était élève en 6eme année en 1988. ENTRETIEN DU 26 Août 2015, à Ntega

[32] *République du Burundi*, Ministère de l'information. Direction générale des publications de presse burundaise. Fin 1988

[33] Communication du Gouvernement sur les responsabilités des massacres, in *Le Renouveau du Burundi*, Août 1988

[34] M. MANIRAKIZA, Burundi. *La déviance d'un pouvoir solitaire. Le régime Bagaza (1976-1987). Paris,* La longue vie, 1994 p.100

[35] R. LEMARCHAND, *Op.cit*, p. 122

Cependant, l'alternance des régimes militaires tutsi ici et hutu là-bas, des tragédies cycliques rapprochent les deux frères faux jumeaux.

II.2. Ethnicité et violence au Rwanda et au Burundi

II.2.1.Le précédent rwandais et son impact sur le Burundi

La "révolution sociale rwandaise" de 1959 est un moment clé pour comprendre l'engrenage ethnique de la société burundaise. Au départ, la revendication fondamentale de l'élite hutu au Rwanda visait le système féodo-racial cautionné jusqu'alors par le pouvoir colonial : le monopole politique, socio-économique et scolaire tutsi. Mais très vite, le projet de l'élite hutu va devenir passionnel et démagogique et se focalisera sur l'exclusion de la catégorie tutsie de la communauté nationale[36].

On rappellera cependant qu'au niveau interne, deux acteurs ont joué un rôle accélérateur dans l'évolution politique du Rwanda. Il s'agit de deux partis: l'UNAR et le PARMEHUTU. Leur conception de l'avenir du Rwanda et la façon de le préparer étaient marqués par un radicalisme orienté vers des directions opposées sur la construction de la vie socio-politique. En effet, présenté comme le "parti de la caste tutsi", l'Unar avait, comme tous les courants nationalistes de l'Afrique noire, des élans indépendantistes. Il avait la conviction d'une indépendance immédiate.

Tandis que le Parmehutu, dont le nom même évoque tout un programme et qui était soutenu par l'administration belge pour contrecarrer l'Unar, se voulait essentiellement comme l'instrument de mobilisation et de libération des Hutu[37]. Donc, le premier pour la réactivation de l'identité et de l'unité nationale et le second pour une solidarité ethnique. Bien que le premier fût très présent dans l'espace politique rwandais, il ne durera pas dans le temps au profit du second.

La mobilisation autour d'un programme ethnique s'effectua d'abord dans un milieu bien particulier : première génération d'intellectuels hutus notamment chez les anciens séminaristes qui, à l'issue de leurs études secondaires, s'apercevaient qu'ils avaient été exclus des fonctions administratives, au profit d'anciens astridiens (leurs collègues tutsi).

---

[36] ACA, "L'intégrisme ethnique dans la région des Grands Lacs", *3-4*/1996, p.460

[37] RUTEMBESA, F., "A propos des crises rwandaises" in ACA, 2-3/1995

Cette contre-élite hutu est favorablement comprise auprès des missionnaires inspirés par l'Action catholique, le Mouvement chrétien-social belge s'appuyant sur les informations provenant des publications coloniales[38].

En 1961, une République 'hutue' est proclamée par le président Grégoire Kayibanda avec l'appui du tuteur belge. C'est le colonel Logiest, résident militaire, qui est le principal maître d'œuvre. Sous l'influence de Monseigneur A. Perraudin et de G. Kayibanda, il officialisa la fameuse équation majorité ethnique = majorité démocratique, majorité d'opinion :

> *« La position d'un résident militaire n'est pas une position politique (...) Pour cela, nous devons favoriser les éléments d'ordre et affaiblir les éléments de désordre. En d'autres termes favoriser l'élément hutu et défavoriser l'élément tutsi parce que l'un sera obéi l'autre pas(...)[39]».*

Ainsi, sous son impulsion, la tutelle renversa brutalement et une fois pour toutes la politique qu'elle avait menée depuis le début de sa présence : celle de sélectionner l'intermédiaire. Ceux qui étaient méprisés sont promus et considérés comme les 'vrais Rwandais'. D'autres sont des étrangers à peine tolérés dans leur pays.

L'appropriation du modèle ethno-racial rwandais par l'élite hutu burundaise n'atteignit pas cependant (du moins dans le premier temps), le degré qu'il a connu chez les élites hutu rwandaises à cause sans doute de son historicité (A. Touraine) sensiblement différente tant avant que pendant la colonisation.

Après l'assassinat du prince Louis Rwagasore (pourtant ganwa), l'exemple de la "révolution rwandaise" joue un rôle déterminant, donnant corps aux analogies de situations. Elle marqua surtout l'opinion burundaise à travers l'arrivée de dizaines de milliers de réfugiés tutsis rwandais entre 1961 et 1964. Il faudra remarquer qu'au Burundi, d'ailleurs comme au Rwanda, la montée de la conscience ethnique a accompagné la fin du pluralisme politique. Ainsi de cette façon, la peur envahit le champ social dans ces deux pays. L'étiquette ethnique est désormais gravée dans les cœurs en termes de violences remémorées ou redoutées[40].

---

[38] CHRETIEN J.P., *Le défi de l'ethnisme*, *Op. cit*, p48

Pourquoi le revirement de l'église catholique : parce qu'elle voulait freiner la montée des nationalistes qui touchait le Rwanda, le Burundi et le Congo-belge et de barrer la route au communisme qui hantait les milieux religieux. Tout anticolonialisme était vite décrit comme signe de " bolchevisme" (Détails dans ACA 3-4/1996).

[39] LOGIEST, G, *Mission au Rwanda. Un blanc dans la barre Tutsi-Hutu.* Didier Hatier, 1988. In ACA 3-4/1996, p. 462

[40] RUTEMBESA, F, *op.cit.*, p.232

II.2.2.L'intégrisme ethnique au Burundi et au Rwanda

Les références hutu et tutsi sont devenues depuis les indépendances en 1962 le label d'un véritable cancer social avec des souvenirs de sang, de deuil et de honte fondant ce que Claudine Vidal appelle « histoire –ressentiment[41] », celle-ci étant un universel appel à la violence[42]. Et ce sont les 'élites' qui, au nom de leurs peuples, développent cette histoire-ressentiment[43].

Hutu et Tutsi sont d'anciennes identités sociales héréditaires, dont les rapports ont changé selon les lieux et les époques. Cette 'immatriculation identitaire' a été créée, confortée, nourrie, interprétée racialement et mise en œuvre socialement par le colonisateur puis par son auxiliaire attitré, le missionnaire.

L'intégrisme ethnique a engendré un certain manichéisme qui a conçu l'univers social burundais et rwandais comme un champ de bataille où le bien total est mis d'un côté et le mal irrémédiable de l'autre[44]. La polarisation ethnique a été et est une forme de violence radicale qui s'exerce à l' égard de l'autre en tant que différent.

C'est une violence qui n'a pas besoin de motif à proprement parler, il lui suffit d'avoir le sujet (violence gratuite)[45].Une véritable socialisation à la violence[46]. Celle-ci se comprend comme un modèle d'explication du passage à l'acte qui greffe le facteur idéologique à un processus de socialisation et de formation des individus à la violence. « On dirait qu'on 'fabrique les bourreaux'[47] ».

Approche compréhensive aidant, on pourrait avancer l'argument de T. Gurr de la frustration relative entendue comme la différence entre un plaisir escompté comme accessible ou légitime et la réalité d'une privation.

On arrive ainsi à deux formes de violence : La violence identitaire qui n'est pas la violence idéologique. Et, alors que celle-ci relève d'une logique de domination, la violence identitaire ressort d'une logique de suppression. L'une passe par la contrainte pour arracher une conversion, l'autre recourt à la force pour provoquer une suppression, une disparition[48].

---

[41] Claudine VIDAL, *Sociologie des passions.* Paris, Karthala, 1990, p.23
[42] *Ibidem.*
[43] BAYART, J.F, *L'Etat en Afrique*, p. 82-86
[44] A. NTABONA, ACA, *op. cit*, p.456
[45] *Ibidem*
[46] J. SEMELIN, *op. cit*, p.293
[47] *Ibidem*, p.297
[48] ACA, *Op.cit.*, p.480

Ceci renvoie à deux évidences essentielles de lien entre la violence physique et la violence symbolique:

> *« D'une part le lien de production grâce auquel la violence physique par le processus de sédimentation de malheurs et de souffrances consécutives à son usage produit la violence symbolique. D'autre part le lien de débordement, c'est à dire que par son 'réveil' instrumental, la violence symbolique peut produire la violence physique par son hyper-idéologisation. Ce qui signifie que les idéologies politiques que mobilisent les différentes formes de violences perverses arrivent à créer les processus de passage à l'acte »*[49].

En bref, la violence ethno- politique a été toujours un instrument de concurrence pour la conquête, l'exercice et la conservation de la gestion politique d'une société, utilisé par les acteurs du champ politique[50].J. Nimubona le note avec pertinence dans ces termes : *C'est un travail d'étiquetage, de classement et de placement*[51]par un *mécanisme savant de la construction de l'ethnicité politique.*

L'ethnisme a servi comme un vecteur de mobilisation politique collective afin de récolter les gains politiques consécutifs à l'usage de la violence[52]. Et P. Buyoya d'ajouter que c'est la violence qui a structuré l'ethnicité qui, en définitive, a fini par devenir une réalité sociale et politique dans nos sociétés, qui quelques décennies plus tôt étaient sans ethnies. Ce qui prouve *a posteriori* que l'ethnicité est une réalité récente dont on peut retracer avec précision la genèse et l'évolution.

III. Les événements de 1972, antécédents majeurs à la crise de Ntega et de Marangara

L'engrenage de la violence au Burundi est à comprendre à partir de ce syndrome rwandais de 1959. Cette contagion fonctionne au Burundi à partir de 1965 quand un putsch tenté par des militaires hutu est suivi d'un massacre des paysans tutsi dans le centre-ouest du pays. La répression qui s'en est suivie déboucha sur la mainmise tutsi de plus en plus exclusive sur le pouvoir et d'une marginalisation sociale des Hutu, surtout au lendemain du génocide de leurs élites en 1972.

---

[49] J.S. MUNTUNUTWIWE, *La violence politique au Burundi : Essai d'analyse explicative.* Editions Universitaires européennes.2009, p.111

[50] Ibidem, p.113

[51] J. NIMUBONA, *Op.cit.*, p.388

[52] J.S. MUNTUNUTWIWE *Op cit*, p.360

En 1972, une nouvelle crise éclate. Des bandes hutu, entraînées probablement à l'extérieur du pays massacrent des Tutsi dans le sud du pays. Une répression sévère et disproportionnée s'abat systématiquement sur les cadres militaires et civils hutu (toute personne influente d'ethnie hutue[53]). Cette répression cristallise dès lors en milieu hutu une obsession du génocide qui accompagne sa marginalisation politique entamée depuis 1966.

Dès lors, la peur est devenue le maître du jeu, l'acteur déterminant de la vie politique burundaise[54]. Les deux identités ethniques se réfèrent essentiellement à ces mémoires de mort à défaut d'autres critères culturels. Une double logique de violence se développa : celle fondée sur une obsession sécuritaire tutsi et la mainmise croissante sur l'armée. Cette dernière était conçue comme point d'appui, pour la défense d'une minorité menacée d'extermination d'une part. Mais d'autre part, celle articulée à une stratégie de conscientisation hutu, consistant à annoncer la réédition de 1972 et à inviter les Hutu à se devancer des Tutsi. Cette prédiction créatrice de violence de prophéties autoréalisantes a débouché sur les massacres de Ntega et de Marangara.

J. Sémelin citant Paul Valéry nous dira combien un passé mal géré, une mémoire qu'un peuple construit d'un passé lourd ou des représentations qu'il se fait de ce passé sont une bombe à retardement :

> *« L'Histoire est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré(...). Il fait rêver, il enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs, exagère leurs réflexes, entretient leurs vieilles plaies, les tourmente dans leur repos, les conduit au délire de grandeur ou à celui de la persécution, et rend les nations amères, superbes, insupportables et vaines[55] ».*

En 1972, après que ces groupes de Hutu venus de Tanzanie associés à de mulélistes déciment des Tutsi dans les régions du sud du pays ainsi que dans la capitale Bujumbura, une répression aveugle[56] frappa l'élite hutu dans son ensemble et à travers tout le pays. C'était au bord des génocides[57]pour reprendre le titre de Chrétien et de Dupaquier.

---

[53] Jean PERRAUDIN, *Chronique de l'Eglise catholique au Burundi après l'indépendance*, EMI, 1996, p.58
[54] JP.CHRETIEN, *Op .cit.*p.162
[55] Paul VALERY, *Regards sur le monde actuel et autres essais,* Paris, Gallimard, 1945, p.45. Cité par SEMELIN, *op.cit,* p.40
[56] E. NGAYIMPENDA., *Histoire du conflit politico-ethnique burundais. Les premières marches du calvaire (1960-1973)* ; Renaissance, Bujumbura, 2004
[57] J.P. CHRETIEN et J.F. DUPAQUIER, *Burundi 1972.Au bord des génocides*, Paris, Karthala, 2007

Le 'fléau' de 1972 constituait en lui-même, un tremplin d'autant plus mobilisateur qu'il instrumentalisait, au cours des réunions nocturnes, la mémoire collective des affres de l'époque[58].

Pour E. Kajambere, ancien administrateur tutsi de Marangara, 1972 était une corde très sensible sur laquelle on tirait pour ameuter la population, un véritable leitmotiv. Cet ex-administrateur poursuit qu'il avait, en collaboration avec d'autres administratifs essayer de calmer les esprits mais que l'effervescence était déjà à son comble :

> *"L'intoxication était réelle et de grande ampleur. Les hutu, agités par ces enseignements subversifs, étaient convaincus qu'ils n'allaient pas périr comme en 1972, qu'ils vont combattre l'armée tutsi car, se disaient- ils, nous avons nous aussi l'armée (allusion au Palipehutu qui avait une aile militaire[59])".*

Gaspard Bugabo[60], hutu résidant à Kagina à Marangara est catégorique : « *En 1972, les nôtres ont été tués sans autres formes de procès* ». Et il poursuit :

> *« Nous avons exigé aux militaires en patrouilles qu'on nous ramène les peaux de ceux qui ont été emportés en 1972 avant d'arrêter qui que ce soit ; on était vraiment prêt à prendre les devants ! ».*

Octave Minani[61] du centre Marangara reconnaît lui aussi que « 72 » a fortement joué : « *Tous les enseignements dispensés par le Palipehutu avaient comme point de départ et d'arrivée : 'éviter la réédition de 1972 ». Les Hutu, à cette époque semblaient*, conclut-il, *à des chiens enragés* !

Les massacres de 1972 constituent ainsi l'événement fondateur d'une conscience ethnique hutu à travers les régimes, même si 1965 ne l'est pas moins. Les Hutu sont atteints d'un complexe de persécution qui inquiète les Tutsi et un pouvoir fort conçu sur base de protection de tutsi contre « *le péril hutu*[62] » est mis en place. Cette année tristement célèbre a créé une diaspora hutue combattante. D' ailleurs, selon R. Gahutu, cette dernière n'avait aucune excuse

---

[58] P. BUYOYA, *Op.cit*, p.38

[59] KAJAMBERE Emmanuel ; Entretien DU 25 Septembre 2015, à Bujumbura

[60] BUGABO G., Entretien du 27 Août 2015, à Marangara

[61] MINANI Octave était un ancien brigadier communal. Il était Hutu de l'UPRONA. Il aurait été sauvé *in extremis* par un tutsi alors que les hutu l'avaient morcelé à l'arme blanche, l'accusant d'être de mèche avec l'armée tutsi. ENTRETIEN du 27 Août 2015, à Marangara

[62] L'expression *'péril hutu'* sort tout droit de ce que l'on a appelé *' péril jaune'* aux Etats Unis d'Amérique lorsque la classe dominante de ce pays (WASP=White, Anglo -Saxon Protestant) eut peur d'être submergée par l'immigration de multitudes asiatiques. Cette peur inspira une loi célèbre (Immigration Act) qui devait bloquer drastiquement l'immigration jaune aux USA. Les Tutsi accusent les Hutu d'inventer une telle analogie mais ces derniers s'en lavent les mains et la renvoient plutôt du côté tutsi l'ayant établi comme stratégie politique de domination.

à rester les bras croisés. Consécutivement à cette enjambée de Gahutu, le commandant Ndayahoze, ministre de l'information en 1968, (cité par Chrétien) incrimina les élites politiques burundaises dans la tâche d'entretien de l'ethnicité. Pour lui:

> "*Effectivement le mal vient d'en haut. Ce sont les cadres peu méritants qui, pour se maintenir, pour se hisser à certains postes convoités, ont besoin des pistons, d'astuces et d'artifices. Ce sont des responsables insatiables qui pour faire leurs ambitions inavouables font de la division ethnique une stratégie politique. Alors s'ils sont Tutsi, ils dénoncent avec des combats tactiques à l'appui, un péril hutu qu'il faut contrer. S'ils sont Hutu, ils dévoilent un apartheid tutsi à combattre*".

Ainsi, l'*Ikiza* ou la catastrophe n'a pas laissée de trace matérielle. Elle n'a fait que reproduire la souffrance et la frustration de l'absence. Et, je cite Chrétien et Dupaquier:

> *"Pas de tombe outre que les renflements de terre; nul endroit pour se recueillir (qui sait l'endroit des corps déversés nuitamment?); aucun nom sur le moindre monument visible; aucune cérémonie de ré-ensevelissement pour contribuer à lever le deuil et apaiser la mémoire meurtrie. La mort elle-même est l'objet d'une négation durable*[63]".

Outre la souffrance d'un deuil inexprimable, les massacres ont appauvri les ménages et profondément déstabilisé les relations familiales et sociales. Le système politique imposa durablement depuis 1972 le déni de la souffrance, du deuil de la réalité vécue. Le massacre est devenu une hantise récurrente voire permanente et ce choix du déni apparaissait lourd des crises d'identité individuelle et collective dont 1988 et 1993 sont, à notre avis les réponses.

III.1. Les réfugiés et la naissance du PALIPEHUTU

Les mouvements contestataires hutus naquirent tous à l'étranger et dans les camps des réfugiés les uns plus tôt que les autres. La naissance ou la fondation du Palipehutu est survenue lors d'une assemblée générale de tous les délégués des réfugiés burundais de Tanzanie, du Zaïre et du Rwanda. Il fut créé le 18 avril 1980 au camp des réfugiés de Mishamo, district de Mpanda, dans la région de Rukwa en Tanzanie par Rémi Gahutu. Il naquit comme d'autres d'ailleurs dans des contextes de violence ethno-politiques.

---

[63] J.P. CHRETIEN et J.F.DUPAQUIER, *op.cit*, p.465

Ces mouvements sont fondés et animés dans les camps de réfugiés des pays frontaliers ou au sein des milieux estudiantins en exil[64]. Le Palipehutu est de surcroît la première organisation politico-militaire à s'être attaquée frontalement à l'ethnisme politique burundais. Il est le premier à avoir posé le problème burundais en termes clairs et nus c'est à dire sans complexe, sans hypocrisie et dans une indépendance intellectuelle[65].

L'idéologie du Palipehutu était celle de la libération du peuple hutu de la domination multiséculaire tutsi ; de la libération de la majorité minorisée[66]. Cette idéologie cherchait d'abord la libération mentale du hutu, de réaliser à tout prix la négation de la négation du Hutu. Le Palipehutu s'inscrira résolument contre l'infériorisation du Hutu par le Tutsi et contre l'auto-infériorisation du Hutu. Elle fut diffusée non seulement à travers des communiqués officiels et des tracts mais aussi par la propagande de proximité réalisée par des commissaires politiques[67].

Ainsi, ce nouveau discours de contestation a séduit les masses paysannes hutu de façon que R. Gahutu devienne populaire que le régime de Bagaza ne le croyait. Les lieux de diffusion de cette idéologie ethnique furent probablement les régions frontalières avec le Rwanda où se produiront quelques années plus tard des violences d'affirmation politique d'un groupe social[68].

III.2. Rémi Gahutu, le libérateur

Son nom était déjà en lui seul un programme, une affirmation de l'identité ethnique[69]. Il eut le mérite de correspondre à ce nom, de le porter comme une parure, comme une destinée. Son rôle clé dans l'accélération de l'histoire se résume : la négation de la négation. En effet, le Burundi post colonial avait entrepris à nier l'existence des ethnies, du moins officiellement et cela constituait une arme pour démobiliser la résistance hutu. La négation de l'ethnie devait s'incruster dans la conscience collective, malgré et contre les faits qui pourtant crevaient les yeux[70].

---

[64] J.S MUNTUNUTWIWE, *Op.cit.*, p.371
[65] H. NIYONZIMA H., *Burundi: Terre des héros nos chantés du crime et de l'impunité, éd Remesha, 2004,* p.86
[66] M. MBONIMPA, *Hutu, Tutsi et Twa. Pour une société sans castes au Burundi*, Paris, L'Harmattan, 1993, p.52
[67] J.S. MUNTUNUTWIWE, *Op. cit*, p.372
[68] J.NIMUBONA, *op .cit*,p.351
[69] M. MBONIMPA, *op.cit.*, p.42
[70] Ibidem.

Cette négation devait créer chez le Hutu, s'il parvenait à se renier, un espoir d'échapper à la mort. Et Gahutu de se demander : si l'innocence ne protège pas contre la peine de mort, à quoi servirait de craindre la mort ? L'air d'évoquer une culpabilité générique ! Il s'engagea. Il lança un message simple sans être simpliste :

> *« Hutu, vous n'êtes pas 'innocents' ! Vous êtes coupables d'avoir laissé une poignée d'individus transformer le Burundi en un gigantesque « champ de tuerie »*[71].

Il commença à clarifier son message aux moins innocents : les expatriés. Pour lui, la diaspora n'avait aucune excuse si elle restait les bras croisés. Il n'a pas eu une tâche facile. Pour mobiliser les réfugiés, il heurta deux blocs : celui des instruits (en Europe ou en Afrique) et celui (la masse) entassé dans les camps de réfugiés en Tanzanie, au Zaïre et au Rwanda.
Pour le premier, ceux pour lesquels il espérait armés d'un savoir, il dut déchanter : Anticipation sur les spéculations (des postes politiques!).Il se tourna vers la masse dans les camps des réfugiés au Rwanda. Là, il parvint à ridiculiser la présence de Bagaza au sommet de la Francophonie de Kigali en 1979.Un tract dénonçant la discrimination ethnique dont le Président Tutsi s'est fait champion fut distribué à toutes les délégations. Choqué, Bagaza claqua, furieusement la porte. Embarrassé, Kigali expulsa Gahutu.

Ainsi Gahutu plaida, pour un front uni de l'opposition et pour l'unité hutu comme des impératives tactiques afin de dissuader à jamais le régime tutsi et de l'empêcher de transformer à nouveau le peuple majoritaire en chair à canon[72].
Rémi Gahutu est né en commune Rutegama dans la province de Muramvya. Il a fait ses études d'Agronomie en Belgique et mourra dans la prison d'Ukonga à Dar-Es-Salam en 1990 d'une « conspiration du pouvoir de Bujumbura » selon ses proches ou d'une mort naturelle selon une certaine opinion proche du pouvoir de l'époque.

[71] Conférence de presse, Bruxelles, le 25 novembre 1986.
[72] M. MBONIMPA, *op.cit*, p.78

CHAPITRE II. DEROULEMENT DE LA CRISE A NTEGA ET A MARANGARA

Commençons d'abord par clarifier les termes. En termes généraux, la crise est une situation d'anomie provoquée par le changement. Une situation est qualifiée de crise si elle présente des caractéristiques considérées comme anormales sur une période donnée et si, sur cette période, les outils de régulation existants s'avèrent inadéquats, autrement dit si les structures compétentes faillissent à restaurer la normalité.

Cette dynamique est en partie, fonction de sa gestion et des processus de décision qui se mettent en place pour y faire face[73]. En effet, par une approche chronologique, la crise distingue: la période précédant la crise, la période de crise à proprement parler et la période post-crise, la difficulté étant de déterminer les points de rupture faisant passer d'une phase à l'autre. Enfin, la crise peut être perçue comme porteuse de risques ou d'opportunités.

En tant qu'opportunité, la crise peut constituer le point de départ de changements nécessaires pour la société qui la subit, et présenter en quelque sorte une dimension positive (fonction transformative de la crise)[74].

Le terme crise se rapproche dans la signification au concept de conflit. Ce dernier se définit comme l'opposition entre individus, groupes, ou Etats sur des idées, valeurs, biens matériels ou positions de pouvoir, etc. Il sous-tend une idée d'interaction entre acteurs (rapports de force) .Ce rapprochement établi entre les deux s'expliquent par le fait que les crises peuvent conduire aux conflits de même que les conflits sont sources de crises. Le conflit étant inhérent aux rapports sociaux.

Le concept de massacre quant à lui se définit comme étant un crime de masse perpétré sauvagement à des êtres (humains et/ou animaux) sans défense, (du moins à ce moment-là). Concrètement, le massacre est une forme d'action collective, de destruction de non combattants. Le massacre suppose avant tout une dissymétrie des rapports de force. Il est accompli, la plus part des fois dans un lieu précis, dans un temps limité et dans le secret. Il implique souvent une relation de proximité entre l'assassin et la victime. Le massacre suppose un nombre, fait intervenir deux paramètres analytiques c'est-à-dire le quantitatif et le qualitatif.

Enfin, un massacre n'est pas un génocide (celui-ci relève du droit international) tandis qu'un génocide est toujours constitué de un ou plusieurs massacres.

---

[73] Thierry TARDY, *Gestion de crise, maintien et consolidation de la paix. Acteurs, activités et défis,* Nouveaux horizons, de Boeck, 2009, p.16

[74] Ibidem

Le massacre en est son unité de référence[75]. Mais, une telle approche définitionnelle est loin de requérir l'unanimité des chercheurs en sciences sociales.

I. Les signes avant – coureurs de la crise

La crise de 1988, qui a éclaté dans les communes Ntega et Marangara n'est pas venue *ex nihilo*. Elle trouve ses explications dans des facteurs composites, aussi proches que lointains, aussi réels qu'imaginaires. Tous ceux –ci restent gravés dans la mémoire de la population qui a vu, vécu et enduré la crise. Les séquelles physiques et mentales sont on ne peut plus visibles. Toutes les voix qui se sont fait entendre dans ces communes se rappellent comme si c'était hier les événements sanglants ayant emporté des milliers de vies poussant d'autres à l'exil, sans parler des dégâts collatéraux en ligne de mire.

Et comme le disait si bien Léon Gambetta, homme politique français au sujet de l'Alsace-Lorraine, « de n'en parler jamais mais d'y penser toujours »;ces habitants y pensent toujours mais en parlent moins. Pour comprendre un tout petit peu ce qui a été pudiquement appelé 'événements de 1988', examinons les antécédents suivants : mémoires des crises antérieures, pouvoir fragile de Buyoya, et communiqués et tracts du Palipehutu.

I.1. Mémoire des crises antérieures

La mémoire est avant de tout de l'ordre du souvenir, du vécu, du ressenti. Elle présuppose l'oubli, car on ne peut se souvenir ou se remémorer qu'en sélectionnant ce qui doit être oublié[76]. Elle est sélective, affective et plurielle. Elle est soumise aux manipulations du temps et des sociétés mais elle peut servir à la libération (J. Le Goff). Il vaut mieux connaître ce passé traumatique car il peut être utile au présent et à l'avenir. Et Georges Santayana de trancher : « Ceux qui oublient le passé sont condamnés à le répéter ». Ainsi, la mémoire relève d'une approche sensiblement individuelle presque sentimentale du passé qui abolit la caractéristique première de l'Histoire historienne à savoir la mise à distance (François Bédarida).

Les mémoires politiques et ethniques produites par les événements de 1965 et plus profondément par la crise de 1972 relèvent d'un 'double génocide[77]. D'une part, le projet d'exterminer les Tutsi et de l'autre la volonté de liquidation totale de toute 'l'élite hutu'. Cette

---

[75] J. SEMELIN, *Op.cit.*, p 383

[76] M. MUKURI, citant J. Le GOFF, *Histoire et Mémoire*, Paris Hatier, 1992,in Les défis de la reconstruction dans l'Afrique des Grands Lacs, p. 118

[77] J. NIMUBONA, *op.cit.*, p. 504

logique d'élimination des rivaux a produit un effet commun : elle fit voir chez les Tutsi l'Etat comme un rempart à la fois de défense, de protection de la minorité.

Chez les Hutu, l'Etat est vu comme une entreprise privée appartenant à quelques personnes, comme une puissante entreprise criminelle à laquelle il fallait répondre par la criminalité[78].

Cette gestion autoritaire et violente de l'Etat a eu pour effet le développement des perceptions et des représentations sectaires. L'Etat fut perçu comme une chose ethnique, régionale, partisane[79].

Dans ce climat de haine, de discrimination et de suspicion à forte tendance ethnique, régionale ou même clanique, les différents gouvernements qui se sont succédé n'ont jamais fait des efforts pour connaître la vérité en vue d'établir les responsabilités, punir les coupables et assurer une réparation aux victimes de ces crimes. Dans leur ensemble, ces crimes sont restés impunis entraînant de frustrations et des humiliations pour les victimes. En conséquence, le cycle de violence s'est transmis de génération en génération.

Ainsi, le manque de traitement politique, judiciaire et social des crises sanglantes antérieures à celle de 1988 a conduit à des blessures historiques profondes et traumatiques[80].L'injustice au Burundi est allée *crescendo* et les rescapés hutu comme tutsi n'ont pu avoir recours qu'à la frustration et au refoulement, deux pulsions renfermant un potentiel important d'agressivité violente prête à se déclencher chaque fois que des indices de guerre reviennent à la surface. Ces extrémismes des uns ou des autres pourraient s'interpréter comme étant un jeu des rancœurs et les violences comme des moyens de vengeance réparatrice[81]. D'où la spirale de la violence qui continue à défier les efforts, s'il y en a, des régimes successifs.

Michel Foucault, philosophe français, lui aussi le note avec pertinence:

> *"The injury that a crime inflicts upon the social body is the disorder that introduces into it, the scandal that it gives rise to, the example that it gives, the incitement to repeat it if not punished, and the possibility of becoming widespread that it bears within it[82]".*

La mémoire des tragédies sanglantes est restée vivace aussi bien chez les Hutu comme chez les Tutsi. Elle a été étouffée. Elle est, à ce titre une bombe à retardement.

---

[78] Ibidem., p.498

[79] Germain Herman NKESHIMANA, *Méditation sur notre civisme. Appel citoyen aux agents de l'Etat du Burundi 2014*, préface de J.NIMUBONA

[80] E. NTAKARUTIMANA, *Les consultations nationales au Burundi*, Bujumbura, OAG, 2009, p.22

[81] J. NIMUBONA, *op.cit*, p.553

[82] M. FOUCAULT, *Discipline and punish* cité par LEMARCHAND, *op.cit.*, p.118

La frustration essentielle[83] a été le deuil inaccompli. En 1972, personne n'a pas pleuré ses morts. C'était le silence de fer. L'oubli obligé[84]. Ainsi, ce sont les séquelles inévitables des crises dont les feux non ou mal éteints ont embrasé le nord du pays. Bref, la crise de 1972 offre une grille de lecture la plus pertinente pour comprendre la crise de 1988.

I.2.Pouvoir fragile de Buyoya

Les événements sanglants d'août 1988 dans les communes de Marangara et Ntega éclatent quand le régime de la III[ème] République n'a à peine qu'une année d'existence. Major Pierre Buyoya, à la tête du Comité Militaire pour le Salut National (CMSN) renversa le Colonel J. Baptiste Bagaza, le 3 septembre 1987 alors que ce dernier assistait au sommet de la Francophonie de Québec au Canada.

Ce Comité de Salut National dressa tout un tas de tares au régime précédent: « Le peuple burundais avait perdu toute confiance dans un régime caractérisé par le pillage, le gaspillage et les injustices de toute nature ;la violation des droits fondamentaux de la personne humaine et les libertés individuelles ; des mises en prison des personnes innocentes sans autre forme de procès ; ce régime avait terni l'image du Burundi à l'extérieur à telle enseigne que les relations avec nos partenaires, y compris nos voisins les plus proches étaient entachées de méfiance et de suspicion, etc.»[85].

Sans tarder, Buyoya et son Comité promettra tout et tout de suite :

> *« De renforcer l'unité nationale pour que le peuple burundais conjugue ses efforts de tous ses fils pour la construction nationale ; d'asseoir une démocratie véritable pour que tout citoyen burundais ait droit au chapitre dans la gestion des affaires du pays ; de garantir la justice ; de développer l'amour du travail ; etc.»*[86]

Même si sous son régime, la question ethnique était tabou, chuchotée entre intimes, les portes closes, Bagaza reconnaissait son acuité. Dans l'interview qu'il accorda à l'hebdomadaire Jeune Afrique en Juin 1979, il précisa :

---

[83] Frustration est ici entendue comme la différence entre un plaisir escompté comme légitime ou accessible et la réalité d'une privation (Source: notes de cours, Théories et Systèmes politiques). C'est, me semble-t-il, dans ce sens qu'il faut comprendre la naissance des mouvements contestataires armés.

[84] S. NTAMWANA, *Soyons les serviteurs de la vie*, Entretien avec Antoine KABURAHE, Le réseau vert, 2005, p.57

[85] Discours du 3 septembre 1988, jour d'anniversaire de la 3ème République.*Renouveau* du 5-6 Septembre 1988

[86] Discours- programme de la 3ème République, *Renouveau,* du 10/09/1987

"Le *problème ethnique n'est pas résolu. Nous sommes loin de maîtriser le fléau du tribalisme. Il faut avoir le courage de l'avouer. Nous avons affaire à des problèmes qui remontent à plusieurs générations et nous essayons de les résoudre progressivement. Mais vous savez qu'avec le sous-développement qui se manifeste à tous les niveaux, y compris celui des mentalités, le problème s'aggrave et se complique. Si bien qu'on n'est jamais à l'abri de nouvelles convulsions".*

Quant à la solution de ce problème, Bagaza proposa :

"Je *pense que ce n'est dans le creuset d'un parti national qu'on peut forger l'unité nationale(...). Le parti nous semble être le seul cadre adéquat où toutes les ethnies peuvent se fondre et s'éduquer pour bâtir l'unité nationale. Nous y croyons d'autant plus que notre parti a survécu à toutes les convulsions qu'a connues notre pays".*

En 1988, le fait que les organisateurs de l'insurrection dans le nord saisirent une opportunité politique favorable pour agir rendit la violence instrumentale productive. A cette époque, le contexte intérieur favorisait la diffusion aisée des messages politiques: Le régime politique venait de changer et avec lui les hommes de Bagaza en particulier les agents de la sûreté. L'étau répressif policier se desserrait laissant place libre aux agents propagandistes de l'opposition hutue. Ils poussèrent plus loin leurs revendications politiques. Ceci était rendu plus facile par le fait que depuis la répression de1972, le vivier intellectuel hutu s'est reconstitué et a gagné en intelligence (formation en dehors du pays). Certains d'entre eux étaient déjà membres du parti unique et ses mouvements intégrés dont ils étaient membres que de nom[87].

Dès l'avènement de la 3ème République, le Palipehutu parlait du coup d'Etat du 3 septembre 1987 de 'Révolution de palais' : c'est *un changement qui s'est opéré au sein du groupe tutsi-hima au pouvoir. Fatigué ou discrédité, il fallait sauver le régime*[88] . Et de poursuivre, « *rien de bon ne peut venir des tutsi* ». Pour dire que Buyoya n'était pas le bienvenu.

Ainsi, à peine une année d'existence, la IIIème République était encore très fragile et n'avait pas toutes les informations sur ce qui se tramait dans ces coins et probablement n'a pas pu exploiter le peu qu'elle avait, car elle n'avait pas encore installé et consolidé ses structures administratives de base. Elle était préoccupée par la conquête de légitimité tant nationale qu'internationale ou, disons –le, le retour de Bagaza.

---

[87] J. NIMUBONA, *Op.cit.*, p.514

[88] Communiqué du bureau politique du Palipehutu du 5septembre 1987

Selon les autorités de la IIIème République, « Ntega-Marangara » a surpris plus d'un. C'était un piège savamment préparé et tendu par les ennemis de la nation, heureusement que l'Etat était présent[89].

Quant aux opposants politiques de l'époque :

> *« Ils assurent sans prétendre se tromper que le gouvernement de l'époque était au courant de tout. Ils vont plus loin, en nommant certaines personnalités et une institution étatique comme instigatrices de la crise. L'optique fut, comme toujours, la provocation pour susciter une réaction afin de réprimer[90] ».*

Et les tenants du pouvoir de rétorquer :

> *« Quel intérêt aurait un nouveau pouvoir avec de nouveaux objectifs auxquels il cherche à faire adhérer toute la population de créer des situations conflictuelles dans le pays juste pour le plaisir de réprimer ? »[91].*

Mais les analystes avisés prédisent que le principal héritage que laisse derrière elle une guerre civile est fréquemment une autre guerre civile. Dès lors qu'un pays a connu une guerre civile, le risque de le voir sombrer dans une autre guerre civile est beaucoup plus élevé : engrenage du conflit[92]. Bref, les meneurs de l'insurrection auraient profité de cette brèche de fragilité pour lancer des attaques contre l'Etat tutsi et ses symboles humains.

I.3. Communiqués et tracts du Palipehutu

Pour mener à bien son combat politique, le Palipehutu, né dans les années quatre-vingt et fruit incontestable de 1972, mal géré, recourra aux communiqués officiels et aux tracts mais aussi à une propagande de proximité[93] réalisée à l'intérieur du pays par ses commissaires politiques locaux recrutés principalement parmi les agronomes, assistants agricoles, vulgarisateurs et certains enseignants du primaire.

Tous ces mobilisateurs-là étaient des véritables piliers locaux du Palipehutu. En effet, ils le sont à plusieurs titres : parmi eux, des orphelins de 1972 ; des petits cadres hutu toujours confrontés aux vexations de certains fonctionnaires tutsi ; espoirs suscités par des élections des comités de base du parti Uprona en Avril 1988 ayant donné 80 à 85% des délégués hutu,

---

[89] P. BUYOYA, in Emission *Projet Médias, Mémoire et Histoire*, 2014
[90] Deo HAKIZIMANA, Entretien du 19 novembre 2015, à Bujumbura
[91] Cyprien MBONIMPA, Entretien *du 22 /12/* 2015, à Bujumbura
[92] Banque Mondiale, *Briser la spirale des conflits.Guerre civile et politique de développement*, Nouveaux horizons, de boeck, 2005, p.28
[93] JS, MUNTUNUTWIWE, *op.cit.*, p.372

etc.[94]. L'héritage de ces crises antérieures était lourd: faiblesse des Hutu au pouvoir ; armée et administration à majorité tutsi ; cercle vicieux du népotisme, etc.[95]. Ainsi, ces tracts et communiqués incitaient les Hutu tantôt à la vigilance tantôt à l'insurrection contre les Tutsi et l'Etat tutsi.

L'idéologie, entendue comme système d'idées forces ou l'imaginaire et le réel se trouvent emboités, se présenta comme un tremplin potentiel au massacre. Comme J. Sémelin le souligne à juste titre, tout commence par la rhétorique de la survie du '*nous*' par la destruction du *'eux'*. L'autre est perçu comme une menace mortelle. La déshumanisation par la « bestialisation » (l'animalisation) de l'ennemi est en effet un indice sérieux du déclenchement de la violence contre lui. Ainsi, on a le droit de se débarrasser des animaux nuisibles et sauvages : c'est un simple geste d'hygiène ! Et, puisqu'ils veulent 'nous' tuer, 'nous' devons 'les' tuer avant. C'est une guerre d'auto-défense et celui qui va devenir assassin se présente comme la victime. Il adopte le profil de victime à travers son discours accusatoire, il le conserve et le renforce bien davantage encore au moment du passage à l'acte. Par avance, il se présente comme innocent du crime dont il va être accusé[96].

Le mouvement Palipehutu dans ses enseignements parus dans des communiqués affirmait que: « *Ce qui est dans les mâchoires du chien s'extrait par la massue* ».Le slogan est on ne peut plus clair, c'est la guerre qui résoudra tout. Son programme est résumé ainsi[97] :

- Porter à la connaissance du monde l'injustice sociale érigée en système politique à l'encontre du peuple hutu majoritaire par le régime minoritaire tutsi
- Apprendre au peuple hutu et twa opprimés les techniques de se libérer du joug des tutsi
- Lutter contre le système de pouvoir mono ethnique par tous les moyens pour un système politique démocratique respectueux des droits de la personne humaine.

Plusieurs de ses communiqués étaient virulents. Après avoir discrédité tous les régimes tutsis les qualifiant de totalitaires et constituant une menace à l'existence et à l'indépendance des autres ethnies du Burundi, le Palipehutu éclaire l'opinion dans son tract n°2:

> « *Constatez-vous-même que soit Micombero, Bagaza, ou Buyoya, ils sont tous originaires de la même colline et sont des Bahima. C'est cette race détestable*

[94] JP, CHRETIEN, A. GUICHAOUA, G. LE JEUNE, A. *La crise d'Août 1988*, Cahiers du C.R.A. n° 6, Edition AFERA, Diffusion KARTHALA, p.84-85

[95] JP, CHRETIEN, " Histoire des temps présents en Afrique", *Burundi, Août 1988*, p.16

[96] J. SEMELIN, *op.cit.*, p.58

[97] Emmanuel NDAYIZEYE, *Précis de la montée de la violence organisée au Burundi : Confrontation des différents auteurs, p. 143*

qui a fauché un grand nombre de Bahutu depuis l'indépendance du Burundi et maintenant tous les Tutsi se sont mis ensemble pour exterminer les hutu ».

L'usage du tract était davantage orienté vers une population ciblée : celle-là même que l'on veut sensibiliser et amener dans le courant de l'action. L'objectif ultime étant d'ameuter et dresser systématiquement les composantes ethniques les unes contre les autres.
On notera que la composante ethnique twa a été elle aussi victime de cette intoxication :

« *À la veille de ces horribles tueries de 1988, les Hutu ne cessèrent de nous accuser que nos produits de la poterie contiennent du poison. C'était pour s'attirer de notre sympathie car, disaient-ils, les Twa se sentent beaucoup mieux chez les Tutsi que chez eux. L'ami de ton ennemi devenant automatiquement ton ennemi, on nous a traité de tous les noms*[98] ».

Le tract a été le moyen le plus emprunté pour l'empoisonnement mental, semer et cultiver la haine ethnique qui a débouché sur les massacres de Ntega-Marangara. A la veille de cette tragédie sanglante de 1988 au nord du pays, le Palipehutu aurait intensifié la diffusion des messages incendiaires au travers des tracts soulevant la composante ethnique hutue contre la celle tutsie. La désinformation par l'intoxication était à son maximum. Certains habitants interrogés affirment que les tracts étaient élaborés au Rwanda, leur voisin direct, pour envenimer et affoler les gens. Ces tracts comme leurs auteurs étaient de véritables ingénieurs des âmes[99] !
Ils dénonçaient l'administration étrangère et exclusivement tutsi et surtout son insouciance à leurs préoccupations fortes (les Hutu n'y faisaient que de la figuration). En ligne de mire à Marangara, il y avait l'administrateur Emmanuel. Kajambere (1980-1988), le juge Marcellin Ndagijimana et le technicien médical tutsi mais d'origine rwandaise Marc Ntirushwa[100].
Ces tracts ameutaient les gens et étaient distribués dans des réunions nocturnes que certains ont assimilées aux "écoles de la nuit".
A propos de cette fameuse histoire de tracts, le Palipehutu les balaie d'un revers de la main :

"*Ce sont les régimes militaires tutsi, par le biais de leurs agents de sûreté qui avaient infiltré le Palipehutu, et qui tenaient, en notre nom, des réunions nocturnes avec la population de Ntega et celle de Marangara juste à la veille*

[98] BUYOYA Helmenegilde (Twa), 55 ans, aujourd'hui planton à la commune Marangara dans le Focus Group.
[99] Focus Group du 08 Octobre 2015, à Marangara
[100] *Idem*

des massacres ; ces mêmes agents brandissaient des tracts qu'ils avaient rédigés et les disséminaient partout pour enfin les attribuer au Palipehutu".

Ainsi, ce mouvement a été créé comme une réponse à une situation politique réelle ayant poussé ses fondateurs à l'exil. Pour l'ancien président S. Ntibantunganya, il assure qu'entre le Frodebu et le Palipehutu, le point de désaccord était de qualifier la nature du problème. « Pour nous (le Frodebu), nous n'arrêtions pas de dire à nos confrères hutu en exil au Rwanda que le nœud du problème n'était pas hutu-tutsi mais plutôt un mauvais système de gestion ». Lui, comme d'autres[101], estime que le Palipehutu et le Rwanda y étaient pour quelque chose.

II. Déclenchement des événements

II.1. Activisme du Palipehutu

Partons de ce postulat: tout pouvoir génère un contre-pouvoir. Chaque pouvoir établi dès qu'il est considéré comme subi injustement suscite tôt ou tard des forces de protestation, de rééquilibrage, c'est-à-dire un pouvoir compensateur. Cette tendance est quasi une loi de l'histoire. Ce qui demeure incertain ce sont le seuil de la prise de conscience et le temps nécessaire pour qu'un contrepouvoir se constitue[102].

Tous les groupes rebelles débitent par une litanie d'injustices, dont un grand nombre sont sans nul doute bien réelles. Pour que ces injustices constituent l'explication de la rébellion, il faudrait qu'elles soient sensiblement plus graves que celles dont souffrent certains groupes, dans d'autres sociétés, qui ne recourent pas à des voies aussi violentes[103]. Mais le défi reste de mesurer objectivement l'intensité des injustices.

Les facteurs de déclenchement seront souvent soit la crainte des conséquences d'une exclusion structurelle et systématique, soit l'appât de quelque richesse. La formation d'un groupe de tueurs véritablement formés pour le massacre procède de la même idée : armer les civils pour se battre contre l'ennemi. Il est composé de jeunes gens sans ressources, sans instruction et révoltés devant des horizons bouchés ; réfugiés et désœuvrés. C'est là le véritable réservoir dans lequel peuvent puiser à bon compte "les entrepreneurs de la violence".

---

[101] C'est le cas d'Emmanuel Kajambere et d'Emmanuel Mbonirema, anciens administrateurs de Marangara (1980-1993)

[102] Rudolf REZSOHAZY, *Op.cit*, p.148

[103] Banque Mondiale, *Op.cit.*, p.87

Cette tactique de recrutement a l'avantage de ne pas impliquer directement leurs autorités dans la perpétration des massacres.

Plusieurs voix qui se sont fait entendre, à quelques exceptions près, responsabilisent le Palipehutu d'être le commanditaire des tueries.

Par une stratégie de dénégation, [104] E. Karatasi se défend : « *Nous ne sommes, ni de près ni de loin responsables de ces massacres c'était une véritable campagne de diabolisation de notre mouvement* ».

Et, dans certains milieux locaux hutus, on dénonçait la traque de certains Hutu influents accusés de dilapider les deniers publics, avant d'exiger qu'on amène les peaux des disparus de 1972, à défaut de prouver leur culpabilité[105]. Le Palipehutu avait ancré ses racines dans cette région en complicité avec ses commissaires politiques locaux. Il promettait monts et merveilles :

> "*Ne veux-tu pas un job, une moto, une voiture, une villa ? On doit arracher le pouvoir de Bururi à notre profit (Ngozi). Voyez, et le pouvoir et l'armée sont mono régionaux et mono ethniques. Non à l'esclavage noir-noir!*", rapporte un ancien chef de secteur en commune Marangara[106].

Dans certains tracts du Palipehutu, outre le fait de soulever la composante hutu contre celle tutsi, il y avait également, rappelons-le, l'agenda de porter à la connaissance des nouveaux militants de l'existence d'une armée hutue, aile militaire du Palipehutu qui allait combattre l' 'armée tutsie' [107](armée nationale).Il poussait aussi les gens à la désobéissance civile. Encore une fois, E. Karatasi défend mordicus son mouvement:

> « *Le pouvoir Buyoya recourut à des moyens inhabituels jugés plus efficaces notamment l'organisation d'une contre-propagande musclée contre le Palipehutu et l'utilisation de certaines personnalités hutu (hutu de service ou ' produits de pêche '), aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays pour nous diaboliser* ».

---

[104] Patrick CHARAUDEAU, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, Puf, 2001, p.69
[105] BUGABO Gaspard, Entretien du 27/8/2015, à Marangara
[106] P. NGENDAKUBWIMANA, Entretien du 28/8/2015, à Marangara
[107] E. KAJAMBERE, Entretien du 25/09/2015, à Bujumbura

Malgré que tous les signaux viraient au rouge, les administratifs, qu'ils soient locaux ou provinciaux n'ont pas pu ni arrêter ni calmer l'effervescence pourtant patente. Il y avait moyen ! Certaines autorités firent le déplacement du 5 au 9 août 1988 mais en vain.
A Marangara où des indices de violence s'étaient remarqués avant, le gouverneur de Ngozi Symmaque Kobako, le ministre de l'intérieur de l'époque Aloys Kadoyi, Mgr Kaburungu, etc. s'étaient déplacés pour calmer la population. Ils réussirent non sans peine l'accalmie d'au-moins une semaine.
En effet, à Marangara, un certain Liboire Sentozi, chef de zone Marangara avec Normand et Jérôme, auraient menacé verbalement l'administrateur en public et auraient même sommé Mgr S. Kaburungu, témoin clé de ces moments troubles, de partir avec l'administrateur ! Ce dernier dira qu'il faut encourager ce genre de personnes au langage franc[108].
Entre autres accusations à l'encontre de cet administrateur, il est non originaire de la commune, par conséquent il ne se soucie pas de leurs demandes fortes. Il affiche, avec d'autres administratifs et des commerçants rwandais des attitudes hautaines.

Et de surcroît, se rappellent certains informateurs, il aurait tenu des propos incendiaires voire prémonitoires rappelant ceux de Micombero en 1972, des propos indignes d'une autorité :
« *Urwiri ntiruhona naho worara urarima; uwurima urwiri ahozako* ». L'équivalent de : « celui qui veut déraciner le chiendent (mauvaise herbe vivace) ne se fatigue pas. », « Même si on tue les Hutu, on en viendra jamais à bout ». Il aurait également dit : « *Ntako batari bagize , ibisigarira nivyobigisibije* », l'équivalent de : « En 1972,on avait exterminé, mais ce sont les rescapés et/ou les orphelins de 1972 qui sont les fauteurs de trouble », allusions aux Hutu plus nombreux ou fertiles si on en croît à leurs interprétations ! Et à malin, malin et demi. 'Celui qui a voulu comprendre a compris de quoi il s'agissait', concluent-ils[109].

Ainsi, d'après l'enquête, certaines révélations affirment que parmi les collaborateurs de l'administrateur en l'occurrence des chefs de zone, de secteur, enseignants ou dans le personnel agricole, certains sauraient ce qui se tramait et ne l'auraient pas informé et dans ce lot, ceux qui ont osé le faire étaient pris pour récidivistes et mis en geôle.
Des véhicules de la gendarmerie faisant des missions de reconnaissance selon les uns, des patrouilles improvisées selon les autres sont interceptés par des groupes d'insurgés à Rubaya en zone Giheta à l'époque. Dans un face à face, le groupe excité refusa de déposer les armes

[108] Mgr Stanislas KABURUNGU, Entretien du 10/02/2016 à Busiga
[109] *Ibidem.*

sans que les militaires déposent les siennes. L'incident ne fait pas de victimes sauf un militaire atteint d'une lance dans la cuisse, les militaires s'en retirèrent en tirant en l'air !
Parallèlement à Ntega, le surnommé Propagande, Sylvestre C. Cyriaque Bucanayandi, Mushengezi sont présumés leaders du mouvement insurrectionnel surtout au centre de Ntega et en zone Mugendo, l'extrême nord.
Il en est de même Côme Bibonimana, un ex- député soupçonné d'avoir téléguidé les tueries étant à Kirundo. Ils seraient ainsi les grands artisans de la violence contre les Tutsi. Un d'eux aurait même menacé les militaires venus dans une jeep du parti en mission de reconnaissance l'après-midi du14 août[110].
Bien plus, c'est en commune Ntega où les tracts étaient en abondance, éparpillés dans les ménages-cibles, notamment chez certains commerçants et chefs de zone ou secteurs tutsi[111].
En outre, les rondes plutôt les réunions nocturnes se faisaient de manière répétée. Enfin, se remémore un sexagénaire :

> *« À Mugendo-centre, sur toutes les maisons ou boutiques y étaient inscrits à l'encre blanc « Palipehutu, oyée ! » et certains Hutu avec qui, nous cohabitions depuis des temps étaient devenus méfiants de on ne sait quoi et certains même préparaient soigneusement leurs machettes[112] ».*

Synthétiquement, les dirigeants du haut comme du bas n'ont pas su ou pu lire les signes du temps ; ou, peut-être, ils ont agi tardivement. Ainsi pour dire que ces malheureux événements survenus dans cette partie nord-est du pays demeurent un imbroglio politico-dramatique dont la seule façon d'y voir clair reste, à mon avis la vérité à tous les niveaux, qui, seule sauve.

II. 2. Rwanda, base arrière

Le Rwanda à travers son président Juvénal Habyarimana aurait joué un rôle non moins important dans ce qui est arrivé dans le nord du pays. Le président rwandais serait l'instigateur incontesté selon certaines sources. Entre le régime de Kigali à dominance hutu face au régime tutsi de Bujumbura, les tensions ne cessaient de se détériorer essentiellement après les rafles de 1972 ayant emporté dans les couches scolarisées et aisées des milliers de Hutu.

---

[110] MBERAMIHETO, S, Entretien du 24/8/2015, à Ntega
[111] Ces tracts dénonçaient certains commerçants de faire fortune sur les biens pillés aux hutus tués en 1972. Harushingoro R. ; un certain N.A ainsi que Miburo Léonard, chef de secteur Gisitwe et celui du centre commercial de Ntega, etc.
[112] SEBUYONGWE J.M. Vianney, Entretien du 10/10/2015, à Ntega

Tous ceux qui ont accepté de participer dans notre enquête dans ces deux communes affirment que le Rwanda serait impliqué de près ou de loin dans cette affaire macabre. Ils affirment sans ambages que les sources ne sont pas à rechercher à l'intérieur mais à l'extérieur du pays. Les tueurs locaux auraient été entraînés par ceux venus d'ailleurs, assurément au-delà de la Kanyaru. "*C'était étrange et impensable de voir un voisin, un ami de longue date aiguiser et soulever sa machette pour tuer son concitoyen*[113]" !

La préfecture de Butare est décrite comme étant l'Etat-major de cette organisation suspecte d'avoir planifié la subversion et les massacres: réunions à l'intention des leaders, élaboration des tracts, retranchement facile, justice sociale prise comme référence dans l'intoxication, et enfin toute la terminologie employée durant la crise, dit-on, était empruntée du Rwanda. Habyarimana rêvait un empire hutu[114]. Un administratif de l'époque m'affirma qu'il y a des rwandais qui ont franchi la frontière pour épauler leurs confrères ethniques au Burundi lors des massacres. Il ajouta que ces bandes de tueurs rwandais étaient beaucoup plus remarqués à Ntega moins à Marangara[115].

Un octogénaire hutu de Marangara confia également que des séances d'entraînement contre l'arme automatique se passaient au Rwanda. Il expliqua l'opération : « Certains des militaires de l'armée rwandaise(FAR) donnaient la formation. On enseignait aux recrues comment résister à l'arme automatique. Ils amenaient un mouton qu'ils droguaient et tiraient sur lui avec une *balle d'exercice*. Le mouton restait intact ! On prenait un autre, cette fois non injecté de drogue et on le tirait à *balle réelle*, il succombait. Ils conclurent ainsi que la bataille est d'avance gagnée car, se disaient-ils, nous résisterons à l'armée ennemie [116]».

D'ailleurs, dans ses communications, le gouvernement burundais avait accusé un pays voisin sans le nommer, d'avoir facilité les préparatifs de cette barbarie en décembre 1988. Il sous-entendait le Rwanda car frontalier avec la région touchée[117].

---

[113] Focus Group du 08/10/2015 et du 04/02/2016 respectivement à Marangara et à Ntega.
[114] Ibidem
[115] Témoignage anonyme, Entretien du 4 0ctobre 2015, à Ntega
[116] Témoignage anonyme, Entretien du 25 Septembre 2015, à Bujumbura
[117] *Renouveau du Burundi*, Communication du Gouvernement sur la responsabilité des événements Ntega-Marangara ,5-6 sept.1988

II.3. La semaine fatidique (du 14 au 22 août 1988)

II.3.1. Les violences anti-Tutsi

Parler du 14 ou du 15 août à Ntega ou à Marangara, c'est réveiller des démons. Cette date reste gravée dans les mémoires de tous ceux qui ont un certain âge. La crise de 1988 principalement dans ces deux communes a surpris beaucoup de monde, surtout les citoyens ordinaires et, admettons-le, même l'Etat. La thèse de l'harmonie originelle entre les composantes ethniques de la région est discutable voire contestable. Comment expliquer ainsi que des gens qui ont vécu côte à côte pendant si longtemps ont atteint des niveaux d'intolérance aussi radicaux? On ne peut nier toutefois l'existence des liens familiaux et sociaux.

En effet, même si le Palipehutu travaillait dans l'ombre, il avait déjà conquis les esprits d'un bon nombre des habitants longtemps avant le passage à l'acte d'août 1988. La paix et l'accalmie d'avant 1988 n'étaient que douteuses.

Pourtant, il y avait certains indices dans la population, réels ou supposés. Mais, personne ne pensait à une telle ampleur de barbarie. Personne n'envisageait ce sens dessus dessous. Bien plus, même ces indices n'ont eu sens qu'après coup. On notera que ce weekend du 13-14 août, une journée touristique officielle rehaussée par les autorités dont des ministres[118], fut organisée et fêtée normalement à Kirundo tout proche dimanche le 14 août 1988, sans ne se soucier de rien. Les rebelles ont attaqué au courant de la nuit.

Tout a commencé à Marangara la première semaine du mois d'août. La population s'est soulevée et s'est armée de lances, machettes. Elle s'est mobilisée contre l'ennemi, « *qui n'existait pas*[119]». Elle avait cru à l'imminence d'une guerre civile.

C'est donc par peur et l'esprit d'autodéfense que cette population de Marangara s'était agitée, dira A. Kadoyi ministre de l'intérieur d'alors. La preuve en est qu'elle ne s'est livrée à aucun acte de violence. Les autorités y ont effectué des descentes pour calmer la population et l'opération a porté des fruits, du moins à court terme. La population s'est rendu compte

[118] Le ministre Gérard NIYIBIGIRA, d'ailleurs ressortissant de Ntega (Hutu de Sasa) et Balthazar BUKURU (Tutsi de Mugendo) avaient pris part dans ces cérémonies. Il est passé chez lui et la population locale déjà intoxiquée aurait suspectée que quelque chose se tramait ! En outre, les autorités provinciales se préoccupaient de cette fête de promotion touristique de la région des lacs du nord. Toute la journée, les avions d'air Burundi firent la navette entre Bujumbura et Kirundo pour transporter les touristes nationaux et étrangers.

[119] *Renouveau du Burundi*, Déclaration d'Aloys Kadoyi, ministre de l'intérieur de l'époque, du 17 août 1988

qu'elle avait été manipulée et a regagné les domiciles. Et, « le gouvernement n'a pas cherché à réprimer les auteurs de cette agitation[120]».

A la surprise générale, une autre agitation, cette fois plus meurtrière surgit en commune Ntega. Avec une violence inouïe, elle s'abattit sélectivement sur hommes, femmes et enfants tutsi et incendia leurs maisons ainsi que le bétail. Là, peu d'éléments d'information laissaient présager l'explosion d'une telle violence. D'aucuns pensèrent que c'est le mouvement avorté à Marangara qui a été exportée et qui aurait explosé à Ntega et cela grâce à l'arrivée prématurée des autorités sur les lieux (Marangara). Après l'enquête, nous pouvons confirmer le basculement[121] de cette violence d'une commune à l'autre par un embrasement et cela nous semble plus plausible.

En effet, certaines sources affirment que cette tension observée en commune Marangara aurait déversé un flux de réfugiés au Rwanda. Ces derniers sont vite refoulés du sol rwandais.

Ils se seraient dirigés non plus chez eux mais en commune Ntega. Signe alertant, le Palipehutu aurait sauté sur l'occasion pour agiter ses adeptes et appeler à prendre les devants.

En commune Ntega, le coup d'envoi des tueries commence avec l'agression d'un militaire de l'air Burundi en congé de la colline Mwendo, Joseph Karenzo, vendredi soir du 12 août sur la colline Mihigo. Il fut poignardé par une bande d'hommes armés de machettes, gourdins et de lances et, disait-on, probablement drogué. Agonissant, Augustin Nahimana, commerçant du centre Ntega l'évacua samedi à l'hôpital de Kirundo. Il succomba plus tard de ses blessures. L'incident se propagea comme une trainée de poudre. De nombreux tracts furent éparpillés au centre de Ntega[122].

Dimanche le 14 août, le centre de négoce de Ntega est en ébullition. Goutte d'eau qui fait déborder la vase, une jeep du parti, remplie de militaires viendra pour une mission de reconnaissance, pour les uns. Pour les autres, elle amenait des fusils pour les Tutsi. D'autres encore affirment *a contrario* qu'elle était de passage vers la frontière burundo-rwandaise pour surveiller d'éventuelles fraudes de café.

Ce qui est certain, au retour vers Kirundo, ces militaires trouvent la route barricadée au niveau de Kanabugiri. Pour se frayer un chemin, ils tirèrent en l'air pour intimider une bande de gens drogués. Le coup d'envoi est donné!

---

[120] Renouveau du Burundi, Conférence de presse par le président BUYOYA, 26/08/1988

[121] Les deux communes (Ntega et Marangara) se renvoient l'origine des horribles massacres dos à dos.

[122] Focus Group du 04/02/2016 à Ntega

Des bandes d'hommes relativement jeunes se formèrent aussitôt et partout: battements des tambours, sifflets, trompettes (*Inzamba*), des cris d'alarme *induru*, etc. De Rushubije à Mugendo, tout le monde s'accorde sur un mot d'ordre qui a couru: "Les Tutsi attaquent, il faut prendre les devants" et ils scandaient: "*Ya nda yavutse*!" "*Enfin, on vient d'accoucher*!".

Première destination au rendez-vous, la maison d'un commerçant fortuné: Révérien Harushingoro. Il est accusé de faire fortune sur des biens spoliés en 1972. Plus encore, on ne tolérait plus son attitude hautaine! Pour l'avoir, l'acharnement sur sa maison durera plus de quatre heures de temps. Il tenta une résistance avec son fusil de chasse, peine perdue. La foule est si nombreuse qu'il ne pouvait pas venir à bout. Lui et ses quatre enfants furent tués et jetés dans ses lieux d'aisance. Sa femme serait exfiltrée du dispensaire de Ntega où elle s'apprêterait à accoucher. On l'éventra puis on la tua. Sa maison fut saccagée et vandalisée[123].

Le 15 août, le mouvement gagna le centre d'abord puis les collines environnantes. Les collines ayant relativement de nombreux Tutsi, telles Ntega, Ntega-rural, Mwendo, Kanabugiri, etc. sont attaquées et des massacres massifs s'y déroulèrent suivies d'incendies des maisons, du bétail décimé, des vivres volés, etc. Alors que les voisins directs des Tutsi s'adonnaient au pillage, ceux qui tuaient venaient, la plupart des fois, des collines voisines[124].

L'autre acharnement à souligner est celui qui eut lieu à la paroisse catholique de Ntega. Plusieurs Tutsi y trouvent refuge (environ quatre-vingt). Leurs bourreaux l'investissent. Une éphémère résistance est engagée, en vain. Tout ce monde fut massacré, à quelques exceptions près. Là, bon nombre de filles furent violées. Pour éviter qu'il n'y reste personne, ces bandes de tueurs y auraient laissé quelqu'un qui va activer la sonnette de l'église pour signaler ceux qui agonisent encore afin de les achever. Leur tombe commune est là, sous un grand avocatier[125].

Le 16 août, toutes les collines étaient à feu et à sang: Mugendo, Rushubije, Murungurira, pour ne citer que celles-là. Toutes les collines furent touchées à quelques exceptions près: massacres des hommes, des femmes, des enfants, vieux et jeunes tutsi.

Vols et viols, incendies des maisons, des boisements, etc. un nuage de fumée enveloppa le ciel de Ntega. Le massacre des Tutsi se faisait désormais à visage découvert[126].

---

[123] Entretien avec E.M, locataire de cette maison, sans liens de parenté, le 09/10/2015
[124] Focus Group du 04/02/2016, à Ntega
[125] Ibidem
[126] Focus Group du 04/02/2016, à Ntega

L'intervention militaire n'arrivera que trois jours plus tard. Cas atypique, le secteur de Nyakibingo en zone Rushubije, à l'entrée de Ntega restera sain et sauf. L'héroïsme et la bravoure de son chef hutu, Mathias Mporerane l'en épargnèrent absolument (on y reviendra).

En commune Marangara, la destruction effective des Tutsi commencent lundi, la nuit du 15 août. Des groupes d'hommes avec d'armes branches venus de Ntega furent irruption dans les collines voisines de Marangara (Kagoti, Bisiga, Kirungu et Rubaya).

Par effet d'entraînement, les Hutu de Marangara prirent le relais. Le mouvement gagna vite le centre de négoce de Marangara où des réfugiés rwandais animaient un commerce florissant. Là aussi, une éphémère résistance fut engagée, en vain. Plusieurs Tutsi seront ligotés avant d'être tués[127]. A Marangara, bon nombre de victimes tutsi sont soit jetés dans les latrines, (vivants, agonisants ou morts), soit amenés ligotés et jetés (agonisants ou déjà morts) dans la Kanyaru. Leurs ménages furent saccagés

Entre temps, tous les ponts de tous les axes étaient coupés. Les mêmes scènes d'horreurs s'y déroulèrent à la manière de Ntega : tueries massives des Tutsi, essentiellement les familles ayant en son sein un militaire ou tout autre 'évolué'; pillage des biens divers, grand et petit bétail décimé, incendies des boisements sur les collines, etc.

Contrairement à Ntega, peu de cas de viols des femmes et filles tutsi sont rapportés à Marangara. En outre, les secteurs se trouvant à l'entrée de Marangara sur Kiremba, ou Nyamurenza ne se sont pas beaucoup agités. Les hypothèses étant que, soit, il y avait trop peu de Tutsi, soit les idéologues du Palipehutu n'y ont pas accédé (éloignés de l'épicentre) ou encore ils auraient refusé de s'allier au mouvement insurrectionnel. Ironie du sort: la répression militaire y sera terrible ! (Nous y reviendrons).

Notons à toutes fins utiles que comme à Ntega, certaines collines furent relativement épargnées de ces pogromes. C'est en tout cas la bravoure et la détermination de certains chefs de secteurs de la composante ethnique hutu comme Nicodème Ndahabonyimana (secteur Bisiga –Kagoti) en zone actuelle de Cindonyi ; de Pascal Ngendakubwimana (secteur Runda) en zone Nyamugari. Ils se sont interposés, entre des bandes de tueurs déchainés et leurs victimes potentielles. Nonobstant, des tueries s'y sont bel et bien passées. (Voir plus loin).

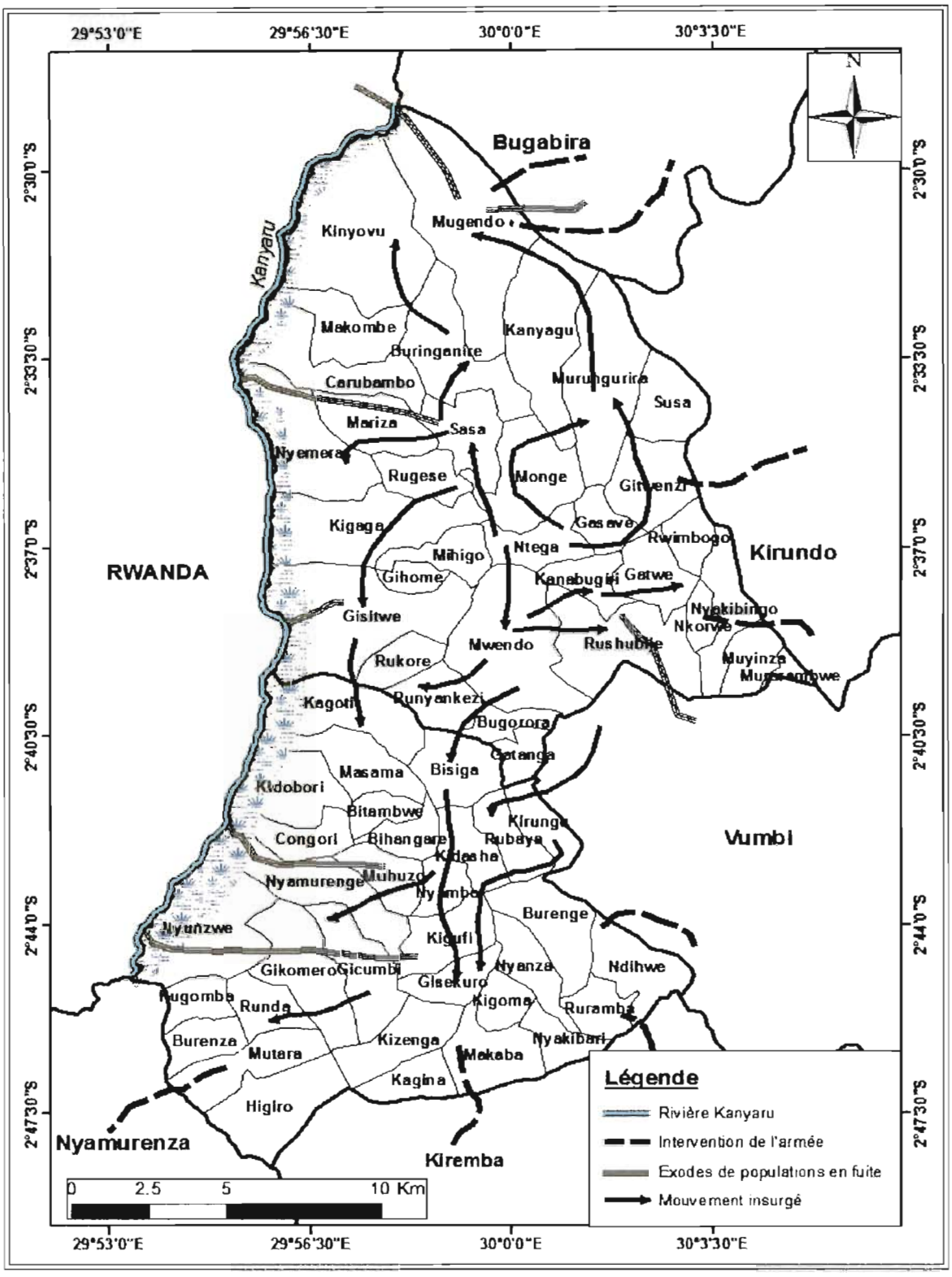
---

[127] Gaọ Déonce KAYITSINGA, miraculeusement survécu avec un de ses amis d'infortune, parmi 13 Tutsi ligotés. Entretien du 27/08/2015, à Marangara

Fait important à noter enfin est que, très rarement sur certaines collines, les Hutu tuaient leurs voisins tutsi. Ils se relayaient par groupe[128]. Par exemple, en commune Ntega, une bande de tueurs venus de la colline Murungurira ou Sasa allaient « travailler » sur les collines Kigaga ou Mariza et inversement ; ceux de Murungurira sont en grande majorité les tueurs de Mugendo, ceux de Rushubije coalisés à ceux de Kanabugiri se rencontraient sur la colline Mwendo, là où ils sont moins connus ! Les voisins directs quant à eux, de peur de tuer leurs voisins aux liens ancestraux, s'adonnaient au pillage systématique. Certains s'étaient d'ailleurs oints de kaolin pour se dissimuler[129].

[128] NTAKIMAZI J Berchmans, ancien chef de zone Nyamugari, Entretien du 05/0ctobre/2015
[129] Focus Group du 08 septembre 2015

Les événements tragiques du 14 au 22 août 1988



Source: *Moi-même à partir des cartes administratives et des informations recueillies lors de mes enquêtes*

II.3.2. Le déploiement de l'armée et la dérive

La logique de l'Etat menacé qui devient à son tour menaçant devient opérante ici. Après l'éclatement de la crise la nuit du 13-14 août à Ntega et le 15 à Marangara, le gouvernement y déploya l'armée. Celle-ci n'interviendra que quelques jours plus tard soit le 16 août à Ntega et le 17-18 août à Marangara.

D'aucuns se demandent pourquoi cette lenteur de l'armée si bien qu'il y avait moyen de stopper les tueries. Une certaine opinion dira que Nengeri, commandant de camp (4eme bataillon commando de Ngozi) avait peur d'intervenir sans ordre précis de l'Etat-major de Bujumbura et cet Etat-major attendait le retour du président, qui était absent du pays[130]. Une autre, cette fois qui prend le contre-pied dira que le président Buyoya savait tout à l'avance et qu'il a laissé périr quelques tutsi (moins importants, d'ailleurs loin de Bururi!) pour pouvoir réprimer tous les Hutu comme l'a procédé Micombero en 1972. Il est dit que la première compagnie serait intervenue avant les ordres officiels émanant de Bujumbura, taxant, par le coup Nengeri de lâche.

Au vu de l'ampleur et le déchaînement des violents massacres des rebelles plus que déterminés, les petites unités ordinairement présentes dans la région ne pouvaient pas venir à bout de ces tueurs enragés. D'ailleurs, on rapporte qu'une dizaine de gendarmes affectés à Ntega auraient fui de même que la population. Car, ces derniers n'avaient aucune arme sauf *Inembo* en face d'une centaine voire de plusieurs centaines d'hommes agités.

Ainsi, la principale mission, d'urgence fut bien entendu, d'arrêter les massacres et les incendies, de contenir la violence dans cette zone, pour éviter la contagion ; de *'rétablir l'ordre*[131]*'* selon Aloys Kadoyi, ministre de l'Intérieur de l'époque. Des avions survolèrent l'espace ensanglanté de ces deux communes. Aucun tir. Mission de reconnaissance seulement. Ils seront suivis par plusieurs convois de militaires.

Peu après, l'armée, munie de grands engins (armes automatiques, blindés, avions, etc.) occupa les lieux. Elle trouva encore quelques extrémistes hutu déchaînés sur les Tutsi, massacrant, pillant. Dans un premier temps, elle s'interposa. Sa présence s'imposa vite.

Les massacres des Tutsi à grande échelle cessèrent aussitôt. Mais les dégâts sont inouïs, innombrables voire innommables.

---

[130] Le président Buyoya s'était envolé la matinée du 14 Août 1988 à destination du CONGO BRAZAVILLE où il assistait aux festivités (trois glorieuses : 13, 14,15 Août 1963) marquant le vingt-cinquième anniversaire de la Révolution congolaise à l'invitation de son homologue le colonel Denis Sassou-NGUESSO.

[131] Selon une certaine opinion de l'époque, rétablir l'ordre signifiait en quelque sorte réprimer dans le sang.

Se rendant compte qu'ils ne pouvaient pas avoir le dessus sur les militaires, les auteurs et/ou les agitateurs de ces massacres se retranchèrent au Rwanda. Seuls ceux qui pillaient ou ceux qui assistaient impuissants restaient.

Dans un second temps, l'armée sema le calvaire dans ces deux communes: "*Tout Hutu encore sur les lieux est abattre*[132]". Toutes les collines ne subiront pas le même sort (nous y reviendrons). Après enquête, il s'est révélé vrai que la majorité des meneurs de tueries s'était déjà retranchée au Rwanda. Seuls les Hutu pris en flagrance (en train de tuer ou pillant encore sont abattus). Ils sont moins nombreux ! Mais ceux qui ne s'accusaient de rien (un grand nombre) ont été réprimés dans le sang (c'est nous qui le soulignons !). En effet, suite à l'ampleur des massacres, les forces de l'ordre n'ont pas cherché à identifier les insurgés des innocents. « Tout Hutu était d'office coupable ! ». Et, il faut le rappeler, il n'y a pas eu de prisonniers!

Le président Buyoya ne niera pas qu'il y ait eu des victimes collatérales :

> « *En intervenant, les militaires distinguent difficilement les fauteurs de troubles et la population civile innocente, surtout que l'armée n'arrive pas toujours dans le chaud des événements. Ainsi s'expliquent les bavures et dérives commises par des militaires, pour des raisons de vengeance identitaire*[133]. »

On souligne encore une fois que les militaires n'ont pas été sur toutes les collines de ces deux communes. Seules les entrées de communes (sauf Nyakibingo dans Ntega pour des raisons évoquées), les chefs-lieux des communes et surtout sur la frontière burundo-rwandaise ont été sérieusement touchées.

Le président Buyoya simplifiera en effet les acteurs en présence :

> « *On avait affaire à une interaction entre les propagandistes du Palipehutu ; une bonne frange de la population hutu fortement manipulée et mobilisée pour les massacres des voisins tutsi ; une population innocente hutu et tutsi prise de court ; une intervention mettant aux prises, forces de l'ordre et insurgés ;une pacification comportant des 'brebis galeuses' qui cèdent à la vindicte ethnique*[134] ».

---

[132] Séverin KARIKURUBU, Entretien du 03/02/2016, Kigaga (Ntega)

[133] P. BUYOYA, *Les négociations inter burundaises. La longue marche vers la paix.* L'harmattan, 2011, p.38

[134] P. BUYOYA, Les négociations, *op.cit*, p. 41

On notera que ce sont trois bataillons, le 3eme bataillon commando de Gitega du colonel Léonidas Maregarege et le 4eme bataillon commando de Ngozi du major Nengeri ainsi que le 22eme bataillon de Ngozi, qui sont intervenus dans ces régions[135].
Et, si on admet que ces militaires étaient mono ethniques et de surcroît du sud, car, disait-on la région sud totalisait le plus grand nombre de militaires tutsi, parmi eux aussi, il y avait des orphelins de 1972 ou, qui avaient perdu presque un ou plusieurs membres de leurs familles dans l'insurrection des bandes hutues associées aux mulélistes. Les 'Hutu', pris collectivement, payèrent cher leur coup! Ainsi donc, le calme et la paix armée furent rapidement rétablis dans cette région.

A Gatwe par exemple, Ciza, militaire tutsi et natif, du 22eme bataillon, rentrant chez lui et trouvant tous ses siens poignardés, certains morts d'autres agonisants, sema le calvaire sur sa colline. Il était en compagnie de quatre soldats. A Monge (commune Ntega), il y a eu également des Tutsi qui ont participé, aux côtés des Hutu dans les tueries des Tutsi. Ils étaient au nombre de quatre et leurs noms sont connus et d'ailleurs leur sort. Un d'eux fut tué par les militaires après dénonciation et trois autres furent liquidés par leurs récents collaborateurs.

Autre fait important à souligner dans cette expédition punitive de l'armée, c'est qu'il y a des Tutsi qui ont été tué par les militaires, car, les militaires ne connaissant pas bien les lieux, se disaient que tous les Tutsi sont soit déjà morts soit réfugiés au chef-lieu de la commune. Les exemples sont légion:
Sur la colline Gitwenzi (commune Ntega), deux Tutsi furent fusillés par les militaires. Le même cas s'est passé à Buringanire (Ntega) où des Tutsi furent tirés dessus par les militaires. Ne sachant pas qui ils cherchaient, ces Tutsi ont refusé de décliner leur 'identité ethnique'. Et selon notre source, cette dizaine d'hommes et femmes partagèrent leur dernière demeure dans une fosse commune. A Ruramba, secteur de Burenge en commune Marangara, les seuls deux ménages tutsi y existant ne furent pas non plus épargnés par l'armée.
A Makaba (commune Marangara), même scénario. Mais cette fois, les Tutsi étaient avec les Hutu.
Un détail qui n'est pas le moindre, un militaire ayant participé dans cette 'pacification' et qui a gardé l'anonymat, me confia, *"qu'on ne savait pas que dans cette régio,n il y avait des Tutsi"!* Juste pour justifier l'incrédulité du bouillonnement entre les deux composantes sociales et le retard de leur intervention. Mais aussi, un régionalisme ethnique teinté.

[135] Gratien MACUMI, Militaire en retraite, Entretien du 31/01/2016, à Ntega

Pour le président Buyoya, même si l'intervention militaire s'imposait, la solution militaire se révélait peu efficace[136]. En effet:

- A supposer qu'elle frappât les véritables fauteurs de troubles, elle avait très peu de chance d'affecter l'idéologie ethno-politique du Palipehutu.
- Bien plus, la seule voie militaire ne risquait de déraper et déverser de nouveau plus de réfugiés sur le Rwanda, renforçant davantage la propagande de ce mouvement, appuyé par le régime de Juvénal Habyarimana.

Il fallait, selon lui, résoudre autrement la crise. Il fallait apporter des réponses appropriées par des politiques de grande envergure et assumées si bien que les extrémistes de tous bords s'y opposaient farouchement. (On y reviendra !).

Pour conclure enfin, jusqu'aujourd'hui, l'intervention de l'armée est autant critiquée chez les Tutsi que chez les Hutu. Les premiers l'accusent d'un retard exagéré. Les seconds d'une extrême violence. Les intellectuels hutu interprètent le retard de l'intervention comme volontaire pour massacrer les Hutu à grande échelle. Le scénario consistait pour le pouvoir de fermer les yeux sur le massacre des Tutsi sans défense dans ces communes pour créer des opportunités d'une intervention musclée[137]. D'où la fameuse formule de *provocation-révolte-répression*. Du côté tutsi, ce retard est synonyme d'un signe manifeste d'un pouvoir faible.

II.4. Le bilan matériel et humain des massacres

Avancer un chiffre 'exact' en rapport avec le bilan des morts ou des réfugiés durant cette crise est la mission la plus difficile qui soit. En effet, les Tutsi, comme c'est le cas d'ailleurs pour les autres communes du pays, étaient minoritaires. Ils ont été détruits en masse et peu ont survécu. Certains ont été ligotés et jetés dans la Kanyaru, rivière qui longe les deux communes à la frontière rwandaise et très couramment dans les latrines. Pour dire ainsi, que la Kanyaru a charrié beaucoup de cadavres. Les Hutu, majoritaires ont été également emportés par les représailles de l'armée.

Ceux qui ont échappé à cette vindicte sont ceux qui avaient déjà traversé la Kanyaru bien avant l'arrivée des militaires ou ceux de certaines collines. Ce bilan a été et reste l'un des grands enjeux de cette crise. Il est très controversé entre les 'prétendus' protagonistes.

Pour le gouvernement du Burundi (de l'époque), il avance un nombre variant entre 5000 et 10 000 morts en l'espace de 4jours (soit du 14 au 18 août).

---

[136] P. BUYOYA.,*Op.cit*,p.39

[137] D. HAKIZIMANA, déjà cité

Côté tutsi, ce chiffre est le leur seulement! Quant aux Hutu, ils avancent un nombre de près de 22 000 morts (selon le Palipehutu). Il ajoute que ce chiffre avancé par le gouvernement est probablement celui d'une seule zone.

Pour A. Guichaoua, le nombre de victimes de cette crise se situait aux environs de 20 000 morts et de 60 000 réfugiés hutus fuyant la répression militaire vers le Rwanda[138].

Point n'est besoin de reprendre les chiffres brandis par les médias surtout étrangers. Ils avancent, dans leurs colonnes des chiffres de loin supérieur, à ces des habitants résidents.

Cependant, des chiffres potentiellement acceptables sont ceux fournis par des organismes onusiens œuvrant dans le domaine humanitaire. C'est ainsi que pour le PNUD et le HCR, le nombre d'habitants de Ntega et Marangara était estimé à plus ou moins 120 000 habitants dont environ 5 000 morts et 57 500 réfugiés au Rwanda.

Pour les pertes matérielles, elles sont tellement immenses qu'on ne peut pas tenter de les déchiffrer. Des maisons incendiées ; des maisons dont les tôles sont volées puis détruites ; des équipements ménagers volés ou brûlés ; des habits ; des vivres secs issus de récentes récoltes ; du bétail (grand et petit) volé ou décimé ; des plantations de caféiers brûlées ; des voies de communications démolies ; des boisements incendiés surtout à Marangara ; des articles des boutiques vandalisés. Les centres de négoce ont été la cible privilégiée des pillards. Bref, pour les rescapés de tous bords, leur vie devait recommencer presque à zéro.

A titre d'exemple, dans Ntega-rural, localité proche du centre commercial, dans un ménage tutsi tenant un cabaret et appartenant à un commerçant X, une bande de tueurs consomma 10 casiers de bière Primus, abattra 4 vaches et 26 chèvres, vola quarante mille francs et les articles de boutique, calcina 2 maisons et tout ce qui s'y trouvait. Tout près de celui-là, son frère perdra 4 maisons, une trentaine de chèvres, 6 vaches et les biens meubles de la maison[139].

Plusieurs ménages du centre commercial Ntega comme Marangara avaient un stock de café, de l'argent, etc., ce fut "l'aventure heureuse" des militaires venus 'pacifier'. Ils emportèrent tout ce qui peut l'être et sans distinction aucune. Pour rappel, sauf à Marangara, où bon nombre de ce qui ont été pillé ont été saisi puis redistribué aux anciens propriétaires (ceux qui vivaient encore!), en commune Ntega, rien n'a été saisi ni remis.

---

[138] (Sous la dir.) GUICHAOUA(André), *Exilés, réfugiés, déplacés en Afrique centrale et orientale*, Paris, éd. Karthala, 2004, p.27

[139] P. N, rescapé de la paroisse Ntega et orphelin dudit commerçant, ENTRETIEN du 31/01/2016, à Ntega

C'est important de le dire, dans cette campagne qui avait tous les traits de pogroms caractéristiques d'un racisme interne, force est de constater qu'il y a eu des débordements et des règlements de compte personnels : rançon de toute guerre ! Et ceux qui avaient été récalcitrants à la participation aux massacres et les réticents au pillage se sont vu eux aussi emportés par « ces raccourcis », de «l'avoir du tout et tout de suite ». En effet, ceux qui avaient entre eux des litiges, moindres soient-ils, c'était l'occasion rêvée pour les régler une fois pour toutes. Et dans cela ' l'ethnique' importait peu !

Ainsi, parmi les combats acharnés que les autorités d'après crise ont dû livrer, le plus important a été le combat contre le pillage (tout le monde pillait !)[140].Au chef-lieu de la commune Marangara, où des Rwandais animaient un commerce prospère, des scènes de pillage s'y passèrent. Militaires, chefs de zone, administratifs, population, tout ce monde jouait le jeu !

Les commerçants ainsi dépouillés par cette crise étaient presque tous dans l'incapacité de reprendre leurs activités ou de rembourser les crédits bancaires contractés. Pour illustrer nos propos, dix-neuf commerçants du centre commercial de Ntega ont perdu leurs biens. Parmi eux, treize n'ont pas repris leur commerce faute de fonds de roulement. Et la valeur des biens perdus équivalait à plus de 40 000 000 de nos francs en 1988.

II.5. La Géographie de la violence : les fosses communes

Faire une identification nominative des fosses communes pour la crise de 1988 est l'autre mission la plus délicate qui soit. Toutes les collines, à quelques exceptions près ont été touchées. Celles limitrophes du Rwanda ont perdu beaucoup de Tutsi (celles qui en avaient !). Les Hutu sont tués sur les collines se trouvant à l'entrée (sur Kiremba) et à la sortie des communes (frontière rwandaise), moins à Ntega qu'à Marangara. Sur la Kanyaru y étaient réprimés en grande partie ceux qui tentaient de franchir la frontière. Bien plus, les Hutu et les Tutsi des chefs-lieux des communes ont connu le même sort.

Il y a également des entités où, grâce au grand courage des chefs locaux ou des personnes tierces, se sont intercalés en sauvant des victimes potentielles (des Hutu qui ont sauvé des Tutsi et l'inverse ; des Hutu qui ont sauvé d'autres Hutu, etc.).

[140] E. MBONIREMA (il fut administrateur de Marangara fin août 88 jusqu'aux élections de 1993), Entretien du 22/10/2015, à Bujumbura

Après que les Hutu se déchainèrent sur leurs voisins tutsi, les cadavres se trouvaient partout, de façon isolée, dans les maisons, dans les cours, dans les vallées, dans les marécages, sur les collines, dans les rivières surtout dans la Kanyaru. De l'autre côté, l'arrivée des militaires sema la désolation dans les ménages hutus. Certains sont enfermés dans les maisons et brûlés vifs. D'autres sont tués quand ils pillaient les maisons désertées. D'autres sont d'abord rassemblés, passés à l'arme blanche puis enterrés dans une fosse commune.

Ces fosses avaient, par exemple, récemment servi dans la fabrication des briques. Ou encore les services d'hygiène dépêchés par le gouvernement amenaient des tracteurs (*tinga-tinga*) qui creusaient des tombes communes. Il faudra en plus savoir que certains cadavres ont été dévorés par des bêtes sauvages surtout les chiens errants et les cochons. Pour ces derniers, vu que la région pratiquait l'élevage de cet animal, ils se sont enragés à tel enseigne que même des victimes agonisantes ou des enfants sains ont été achevés ou dévorés[141].

Ainsi donc, identifier ces fosses communes aujourd'hui n'est pas du tout aisé du fait de l'effet de l'histoire qui semble se répéter et de l'exigüité des terres due à la démographie exponentielle dans ces communes. Cependant, la population garde en mémoire certains endroits où reposent les leurs.

C'est encore important de le souligner, les Hutu et les Tutsi ont bénéficié les mêmes conditions d'enterrement. Ont été enterrés dans les cimetières ceux qui succombaient dans les hôpitaux suite aux blessures. Enfin, une fosse commune pouvait contenir de deux à cinquante corps, parfois même plus.

Ainsi, par exemple à Ruramba, à l'entrée de Marangara par Kiremba, où on a pu identifier deux fosses communes, l'une contient quatre corps (enfants d'un certain H.H) et une autre plus d'une soixantaine de la famille proche de ce H.H. Tous ces morts sont des victimes des représailles militaires. On notera que sur cette colline vivaient seulement deux ménages tutsi, eux non plus, n'ont pas été épargnés!

A Makaba, tout près de Ruramba (ci-haut), les militaires interceptent un groupe d'une cinquantaine d'hommes hutu-tutsi en train de boire de la bière locale. Ils les somment de se regrouper par leur « être ethnique». Ils répliquent qu'ils sont tous hutu (probablement qu'ils n'avaient pas été intoxiqués ou qu'ils n'en savaient rien du tout). Ils furent passés à l'arme blanche sans autre forme de procès et partagèrent désormais la même dernière demeure.

[141] E. MBONIREMA, Entretien du 22 Octobre, à Bujumbura

Au terrain de football, près des bureaux communaux de Marangara sont entassés un nombre non négligeable de corps hutu, etc. Le chef-lieu de la commune Ntega est plein de fosses communes. En contrebas des bureaux communaux, une dizaine de Hutu y dorment. Dans la bifurcation des routes menant à Marangara et Kirundo, à une centaine de mètres de l'habitation du commerçant Harushingoro une dizaine de corps hutu y ont été entassés. Dans les enceintes de la paroisse catholique de Ntega, près de 80 corps tutsi partagent la même tombe. D'autres fosses communes sont signalées à Mwendo, à Mugendo (près du marché), à Bihembe, à Ruyaga, à Muhero, etc.

Un dernier élément mais non des moindres à souligner est que même si la crise a été contenue dans Ntega-Marangara, les communes de Kiremba, Nyamurenza, Bugabira, Kirundo, Ngozi et la capitale Bujumbura pour ne citer que celles-ci ont perdu des gens mais cette fois de manière isolée mais dans l' enchaînement de cette crise. Illustrons en peu nos propos:
En commune Ngozi, plusieurs personnes furent arrêtées, tuées ou emprisonnées. Il s'agit de Vincent Ndayisaba (Hutu), inspecteur d'écoles primaires de Ngozi (originaire de Matongo) qui fut assassiné. Il s'agit en plus de l'actuel abbé Noël Nkurunziza (Hutu), enseignant à l'école primaire Ngozi II, à l'époque des faits qui fut emprisonné. Il en sera de même pour Léocadie Basigahino (Hutu), enseignante à Musenyi II.

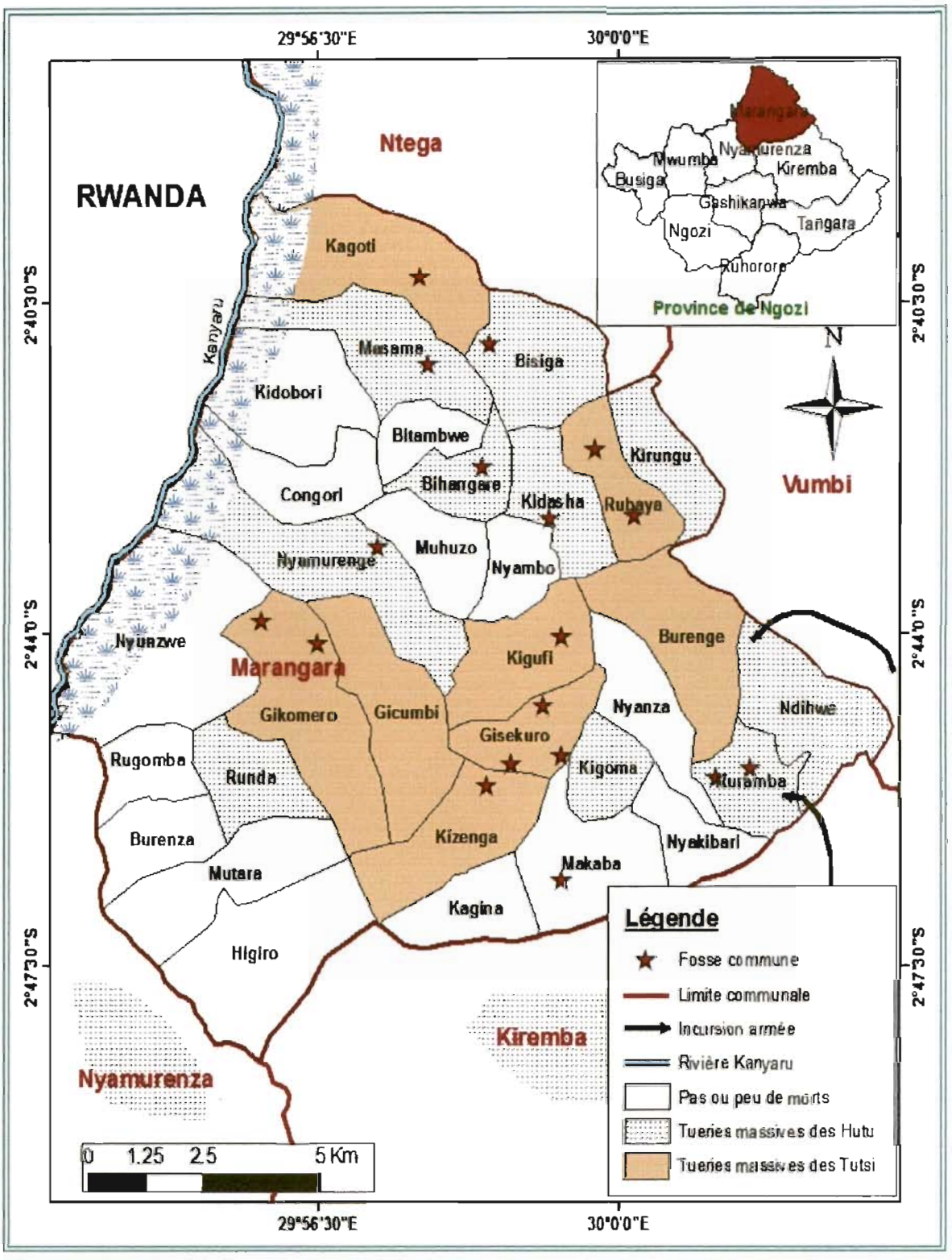
La commune de Kiremba a aussi failli être embrasée. Là aussi, plusieurs Hutu furent tués d'autres mis en prison. C'est le cas de Pontien Ntibatingeso, directeur d'école primaire à Kiremba, deux enseignants d'école primaire qui disparaîtront. Ils étaient présumés collaborateurs des insurgés.
En commune Kirundo, un cas d'un ancien député hutu Côme Bibonimana a retenu l'attention de beaucoup de monde. Il prestait pour la Mutuelle, agence Ngozi. Il était originaire de Kirundo et sera tué dans le district de Kirundo. Ce district serait tristement célèbre pour des exécutions sommaires des Hutu arrêtés[142]. Il en sera de même aux communes Bugabira, Nyamurenza, etc.et même la capitale Bujumbura.

Mais, on note à toutes fins utiles que pour cette géographie de la violence, les deux communes affichent des différences remarquables. C'est ainsi que sur les collines où étaient morts un grand nombre de Tutsi (là où il y en avait), la répression militaire s'y acharna. Il y en a d'autres ou une répression a sévi sans que des Tutsi y fussent tués.

[142] SIGAHURAHURA Helmenegilde, Entretien du 27/02/2016, à Ngozi

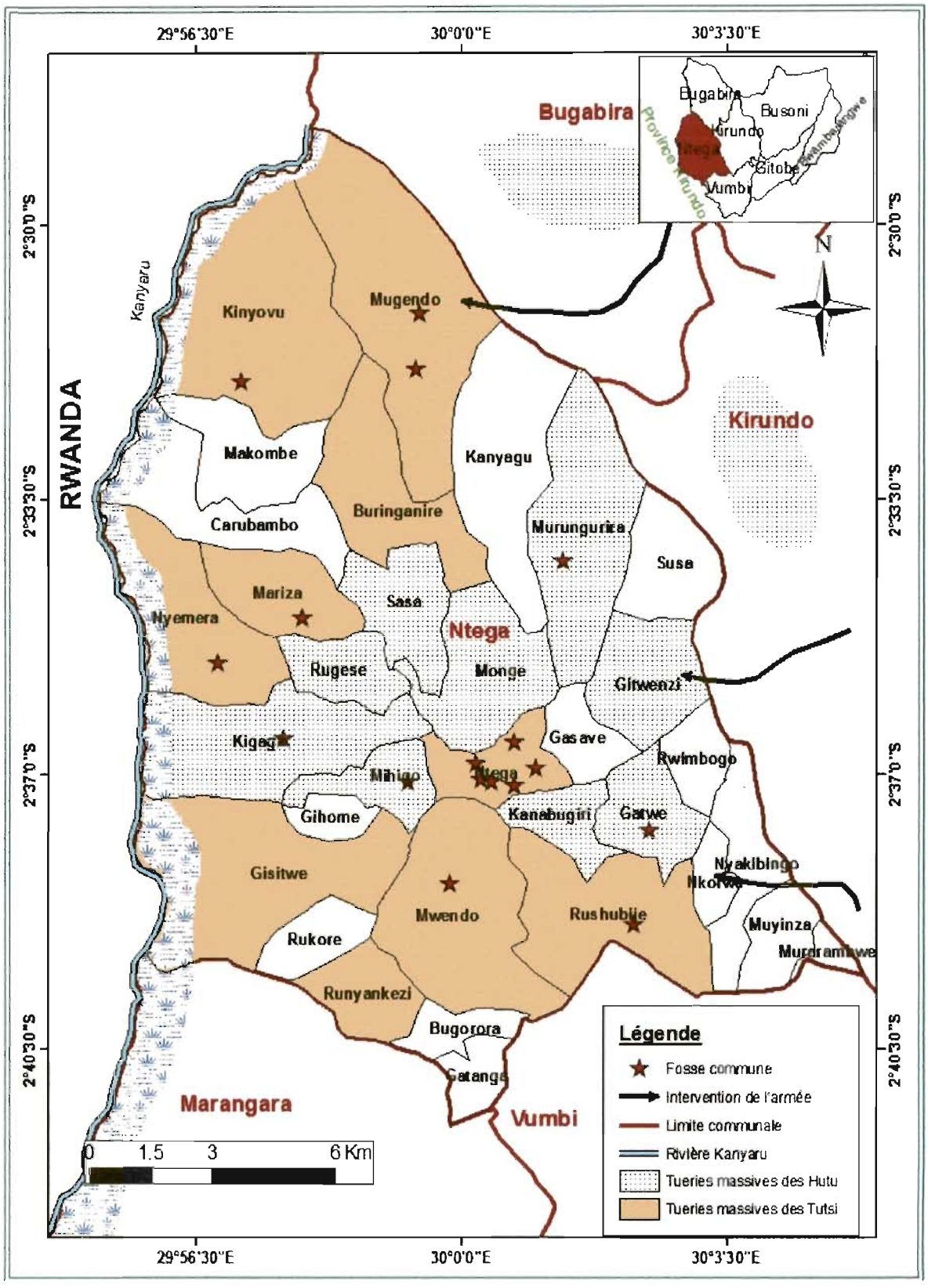
En effet, sur les cartes, les hachures différenciées ne montrent pas uniquement qu'une composante ethnique y a péri seule. Loin de là. Mais, plutôt massivement et singulièrement. En plus, celles qui ne sont pas hachurées, sont soit restées calmes, soit il n'y avait pas beaucoup de Tutsi, soit les militaires n'y ont pas mis les pieds dans cette semaine fatidique. On note également qu'il y a des collines dont on n'a pas eu des données aussi bien à Marangara et à Ntega. Terminons par cet avertissement. Les fosses communes ne sont pas localisées avec une fine précision.

Carte de la géographie de la violence: Marangara



Source: *Moi-même à partir de la carte administrative et des enquêtes menées dans les deux communes*

Carte de la Géographie de la violence : Ntega



Source: *Moi-même à partir de la carte administrative et des enquêtes menées dans la commune*

Connaître les lieux de mémoire, les fosses communes est une thérapie mentale très efficace. Il implique que la victime soit honorée de manière spécifique. C'est important de ne pas ignorer où reposent les siens. Cela le rapproche d'eux plus que celui qui n'a pas su la dernière demeure de son cher disparu. Au lieu d'oublier, plutôt il faut s'en remémorer souvent. D'ailleurs, nous feignons d'oublier mais en réalité nous n'oublions pas[143].

Après le choc de la perte, c'est la consternation et la tristesse. Le temps passe et tous ces sentiments laissent place au manque, alors le besoin de se recueillir peut devenir important. Et Fidèle Ingiyimbere de le souligner avec pertinence: *faire le deuil c'est retrouver le contact avec le temps et l'espace; c'est réintégrer le monde habité en assumant l'absence de l'être cher dans sa propre chair*[144].

Le deuil tout au long de notre vie constitue une trace complexe, vivante et durable. L'expérience du deuil est le résultat d'un apprentissage dès la première séparation. Cet apprentissage de la perte développe chez chaque individu une compétence plus ou moins grande à faire face aux deuils futurs. Le deuil apaise la douleur de l'arrachement et réapprend à vivre. En cultivant de bons souvenirs, on parvient petit à petit à supporter la disparition.

Connaître ainsi l'endroit où repose un être cher permet de se sentir très proche de lui et on aura l'impression d'entretenir avec sa mémoire une relation particulière qui aidera probablement l'individu ou une communauté à effacer le chagrin peu à peu. Le devoir de mémoire est indispensable surtout celui qui relève de la mémoire collective. Il s'agit de ne pas oublier ces faits de l'histoire, pour éviter leur reproduction. Et on est d'accord avec Georges Santayana quand il dit que ceux qui oublient le passé sont condamnés à le répéter.

II.6. Les formes de la violence

Parler des formes de la violence revient à découvrir pratiquement la technologie du meurtre. Cette technologie du meurtre reflète d'une certaine façon le degré de développement économique et technique, des modes d'expression culturelles d'une société en proie à la crise[145]. C'est ainsi que l'Allemagne nazie recourra au meurtre par le gaz (oxyde de carbone), témoignage du niveau d'évolution scientifique et technique de ce pays.

---

[143] Pr N. BUGWABARI, Intervention lors de la tenue du FG, le 08/10/2015, à Marangara

[144] INGIYIMBERE Fidèle, "Les nouveaux mouvements sociaux au Burundi: *Fruits et/ou symptômes d'une crise*, in Ethique& Société, op .cit, p.152

[145] J. SEMELIN, *op.cit.*p.280

Distinguant trois types de violence, Pr Jean Pierre Massias articule cependant qu'ils peuvent tous être utilisés à la fois. Il s'agit d'abord d'une violence matérielle (on prend une arme et tue avec); ensuite vient une violence structurelle (on crée une structure (i.e. milice pour cet effet) et enfin une violence culturelle (cette fois-ci, on devine soit une idéologie qui en fin de compte incite le "nous" contre le "eux")[146].

Ainsi en 1988 au nord du pays, étant donné que c'était une crise de la société paysanne[147], les outils de meurtre de masse étaient composés d'outils de production agricole (outil agricole qui leur est familier) d'un côté et des armes « modernes » de l'autre côté, celles appartenant à ceux qui sont venus 'pacifier'.

En effet, les extrémistes hutu en donnant le coup d'envoi utilisaient des trompettes ; des sifflets ; des « stridents de malheur » ; des tambours ; etc. et en « travaillant », ils utilisaient des machettes ; des houes usées (*Ubufuni*) ; des serpettes, des arcs ; des lances ; des gourdins ; des flèches ; des pierres ; des fouets pour ligoter les captifs ; ils calcinaient les captifs ; brûlaient les boisements pour débusquer les fugitifs. Ils utilisaient des drogues, des épées, jetaient les captifs ligotés et agonisants dans les latrines ou dans la rivière, etc. Bref, tout ce qui pouvait être utilisé pour tuer l'a été.

Les militaires déployés eux aussi étaient munis de toute une panoplie d'armes. Certaines d'entre elles font jusqu'à maintenant objet de polémique[148]. Les plus principalement utilisées furent: la baïonnette, la kalachnikov, des grenades, des camions-blindés, des armes blanches saisies des mains des tueurs, le feu, des avions et dit-on, du « Napalm », etc.

II.6. 1. L'avion

Depuis le déploiement de l'armée dans la zone sinistrée, les avions ont d'abord effectué des tours de reconnaissance. Ensuite, ils contournaient les deux communes pour les délimiter spatialement[149]. Puis, vient la phase controversée: « *L'avion n'a jamais tiré sur les gens, affirment les autorités de la IIIème République. On n'avait aucun intérêt à tirer sur les gens* ». Son rôle fut d'empêcher les gens à se constituer en groupes, à démolir les maisons désertes[150].Un Hutu, habitant Mwendo, affirme avoir vu les insurgés ravis, disant: "*puisque l'avion n'a pas tiré sur nous, il l'est le nôtre* !"

---

[146] Pr. J.P. MASSIAS, Lors d'une conférence- débat à l'Université du Burundi. Ouverture des travaux de la CVR du Burundi, le 04/03/2016

[147] A. GUICHAOUA,in*La crise d'Août 1988 au Burundi, op.cit., p.66*

[148] Dans certains discours (surtout de combats politiques), On évoque des tirs de l'avion ou de l'utilisation du Napalm. Mais l'enquête sur terrain est restée sur sa soif sur l'usage de ces armes.

[149] NCUTINAMAGARA Anselme, a pris part dans l'avion à la première heure. Entretien du07/10/2015

[150] A. KADOYI, *Renouveau* du 26/8/1988

Une autre opinion soutient l'idée que c'est l'avion qui a semé le calvaire. Les militaires rwandais affirmaient avoir vu les hélicoptères entrain de déloger les fugitifs de leur cachette dans l'herbage de la Kanyaru puis les soldats restés au sol tiraient sur tout ce qui bougeait[151]. D'ailleurs, assure H.H de Ruramba, Kajambere était dans l'appareil qui fauchait les gens, c'est lui qui le guidait. Et pour le déjouer, la population a brûlé les boisements car ils avaient des consignes claires et précises que l'avion ne traverse pas les nuages de fumée.

Les trois appareils dépêchés ici ont bel et bien tiré sur les groupements de gens, se rappelle P. Ndikumagenge, élève en 6eme année primaire à l'époque des faits. Cet hélicoptère planait essentiellement au-dessus de tout endroit suspect et tirait pour chasser les « locataires ». C'est ainsi que par exemple, continue-t-il, si l'avion, survolant un endroit au-dessus duquel les gens étaient en train d'abattre les vaches ou autour de la bière, il y aspergeait des balles.

De ce qui précède, il se pourrait que ces appareils aient tiré sur les gens surtout ceux qui formaient des groupes ou ceux qui s'acharnaient encore sur le pillage des biens. Bien plus, sur la frontière avec le Rwanda, un grand nombre de fugitifs s'y étaient cachés (*Murufunzo*), les avions y auraient arrosé de balles pour les déloger.
Pour anecdote : un certain Marino Barerinzoka, un vieillard de Nyambo dans la Commune Marangara a visé avec son arc l'hélicoptère et l'a raté mais l'avion ne le rata pas !

II.6. 2. Le Napalm

Le Napalm[152], qui fut inventé en 1944 à l'Université de Harvard, est une substance à base d'essence, habituellement utilisée dans les bombes incendiaires. Il brûle à une température précise et colle aux objets et aux personnes affectés.
Le Napalm a des effets néfastes sur ses victimes, il cause de graves brûlures sur les personnes exposées par ses projections enflammées. Sa texture de gel colle à la peau et brûle les tissus jusqu'à l'os sans qu'il soit possible de stopper sa combustion. Il est illusoire de vouloir refroidir les plaies à l'eau. En plus de sa puissance létale, le napalm est connu pour son impact psychologique important qu'il exerce sur ses victimes. De plus les écosystèmes touchés par le napalm sont détruits pour plusieurs années.

[151] Reuters en provenance de Kigali, Rwanda, 25 Août 1988
[152] Google consulté le 20/11/2015

De ce qui précède, jusqu'à preuve du contraire, on peut affirmer que le Napalm n'a pas été utilisé aussi bien à Marangara qu'à Ntega. Ni des séquelles sur ses éventuelles victimes, ni des indices sur l'écosystème n'ont pu être prouvés par l'enquête. Certains habitants, Hutu comme Tutsi affirment que les avions ont tiré sur les gens mais qu'ils n'ont jamais bombardé et les nombreuses collines qui ont brûlé l'ont été par l'action du feu naturel et par les extrémistes Hutu ou les militaires.

Un ancien militaire (en retraite), interrogé en commune Ntega nie catégoriquement l'utilisation du Napalm dans sa commune. Il fait savoir que d'ailleurs dans l'arsenal militaire cet engin n'y a jamais existé[153]. L'avis de cet ancien militaire est partagé par l'ancien administrateur de Ntega comme d'ailleurs celui de Marangara. *" Il n'y avait pas de résistance à tel point qu'on recoure à une telle arme"*[154]. *C'est une pure propagande politique dénuée de raison.*[155]

Son utilisation serait révélée à l'opinion nationale et internationale par des membres influents du Palipehutu en exil aux medias étrangers. Et ces derniers argumentèrent que ce n'est pas possible que toutes les collines soient à feu, si ce n'est que par des tirs de bombes incendiaires au Napalm de l'armée[156]. Mais on a appris que toutes les collines brûlaient pour contrer l'hélicoptère de survoler les lieux couverts par des nuages de fumée ou pour déloger les fuyards.

Pour conclure en effet, on note que dans cette barbarie, le genre masculin a été la cible privilégiée des extrémistes hutu ou des extrémistes militaires. Les Hutu révoltés épargnaient souvent des femmes et des enfants du genre féminin en certaines localités tandis que dans d'autres ils n'hésitaient même pas à éventrer des femmes enceintes dans le but d'en extraire un garçon ! Mais la plupart des fois, les femmes et les filles étaient épargnées. On rapporte des cas des filles ou femmes qui ont été violées mais ils sont minimes en commune Marangara.

Par contre, de multiples cas de viols sont rapportés en commune Ntega. A Mugendo, une dizaine de femmes et filles tentant de franchir Bugabira furent interceptées, violentées (*abo batutsi babanyongoza* = ces Tutsi spoliateurs !) par des bandes d'hommes puis violées. Certaines parmi elles furent tuées par après.

---

[153] Gratien MACUMI, Entretien du 31/01/2016, à Ntega

[154] Léopold NTAHOMPAGAZE, administrateur de Ntega d'octobre 1988 à juillet 1991, Entretien du 05/02/2016, à Kirundo.

[155] Emmanuel MBONIREMA, administrateur de Marangara d'août 1988 à juillet 1993, Entretien du 22/10/2015, à Bujumbura

[156] *Renouveau* du 27/septembre/1988

A la paroisse catholique de Ntega, quatre vieux hommes s'acharnaient sur une jeune fille de 17 ans en vacances. A la même place, des femmes et filles furent violées massivement par leurs bourreaux pour être tuées par après. L'une d'elle qui a accepté l'entretien dit avoir perdu l'aptitude de procréer car ses organes génitaux ont été sérieusement endommagés. Elle confie qu'après cet acte ignoble, ces bourreaux l'ont poignardée dans ses organes génitaux.
Quant aux militaires, leurs actions violentes dans la pacification étaient systématiques en quelques endroits. Ils feignaient d'organiser des réunions de paix ou de rétablissement d'ordre et ceux qui répondaient présents parmi les Hutu étaient sommairement assassinés. On fait savoir également que certains d'entre ont trempé dans les viols des femmes et filles regroupées au terrain près des bureaux communaux de Ntega, selon les informations recueillies.

II.7. Les Sauveteurs et leurs motivations

Partons de cette question capitale du politiste Rudolf Rezsohazy[157] : Pourquoi la gravité d'un problème (d'une crise) produit-elle tantôt des acteurs radicaux tantôt des acteurs modérés ? Il recherche une réponse dans cinq pistes hypothétiques : dans la culture politique ; dans l'explication historienne, dans un stock idéologique ; dans une efficacité de l'acteur et enfin là où il y a présence ou absence d'un leader charismatique.
Cependant, la réalité dans ces deux communes est également toute proche et sa démarche est globalement transposable aux sauveteurs de ces deux communes mais elle doit être nuancée pour ces situations particulières. Etant eux aussi impliqué dans la dynamique sociale, ils(*les tiers*) se démarquèrent de cette relation binaire persécuteurs/ victimes. Pour certains, le sentiment de reconnaissance mutuelle l'emportera sur le sentiment d'appartenance ethnique: liens d'amitié ou familiaux.
Ceux qui (ils ne sont pas nombreux !) ont osé s'extraire de la majorité, du rouleau compresseur, avaient un courage et une détermination hors pair. Car une société identitaire ne permet pas les idées contraires, on doit raisonner comme le groupe. En plus, ils ont refusé de trahir leur conscience, de se trahir en quelque sorte.

En effet, certains exerçaient des fonctions, moins hautes soient elles, mais étaient très efficaces. Ils ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour alerter ou prévenir la hiérarchie de ce qui se tramait dans leur zone d'encadrement, en vain.

---

[157] R. REZSOHAZY, Op. cit, p 113-114

Ils ont dénoncé les tenues de réunions nocturnes sur leurs collines ou secteurs. Ils ont prodigué des conseils à leurs confrères ethniques de se défaire de ces enseignements meurtriers, ils ne l'ont malheureusement pas pu. Ils ont été traités de tous les noms. Certains ont subi des menaces de mort, des tortures physiques et morales, ils ont enduré. Bref, ces sauveteurs "ordinaires" ont déployés des efforts considérables pour sauver des victimes menacées d'être emportées par la 'tempête'. Cependant, ces actions restent modestes, ne parvenant que très rarement à endiguer la spirale de la violence.

II.7.1. Quelles étaient leurs forces de motivations ?

Pascal Ngendakubwimana, un hutu sauveteur de 60 ans. A l'époque des faits il est chef de secteur Runda regroupant trois collines, zone Nyamugari en commune Marangara. Il témoigne[158] :

« Si on est un bon leader, tu lis les signes du temps, en plus tu communiques. C'est malheureusement ce qui a fait défaut ici, raconte-t-il. Je n'ai jamais cessé de rapporter à l'administrateur des réunions nocturnes des Hutu avec leur intention de massacrer les Tutsi. Je conseillais mes gouvernés de renoncer à ces élans de vindicte, je fus taxé de traître, de complice avec le régime « mporona » et ses symboles humains. J'étais de l'UPRONA qui d'ailleurs était un parti unique.

Entre autres forces, d'abord j'étais croyant, catholique pratiquant. Je ne voulais pas que mes concitoyens subissent des torts gratuitement. J'étais animé d'une fraternité universelle. Dieu était à mes côtés car je trouvais ainsi une compassion marquée pour les souffrants, je voyais le sang coulé et je me demandais si ce sang n'était pas semblable à celui qui circulait dans mes veines ».

"Ensuite, mes parents avaient vécu en totale harmonie avec les Tutsi, on avait de saines relations. Mon père fut élevé chez un grand mutware tutsi qui a forgé sa personne et son avenir : parent, modèle, vertus, propriété, maison, etc. Bref, tout. Pendant cette crise, j'ai sauvé dix neufs Tutsi dans ma maison, je les ai arrachés des mains des tueurs ! En agissant ainsi, c'était en quelque sorte rendre la pareille. Ce parrain de mon père était devenu une référence pour moi".

Enfin, je situerai un autre appui dans ma manière de concevoir les choses d'ici-bas. Ma conception philosophique du monde me désintéressait des biens mal acquis, si bien que pour

[158] Entretien en octobre 2015 à Marangara

les autres, tous les moyens étaient devenus bons pour s'enrichir, y compris en tuant! Ainsi, en été 1989, mon héroïsme et ma bravoure furent récompensés. Je fus décoré en public par le président Buyoya. Je reçus une médaille dont je garde le souvenir et ses empreintes quoiqu'elle fût volée pendant la guerre civile de 1993[159].

Nicodème Ndabihayimana est également sauveteur hutu de 59 ans. A l'époque des événements tragiques, il dirige le secteur Bisiga composé de deux collines (Bisiga-Kagoti). Aujourd'hui en zone Cindonyi commune Marangara. Lui, il se montra plus que déterminé. Son secteur était limitrophe de la commune Ntega et cette dernière était déjà à feu et à sang. Il tenta relativement avec succès de circonscrire la violence contre son secteur. Il témoigne:

"Une bande de tueurs probablement venus de Ntega y franchit et prit en otage une dizaine de Tutsi, je m'interposai. Je parvins à les arracher de leurs griffes. Ils se retournèrent contre moi et m'accusèrent de porter un cachet tutsi sur mon dos. Ils me kidnappèrent vers un lieu isolé (église) pour prouver réellement si ce cachet ethnique est bien collé sur mon corps. On me déshabilla et n'y trouvèrent rien. Preuve de plus, je me suis marié à une femme tutsie. Mon secteur ne connaîtra pas de massacres de grande ampleur. Je fus enfin libéré par un autre groupe parmi lesquels mes administrés, de surcroît hutu !"

Ainsi, lui aussi place ses forces, pendant ces moments de dures épreuves, dans la convivialité, l'entente d'antan qui caractérisait les relations entre Hutu-Tutsi dans leur milieu. Les mariages étaient interethniques, on s'invitait dans toutes les fêtes, dans le bien comme dans le mal, entraide mutuelle, cohabitation pacifique. J'étais convaincu que, face à une telle barbarie, je ne pouvais pas trahir ma conscience qui, aujourd'hui est très tranquille, confie-t-il. Il évoque lui aussi ses convictions chrétiennes comme balises[160]. Comme Pascal, il sera décoré par le président Buyoya en Août 1989.

Anselme Ncutinamagara. Il est hutu et habitait Kigoma en zone Marangara. Il a 67 ans. Lui est brigadier communal à Marangara quand la crise éclate en 1988. A l'arrivée des militaires, il a failli être lynché à la commune. Les soldats comprenaient mal comment un Hutu déambulait encore sur les lieux sans s'inquiéter alors que « j'appartenais à l'ethnie de ceux qui venaient de commettre l'irréparable » se rappelle Anselme.

---

[159] NGENDAKUBWIMANA P., ENTRETIEN du 28 /08/2015, à Marangara
[160] Focus Group du 08/10/2015 à Marangara

"Mais je fus épargné parce que j'avais caché le secrétaire communal tutsi. En plus, moi-même j'étais parti avec le drapeau national, symbole important pour le pays, de peur qu'on le vole". Quand il rentre, il trouve chez son voisin tutsi une vingtaine de Hutu, cibles potentielles des militaires mais la maison était si petite à pouvoir contenir ce monde. Il l'aida à désengorger la maison.

En justifiant son acte de sauvetage, Anselme recourt à l'humanisme, au sens de la justice: les Tutsi comme les Hutu que les « entrepreneurs de l'ethnicité » passaient à l'arme étaient tous innocents[161] ! De même que les autres, lors de la visite officielle effectuée par le président Buyoya dans les deux communes le week-end du 12 au 13 Août 1989, ce citoyen méritant sera décoré à Mihigo en commune Ntega.

Mathias Mporerane est chef du secteur Nyakibingo (regroupant quatre collines) depuis une dizaine d'années quand la crise de 1988 secoue sa commune Ntega. Il est hutu et membre de longue date du parti unique UPRONA. Agé de 64 ans aujourd'hui, il est grandement fier de son rôle de sauvetage durant les moments-troubles.

Il nous témoigna[162] comment il a vécu les événements. Son secteur étant à l'entrée de la commune et à sa frontière avec la commune Kirundo.

> *" A la mi-journée du 15 août, de nombreux réfugiés affluèrent dans notre secteur. On ne savait rien du tout. Mais du coup, plusieurs habitations brûlèrent, nous avons pu les identifier. Elles appartenaient aux Tutsi. Nous comprenions tout de suite que les vieux démons ethniques se réveillent. Nous restâmes sur nos gardes. Entre temps, nous apprenions que tous les ponts menant au chef-lieu de la commune ont été démolis par des insurgés pour gêner toute intervention. Toute cette nuit fut rythmée par des tambours et des trompettes, des tueries couplées aux stridents de malheurs (induru)".*

Le lendemain ce fut un nuage de fumée sur le ciel de Ntega, à feu et à sang. Mporerane poursuit, "*Mes voisins hutu se déchaînèrent à leur tour me demandant de se joindre aux autres. Et je savais que le Palipehutu avait des racines ici. Je m'interposai vivement. Que personne ne tue personne, que personne ne détruit le pont ni ne brûle une maison de ses concitoyens*". Le message est heureusement compris, se réjouissait Mathias. "*Je continuai à*

[161] Anselme NCUTINAMAGARA, ENTRETIEN du 07/10/2015, à Marangara
[162] Mathias MPORERANE, ENTRETIEN du 02/02/2016, à Nyakibingo en commune Ntega

sillonner le secteur sur mon vélo et à rassembler les fugitifs fuyant les atrocités, chez moi et Hutu comme Tutsi ».

Le nombre avoisinait trois cents personnes essentiellement constitué de femmes et d'enfants dans sa maison. *"Le gouvernement les ravitailla ici même en vivres divers en ustensiles de cuisine. Bref, j'essayai, avec succès de circonscrire mon secteur contre cette violence barbare*". On notera également qu'il a fondamentalement aidé l'administration nouvelle à retirer les gens des marais où ils s'étaient enfuis.

Mporerane place ses forces en sauvant les gens dans la grâce divine. Il est chrétien; il a évolué dans les mouvements d'action catholique, puis il s'est converti dans l'église de Pentecôte:

> *"Je suis conscient que l'humain a été créé à l'image de Dieu. Ainsi, faire du tort à ce dernier est synonyme d'enfreindre les lois divines. J'avais de l'estime pour la population sous ma gouvernance et je voulais la garder à tout prix, jalousement. Je ne voulais pas trahir ma conscience. J'ai un dégoût des raccourcis car Dieu m'a donné un génie créateur: je suis menuisier et artisan, je gagnais et je gagne toujours ainsi de l'argent, loyalement, tu le vois toi aussi!"*[163]

Le président Buyoya lui a rendu visite à maintes reprises chez lui et y a prononcé même un discours de paix et de calme et, comme les autres, il recevra une médaille à Mihigo, décoré par le président pour son héroïsme.

Cependant, bien qu'il ne s'inquiète pas personnellement pendant cette crise, son humanisme et sa bravoure se retournèrent contre lui en 1993 et lui coûta d'ailleurs son fauteuil. Ses successeurs l'accusent de ne les avoir pas laissés 'faire le travail' (tuer les Tutsi) afin de gagner comme d'autres bourreaux, des maisons neuves avec tôles, de voler les biens des Tutsi. *"Plus que ça, ils décidèrent de me tuer de même que les Tutsi que j'ai retirés des griffes des tueurs en 1988".*Il fut sauvé *in extremis* par d'autres concitoyens reconnaissants.

Donathile Nkuriyingoma, femme aux mille vertus. Elle est institutrice de l'école primaire à Ntega jusqu'au aujourd'hui d'ailleurs. Elle a actuellement 57 ans et elle est Hutu. Habitant le centre commercial de Ntega, elle a vu, vécu et enduré la crise du début à la fin. Elle vit, discrètement, toujours avec des séquelles.

Après le déclenchement des hostilités notamment chez le commerçant R. Harushingoro, c'est le sauve –qui –peut dans sa famille bien qu'elle appartenait à "ceux qui ne devaient pas

[163] Mathias MPORERANE, Entretien du 02/02/2016, à Nyakibingo en commune Ntega\

pourtant s'inquiéter, du moins dans les premiers jours". Son époux étant présumé un des idéologues du mouvement insurgé. Selon certaines sources, Sylvestre C., son mari serait cadre du Palipehutu en commune Ntega et serait, sur sa moto, le premier qui a donné le coup d'envoi des tueries massives en zone Mugendo, zone native de sa femme.

Cette dernière part avec dizaine d'enfants d'un certain Augustin Nahimana, tutsi ami et voisin vers Mugendo. "*J'eus toutes les grandes peines qui soient*[164]", se rappelle avec amertume Donathile. Ses 'confrères ethniques' la menacent de débusquer de leur cachette ses "sales enfants tutsi". Elle développa, avec succès plusieurs astuces aux diverses bandes de tueurs pour s'en sortir: chèque sans provisions, dons truqués, ruses diverses. Elle tiendra bon jusqu' à l'arrivée des militaires. Pas de répit. Les militaires les regroupent, avec d'autres rescapés au centre de Ntega. Ni ces soldats ni les rescapés tutsis ne comprenaient ou comprenaient mal comment elle est parmi eux!

Elle comparaîtra à maintes reprises aux interrogatoires, plutôt aux tentatives d'assassinats. Elle avoue que: "*Augustin N. aura les grands malheurs pour chaque fois me tirer, in extremis, des mains des militaires voulant me liquider* et *j'assistai impuissamment aux viols commis par les militaires, aux menaces, aux tortures morales et physiques*; bref, *j'ai failli me suicider car trop c'était trop*".

Donathile Nkuriyingoma justifie son action par le bon voisinage. "*Je ne voulais pas trahir ces liens amicaux tissés depuis des années. Il y avait bonne convivialité entre nos familles et surtout dans notre progéniture".*

Bref, plusieurs motivations ont poussé bon nombre de gens à ne pas verser le sang de leurs voisins mais plutôt à risquer dangereusement leur vie, celle des leurs ou de leurs biens matériels ou symboliques en les sauvant contre les bourreaux. Synthétisons- les en liens parentaux; en des rapports de réciprocité; en motivations philanthropiques et religieuses. Etrange, lors de nos enquêtes de terrain, personne n'a soulevé des intérêts matériels comme justification de cet acte de sauvetage!

Ainsi, le refus voire la désobéissance face à la violence attestent la capacité de certains individus à pouvoir encore dire non à la violence, malgré les risques de marginalisation et pourquoi pas de sanctions. Ceci dit, malgré les circonstances politiques et sociales du moment qui devaient leur imposer de se conformer au groupe, leur résistance morale ou politique,

[164] Donathile NKURIYINGOMA, Entretien du 03/02/2016, à Ntega

petite soit-elle, montre combien l'être humain reste capable de faire fi de tout déterminisme social[165].

Toutefois, même si ces oppositions (sauveteurs) parviennent rarement à enrayer la dynamique d'une violence collective organisée, le courage nécessaire pour limiter la violence n'est souvent pas un courage physique ou une disposition à risquer sa vie, mais le courage de s'opposer à son groupe ou de mettre en danger dans ce groupe son statut ou sa carrière[166] aux moindres murmures de protestation.

A Ntega comme à Marangara, plusieurs personnes ne se sont pas associées aux tueurs. Ils ne sont pas les seuls cinq qu'on vient de décrire. Loin de là! Sematana et sa femme Rosalia de Monge à Ntega (4 personnes sauvées); Nkenguburundi et Bukuru de Murungurira respectivement (6 enfants et 2 garçons chacun), André Futuguru de Gasave (3 personnes), Jean Rwampogozi et Nziraguhindwa de Gatwe pour ne citer que ceux-là. Diverses motivations, humainement pertinentes sont avancées: Liens familiaux et sociaux ancestraux, dons divers, croyance en Dieu et respect de ses créatures, bon voisinage, convivialité, conception philosophique du monde, dégoûts des biens mal acquis, estime sociale etc.

Cependant, plusieurs de ces sauveteurs, bien qu'ils furent décorés publiquement par le président Buyoya et jouissant d'une grande estime de leurs concitoyens, la crise de 1993 les a fortement secoué. Accusés d'avoir embarrassé la machine à tuer et d'empêcher aux tueurs de récolter les "bienfaits de la crise", d'être de traîtres ou de complicité avec l' 'ennemi', certains furent agressés mortellement et s'enfuirent loin de chez eux, d'autres furent spoliés de tous leurs biens.

Dans ces actions de sauvetage, on a identifié les Hutu! Ceci étant, des Tutsi ont également sauvé également des Hutu. C'est dire que ces massacres, en premier lieu étaient plus dirigés contre les Tutsi que les Hutu et qu'en deuxième lieu, durant la répression de l'armée, les Tutsi survivants n'étaient plus chez eux ou en position potentielle de sauver.

II.7.2. Mais, pourquoi Ntega – Marangara seulement ?

Après enquête dans les deux communes, on a décelé quelques évidences, ce que J. Sémelin appelle les *cadres de sens* dans le processus de bascule dans la violence. Il s'agit des types d'interprétations. Ainsi, pour vivre, les hommes ont besoin de donner du sens à leur existence. Il en est de même pour tuer.

---

[165] SEMELIN, *Op .cit*, p.265

[166] Ervin STAUB, *The roots of Evil. The origins of genocide and other group violence*, Cambridge University,1989

En effet, la population de ces deux communes dans toutes ses composantes ethniques, vivait dans une convivialité apparente. Hutu et Tutsi semblaient vivre l'accalmie depuis la crise de 1972 même si, probablement ils se suspectaient. La tragédie de 1988 a manifestement surpris les uns ou les autres sauf les groupuscules extrémistes hutus qui étaient déjà intoxiqués et gagnés à cet opérateur mental qu'est l'idéologie génocidaire. Plusieurs faits attestent cette bonne cohabitation.

Autre piste importante est que les deux communes étaient délaissées en matière de développement socio-économique. En effet, comme la Banque Mondiale le suggère bien, le développement peut constituer un instrument efficace de prévention des conflits. *Le développement est un frein à la guerre. Inversement, la guerre est un frein au développement*[167].

Bien plus, il y avait trop peu des gens instruits car il y avait peu d'écoles. Même le peu d'écoles qui existaient étaient désertes d'enfants de ces localités et plutôt fréquentées par ceux des communes environnantes. "*On n'envoyait pas les enfants à l'école et on se lamentait d'être exclus, des laissés pour compte*[168]", se lamente un octogénaire.

Les infrastructures publiques (sanitaires, voies de communication, écoles, puits d'eau, etc.) étaient dérisoires ou inexistantes. On s'était permis de penser que ces régions étaient des espaces mous ou des friches étatiques c'est-à-dire des espaces que l'Etat ne contrôlait pas. On notera même que des descentes dans ces communes par des autorités politiques au niveau provincial encore moins national n'étaient que très rares, quasi inexistantes.

Bref, enclavés, les habitants de ces communes ressemblaient aux *primitifs* pour reprendre le terme utilisé par un des anciens administratifs dans une de ces deux communes. Même les rares intellectuels de ces coins vivant ailleurs n'y retournaient que par occasions, et non des moindres !

L'autre fait à souligner a été la rumeur mais qui, malheureusement, est devenue une réalité par après. En effet, comme phénomène de tous les temps et de tous les lieux, la rumeur que 'les uns' vont être tués 'par les autres' et qui, par la force des événements appelle à devancer, a commencé par des confidences, de bouche à oreille. En quelques semaines, elle avait pris des proportions démesurées jusqu'à « électriser » une partie de la population. Elle avait engendré la peur, celle-ci engendra par la suite le sentiment de défense. Le résultat est connu les 14-15 août 1988.

---

[167] Banque Mondiale, *Op.cit*, p.13

[168] Focus Group du 08/10/2015, à Marangara

Par-là, il est vrai que la propagation de la rumeur implique impérativement une prédisposition de l'esprit, un terrain propice car, à Ntega comme à Marangara, on se permet d'affirmer qu'on l'a consommée à forte dose.

Au-delà de l'intoxication par une idéologie meurtrière du Palipehutu, de la soumission au chef, on a également décelé dans nos enquêtes, l'importance du conformisme de groupe : ne pas tirer ou tuer à la machette impliquait le rejet du groupe par ses camarades voire la complicité avec l''ennemi'. Cependant, quelques-uns refusèrent de participer dès le premier coup d'envoi des massacres ; d'autres ne purent continuer, la plupart s'accoutumèrent. Sans nul doute, les décisions de meurtre avaient été prises aux plus hauts niveaux. Et, elles étaient exécutées par des gens, à travers lesquels les gens se représentaient (élite locale).

Quand on s'en tient aux grandes explications[169], pertinents cadres de sens recueillis chez un grand nombre d'habitants de ces deux communes sur les raisons du basculement dans ces massacres, ils avancent certains *facteurs qui relient pulsions et calculs*:

- *La proximité avec le Rwanda,* comme ayant facilité aux « entrepreneurs de l'ethnicité » d'intoxiquer les deux communes, est sans conteste le premier car, justifient-ils, les frontières étaient poreuses et entrait qui voulait. Et le Rwanda aurait prêté un coup de main aux planificateurs vu le régime « hutisant » d'au-delà la Kanyaru.

  En effet, le Rwanda, utilisé comme base arrière, aurait facilité le retranchement facile des insurgés. Plus encore, il y aurait d'autres visées cachées du Président Habyarimana notamment les manœuvres de diversion sur les problèmes réels de son pays. Mais ce facteur demeure avec ses limites. Les frontières burundo-rwandaises ne se réduisent pas sur Ntega et Marangara seulement. Pourquoi les autres communes limitrophes avec le Rwanda n'ont pas bouillonné?

- *La précipitation.* Ils assurent que le coup devait (s'il ne l'a pas été!) se perpétrer au niveau de tout le territoire national, mais que la spontanéité des tueurs de Ntega et de Marangara aurait exigé que les autres communes du pays se désengagent. Probablement que les gens de ces deux communes se seraient trompés de date ou que les meneurs de l'insurrection auraient été trop zélés.

[169]Focus Group du 08/10/2015

De ce qui précède vient l'interrogation: pourquoi les habitants des deux communes seulement se sont précipités ? Peut-être que les « enseignants » de l'idéologie contre la réédition de 1972 dans ces deux communes avaient un charisme extraordinaire à pouvoir faire adhérer aussi vite les « apprenants ». Les leaders de l'insurrection auraient un charisme hors du commun dans cette région moins que dans d'autres à telle enseigne que l'adhésion massive et spontanée de ces habitants rencontrait parfaitement, plus que nulle part ailleurs, l'espoir de se défaire de cet héritage d'un passé lourd.

A ce constat, il s'est avéré avec l'enquête que l'intoxication allait au-delà des deux communes. S'agissait-il en effet de lever tous les blocages relatifs à ce passé désenchanté qui pesaient beaucoup plus sur la région (et non sur d'autres!)? Sur ce point, on souligne que la facilité avec laquelle ces extrémistes ont répondu sans hésiter au passage à l'acte n'est pas imputable à la gravité particulière du passé traumatique. Autrement dit, les deux communes secouées par la crise n'en avaient spécifiquement rien de très différent du reste du pays.

- *Le niveau de développement intellectuel* de la population. Les « acquis de l'école » sont un grand capital, capital culturel qui d'ailleurs ne passe pas de mains[170]. Ils se lamentent d'être malheureusement victimes de cette carence des bienfaits d'être aux études. Il y avait un nombre trop limité d'instruits contrairement aux communes environnantes et ce peu n'a pas capitalisé ces acquis plutôt il a participé à amplifier la dynamique de la violence. "*Sous d'autres cieux cette intelligentsia aurait mis son savoir au service de la population*", se lamentent certains habitants.

  Ainsi, ce défi de scolarisation à sa grande part dans ce qui s'est passé. Leurs intellectuels organiques ont dérapé. Ils ont été des tremplins décisifs dans la violence. Avec amertume, ils conclurent que leur spontanéité aux massacres n'a pas été l'apanage d'une lecture correcte des enjeux de cette crise mais plutôt d'une opacité manifeste de leur mise à profit.
- *L'administration 'étrangère'* à la commune est mise sur le banc des accusés. Son insouciance à leurs demandes fortes aurait suscité une réprobation généralisée dans ces entités. Administrateur venu de Bugabira ou Busoni(Kirundo) ici, de Buhiga (Karusi) là-bas ; chefs de zone de Bururi; techniciens médicaux rwandais d'origine, etc. Ceci dit, ces "étrangers" devenaient de plus en plus déconnectés de leurs administrés. Par

[170] VIDAL, C., *op.cit,* p.37

une méfiance orchestrée et probablement téléguidée de loin, les canaux ou les sources officielles de communication s'asséchaient graduellement. Par conséquent, sans messages, sans rapports ni comptes rendus des coins et recoins de ces friches étatiques, ces *missi dominici*, manquaient cruellement d'informations si impératives pour gouverner. Les informateurs[171]se ressaisissent cependant que cette administration 'étrangère' déconnectée, pouvait difficilement prévenir la crise.

- Enfin, certains ont avancé le facteur *des gains politiques et matériels consécutifs à l'usage de la violence*. Ce facteur tient parfaitement aux explications fournies. La logique de "*massacrer, piller puis faire du business*" a été plus que réelle dans ces deux communes. Cette dimension de profit qui résultait de ces cas de pogromes a été manifeste dans les centres commerciaux de Ntega et de Marangara mais aussi dans certains ménages financièrement ou matériellement à l'aise.

  Cependant, le facteur de rétribution en bonne et due forme n'a pas été, preuves à l'appui, révélé. Car d'après l'enquête, une seule colline (Mutara /Marangara) serait connue pour avoir promis de l'argent aux massacreurs et selon la formule « à chacun selon son 'travail' » et on y aurait saisi une marre pleine d'argent.

  Il est dit également qu'à Ntega, il y aurait eu un groupe d'hommes tués par les militaires au domicile de Cyriaque Bucanayandi dit "Bucana". Ce groupe venait, dit-on récupérer leur rémunération en argent.

Par-dessus tout, les analystes[172] avaient tenté leurs explications dans trois directions :

- La vie sociale et politique locale recelait ses contradictions propres : frustrations des petits cadres hutus confrontés aux vexations de certains fonctionnaires tutsis, espoirs suscités par des élections des comités de base du parti Uprona en avril 1988 ayant donné 80 à 85% des délégués hutu sur les deux communes.
- Au niveau national, l'héritage des crises antérieures était lourd : faiblesse des Hutu au pouvoir, armée à majorité tutsi, cercle vicieux du népotisme.
- Les opposants hutu les plus radicaux, organisés à l'extérieur du pays depuis 1980 en un parti pour la libération du peuple hutu (Palipehutu) et soucieux de bloquer les efforts d'ouverture du nouveau régime ont cherché à ameuter l'opinion internationale et à inquiéter les Hutu en dénonçant dans des tracts (français ou kirundi) la préparation d'un nouveau génocide à la manière de celui de 1972.

[171] Focus Group du 08/10/2015, à Marangara
[172] JP, CHRETIEN, "Histoire des temps présents en Afrique": Burundi, Août 1988, p.84

Sans réduire cette grille de lecture globale ou ce schéma de visibilisation de la crise de 1988, la circonscription spatiale et l'amplification temporelle de ces massacres laissent penser à des convulsions de dynamiques régionales ; des frustrations accumulées enjointes aux aspirations profondes (aspiration à un léger mieux) et bien entendu à la « naïveté meurtrière ».

Le Palipehutu fustigea que, le fait de restreindre la crise à deux communes seulement, *le gouvernement voulait minimiser les exactions des militaires*! Mgr Kaburungu ne l'entend pas de cette oreille. Il reconnaît lui aussi que ce n'est pas Ntega-Marangara seulement, que c'était l'abcès de tout le Burundi. Mais il estime que ce fut une bonne chose: *« nommer cette crise 'Ntega-Marangara' était une façon de circonscrire le périmètre du drame pour éviter la contagion*[173]*.»*

Enfin, on note que ces communes ayant subi ces tragiques événements, n'ont pas eu par la suite un traitement particulier de la part des gouvernements qui se sont succédé. Les préoccupations fortes ou les arguments objectifs de la crise contenue dans les revendications ou doléances des meneurs de l'insurrection, les unes plus réelles que les autres ont été voilées et laissent toujours à désirer.

III. Pressions intérieures et extérieures sur le pouvoir politique

Après que la crise éclate dans ces deux communes et que la répression militaire sévit dans la population, des pressions fusent de partout. Elles font état d'une crispation et d'un verrouillage de l'espace politique. Toutes les pressions avaient comme seule requête au nouveau régime, si jeune soit-il, de poser des gestes forts[174] pour rompre avec les blocages du passé. Et c'était de notoriété nationale et internationale que cette crise reflétait « un mécontentement des Hutu[175] ». Ces pressions portèrent fruits.

D'aucuns se demandent pourquoi Buyoya s'est plié et a accepté les messages de décrispation du système politique longtemps clos par les régimes militaires tutsi du sud ?

Et qui plus est du même parcours académique à quelques différences avec ses prédécesseurs (on parle de corps). Avait-il su lire les signes du temps ou n'avait-il pratiquement pas d'autres choix pour s'en sortir ? Pour rappel, sauf sous la IIème République où manifestement, il n'y a eu aucun conflit sanglant à caractère ethnique, la première et la

---

[173] Mgr S. KABURUNGU, *Entretien avec IWACU,* Septembre-Octobre, 2013

[174] *Mission d' « Ecoute et de dialogue» dépêchée au Burundi par la Banque Mondiale*, 1989

[175] Cyprien MBONIMPA, ancien ministre des Relations Extérieures. Entretien avec *IWACU,* Septembre-Octobre, 2013

troisième en ont enregistré deux de grande ampleur. Ces deux conflits sanglants avaient des écarts qui pesaient plus que les similitudes :

En effet, en 1988 plus qu'en 1972, il y avait convergence d'intérêts entre les Hutu et les Tutsi extrémistes. Pour les extrémistes tutsis, il fallait stopper dans la mesure du possible la libéralisation de l'espace politique. Quant aux extrémistes hutus, il fallait d'une pierre deux coups. Une bonne occasion donc de défier les structures dominatrices du régime tutsi au pouvoir.

Ensuite, la violence en 1988 était plus localisée qu'en 1972. La répression a visé des couches hutu, scolarisées et aisées en 1972 sur toute l'étendue du territoire (loin de l'épicentre !) et une population indiscriminée en 1988.

Enfin, le climat international avait changé depuis 1972.Et le Palipehutu était solidement et secrètement bien établi à l'intérieur du pays et diplomatiquement bien connecté. Le contexte international était favorable et sensible à la défense des droits humains qui faisaient la une de la presse en 1988 plus qu'en 1972. Cependant, ces crises se ressemblent par le fait qu'elles commencent par une insurrection couplée de tueries massives de Tutsi et par après une répression militaire ou administrative terrible. Ainsi, suite aux pressions tous azimuts de la communauté nationale et internationale, Buyoya plus que Micombero s'est incliné devant la nouvelle donne et a ouvert l'espace politique aux Hutu. Cependant, ce processus de décrispation politique sera contrôlé par le pouvoir (ouverture de façade) et instrumentalisé par son opposition[176].

III.1. Lettre des 27 intellectuels Hutu

III.1.1. Résumé et commentaire de la Lettre

Une semaine après que les Tutsi de Ntega et de Marangara aient été massivement massacrés par leurs voisins Hutu, que les Hutu subirent une répression militaire sanglante, 27 intellectuels Hutu de divers horizons (enseignants, journalistes, cadres des ministères, fonctionnaires publics et étudiants adressèrent une *lettre ouverte* au président Buyoya le 22 août 1988. Ils donnèrent leur position sur les événements qui étaient en train de se dérouler au pays depuis le mois d'août.

[176] J. NIMUBONA, *Op.cit.*, p.554

La lettre parle d'un nouveau "Plan Simbananiye"[177], plan qui, jusqu'à preuve du contraire, n'a jamais existé physiquement. C'était en quelque sorte une fuite en avant, une façon de dénoncer une éventuelle réédition de 1972. La lettre souligna implicitement que les massacres de Ntega et Marangara est le triste résultat des inégalités et injustices sociales. Que pour ressouder l'unité des Tutsi menacée d'éclatement, le régime de Buyoya cherche des boucs émissaires comme en 1972.

La crise d'août 1988 étant un réveil du conflit hutu-tutsi, les signataires de la lettre établissent un parallélisme avec la crise de 1972:

> *" Il apparait clairement que les positions acquises depuis une vingtaine d'années par la classe dirigeante doivent être sauvegardées, et tous les moyens sont devenus bon à cette fin. Le pouvoir reste régional, clanique et surtout tribal(...). Comme en 1972, après le procès surprise des hommes de Muramvya, la communauté hutu devient l'ennemi de la nation; il faut la décapiter pour rétablir le dialogue tutsi menacé d'éclatement*"[178].

La lettre décrit les faits qui sont, disaient-ils, pourtant patents mais que le discours officiel masque. En effet,

1[0] Le gouvernement est accusé d'un refus de désigner les coupables et leurs complices alors qu'il les connaît." *Cela fait plus d'une semaine qu'on connaît les coupables, mais on n'a pas encore dit qui ils sont, comment ils s'appellent, d'où ils sont venus, les noms de ceux qui les aident, etc.".*

2[0] Les signataires de la lettre parlent des militaires du 4[e] bataillon de Ngozi en manœuvres dans ces communes sinistrées sans prévenir la population. Ces militaires, ont confirmé les enquêtes, n'y étaient plus au moment du soulèvement. Se seraient-ils retirés pour laisser libre court aux massacreurs, malgré que certains signes présageaient le pire?

La population aurait réagi en effet, à en croire les signataires, à cette récente présence militaire heureusement renvoyée pour les besoins de la cause:

> "(...) *les événements qui ont commencé à Marangara au milieu de la première semaine du mois ont une grande explication qu'on a jamais dite à travers l'information diffusée par le pouvoir. On signale la présence des militaires du 4[e] bataillon de Ngozi en manœuvres (...). Cela se passait plus de dix jours avant le début des massacres".*

---

[177] Ministre de la Diplomatie sous M.MICOMBERO. Selon ce fameux plan, on devrait égaliser en nombre les Hutu des Tutsi. Et cela par tous les moyens!

[178] Extrait de la Lettre ouverte au Président Buyoya le 22 août 1988

3^0 Les auteurs de la lettre pensent *qu'il est curieux d'entendre que des Hutu exterminent les Tutsi et se comptent en grand nombre parmi les réfugiés.* Il s'agit, par là d'une négation de massacres des Tutsi par certains Hutu. Car, me semble t- il, le fait de fuir ne signifie pas qu'ils n'ont pas tué.

4^0 C'est vrai que l'armée n'a pas intervenue à temps. Il reste à savoir si ce retard était intentionnel. "*Comment expliquer que les militaires aient refusé d'intervenir au début de ces massacres alors que leur premier devoir est d'arrêter rapidement tout danger en empêchant toute progression* ?

Ce qui est certain, c'est que le pouvoir de l'époque est triplement coupable d'une grave défaillance, politico-militaire: n'avoir pas empêché à temps le déclenchement des massacres; la non-assistance à personne en danger; mais aussi d'une répression disproportionnée aux Hutu indiscriminés.

Enfin, les signataires laissent entendre qu'ils s'opposent à ce que les coupables directement ou indirectement liés aux événements, à la hauteur de leurs forfaits, soient punis:

> " *Il est normal que la population soit maintenant sur le qui-vive et reste traumatisée par l'imminence d'un nouveau génocide. La presse nationale sait de quoi il s'agit quand elle dit que les coupables directement ou indirectement liés aux événements seront sévèrement punis(...)*".

Ils terminent la lettre en proposant trois solutions au président, s'il veut la paix durable:

> "*Suspendre les massacres et les arrestations des Hutu; création d'une Commission multi ethnique chargée d'analyser les mesures structurelles qui s'imposent pour éviter le pire et de voir dans quelle mesure les Hutu peuvent être associés à la Défense et à la Direction politique de leur patrie*"[179].

Ils eurent gain de cause. Buyoya enclenchera un processus de dégel politique en octroyant des postes aux Hutu et signa, à la surprise générale, l'amnistie.

III.1.2. Témoignage de Déo Hakizimana, rédacteur de la *Lettre ouverte*

Après l'explosion de la violence dans les communes de Ntega et Marangara, la peur envahit les milieux hutus: ils n'ont pas encore oublié le "génocide" de leur élite, loin de là! Tout ce monde s'attendait à une réédition de '72'. En conséquence, "*il nous fallait un moyen de parler avant de mourir*", assure D. Hakizimana, l'architecte de la lettre.

---

[179] Ibidem

L'idée leur vient en tête: écrire une *lettre ouverte au Président* de la République, le Major P. Buyoya. En effet, s'explique Hakizimana, alors jeune de 34 ans :

> *"On était à une année à peine de notre évasion de la prison de Mpimba, miroir de la santé du pays, et pour ce, on était plus qu'engagé politiquement et informé correctement. D'ailleurs notre évasion n'était pas une quête de liberté, plutôt un moyen cette fois- ci de mener un combat politique acharné surtout en créant des contacts partout, à l'interne et beaucoup plus à l'externe. A cette époque, le vivier intellectuel hutu avait gagné plus en intelligence plus qu'en 1972. De plus, on était organisé en ce que nous appelions le M18, cadre par excellence d'expression des "Sans voix" aux ramifications planétaires".*

Parmi les mentors dans l'arène internationale, Mobutu fut remarquablement excellent :

> *"Régulièrement informé de l'évolution de la situation burundaise, puissant dans la région et de surcroît le pont plutôt l'intermédiaire des occidentaux pour dicter leur volonté à ses pairs africains, Mobutu nous prêta main forte (signataires de la lettre) en particulier et aux Burundais en général"*[180].

Cette lettre était "plus un cri de désespoir qu'une simple lettre" car, incontestablement la crise de 1972 hantait toutes les mémoires[181].

Les signataires de la lettre ouverte rejetaient tout extrémisme en indiquant que nul Hutu ne rêve d'exterminer les tutsi...d'autant qu'il existe des Tutsi prêts à construire le pays avec les Hutu". Dans cette lettre, nous ne demandions, simplement que trois solutions à la crise:

- *arrêter les massacres et les arrestations arbitraires des hutu,*
- *ouvrir un large débat public sur la question longtemps taboue de l'ethnisme,*
- *et s'il est vrai que les hutu sont numériquement majoritaires, qu'ils soient représentés normalement dans la gestion du pays.*

Nous montâmes des stratégies pour la réussite de l'opération: *"Notre génie résidait où: trouver un moyen de faire circuler la lettre dans l'arène internationale avant que le pouvoir n'ait le temps de nous réprimer"*[182]. En effet, elle fut distribuée d'abord dans des ambassades accréditées ici, qui informèrent par la suite leurs capitales respectives et certaines capitales de la région à partir de la capitale kenyane, la copie originale de la lettre ne parviendra au destinataire que 2 jours plus tard. "

---

[180] Ibidem
[181] Térence MBONABUCA, Entretien du 03/03/2016, à Bujumbura, signataire rétracté
[182] D. HAKIZIMANA, déjà cité

C'est moi-même qui la dépose à la guérite de la présidence de la République". Plusieurs medias étrangers, et non des moindres en parlèrent aussitôt. Selon Hakizimana, la communauté internationale se mobilisa pour éviter un nouveau bain de sang à la manière de 1972.

Etant très bien au courant de l'affaire, le président Mobutu convoqua une entrevue d'urgence, dans le cadre de la C.E.P.G.L le réunissant avec le chef d'Etat burundais et leur homologue rwandais. Et, il faut le rappeler, c'est par Mobutu que les Occidentaux passaient pour dicter leur volonté dans la région.

On ne parlera que la crise burundaise et la séance ne dura qu'une quarantaine de minutes. Mobutu enjoignit son homologue burundais d'appliquer les trois solutions formellement proposées par ces 27 intellectuels[183]. C'est de là, pense Hakizimana, que naquit le fameux gouvernement à parité ethnique avec un Hutu comme premier ministre.

Buyoya comprendra en effet que les signataires n'étaient pas seuls et si petits qu'il le pensait. De retour, il en fit part au Comité Militaire qui, non sans peine se plia aux pressions qui fusaient de toute part. Au niveau national, se rappelle l'inspirateur de la lettre, "*la lettre fut distribuée comme des petits pains*". Toutefois, je le payai cher, se rappelle avec amertume[184]: la lettre fut qualifiée par le régime Buyoya de diffamatoire, de subversive et prêtant des intentions criminelles au gouvernement[185]. Etant scindé en quatre groupes de meneurs, certains parvinrent à s'évader du pays, d'autres subirent des interdictions professionnelles puis se rétractèrent par la suite et d'autres encore parmi eux, Déo, sont capturés, emprisonnés et torturés. Le 1er septembre 1988, il est arrêté, torturé puis emprisonné à Murembwe et ne sera libéré que le 31 janvier 1989, non sans pression.

Après la sortie de la lettre à l'interne comme à l'externe, des effets positifs immédiats se remarquèrent aussitôt.

Plus d'arrestations, plus de tueries à grande échelle, l'espace politique se décompressa au fur et à mesure en faveur des Hutu. *Paradoxe*, les victimes et les bourreaux furent considérés de la même façon! Grosso modo, pense Hakizimana, la lettre avait deux particularités: "*un réquisitoire direct et sévère, qui avait surtout la spécificité d'être un acte politique historiquement inédit et une courageuse tentative de recherche de dialogue, pour enfin de compte aboutir à des réaménagements institutionnels*".

---

[183] La liste était de 54 signataires mais par peur d'être tous réprimés dans le sang, ils ont dû cacher certains noms.
[184] *Ibidem*
[185] Communauté hutu du Burundi réfugiés en Belgique. In *Burundi: Quelle paix? Quelle réconciliation*? (Internet), Consulté le 27 novembre 2015

Et, se réjouit Hakizimana, *"la lettre a eu sa force parce que nous avons pu trouver un moyen d'imposer la reconnaissance de nos revendications".*

III.2. Dimension internationale de la crise : Les médias étrangers

La dimension internationale de la crise d'août1988 ressort en premier lieu au travers de l'intérêt manifesté par les grandes agences et des journaux de la presse internationale dans un contexte de disponibilité momentanée de la profession en ce plein mois d'août[186]. En occident, il n'y a presque pas d'événement.

La plupart des hommes politiques sont en vacances. La presse internationale, n'ayant pas d'actualité intéressante, saute sur le dossier[187] (Ntega-Marangara). L'intérêt porté sur cette crise reflète également la surprise créée par une tragédie qui prend aussitôt une ampleur considérable.

Au Rwanda voisin, la presse extrapola démesurément les faits qui se passaient sur sa frontière avec le Burundi. En effet, des informations en provenance de Kigali firent état de plus de mille morts dans la rivière Nyabarongo qui se trouvait à plus de 75km des lieux de troubles. Le ministre Mbonimpa se souvient en avoir discutée avec son collègue rwandais des Affaires Etrangères Ngarukiyintwari[188]. Et d'ajouter qu'il y a eu une campagne médiatique contre le Burundi menée conjointement par le gouvernement rwandais de Habyarimana et les réfugiés burundais. Bref, selon l'ancien ministre, le régime a enduré à ce qu'il a appelé l'*émotion sélective.*

La quasi-totalité des journalistes dépêchés sur les lieux ne connaissaient pas la région ou la lisaient à partir des situations nationales africaines où ils étaient en poste ou qu'ils connaïssaient. Ils procèderont ainsi à reprendre la grille de lecture des schémas et antécédents historiques de la région. Rumeurs, allusions, faits sans date, acteurs sans noms, événements sans lieux, point n'est besoin de préciser, puisque l'on rend compte d'une situation évidente[189].

Ainsi par exemple, l'opposition entre les 'Hutu' et les 'Tutsi' qui était au cœur de cette crise, était en général présentée avec toutes les couleurs d'une bande dessinée[190] :

---

[186] A. GUICHAOUA, In Magazine *IWACU*, Septembre-Octobre, 2013, p.25
[187] C. MBONIMPA, *Op.cit.*, p.24
[188] C. MBONIMPA, Entretien du 15/12/2015, à Bujumbura
[189] A. GUICHAOUA, *Op.cit.* p.26
[190] J.P. CHRETIEN. *Histoire du temps présent en Afrique : Burundi, Août 1988*

« *Les longs contre les courts*», Washington Post, 21 août; « *des peuples aussi différents que les finnois et les siciliens* », The Economist,27 août ; « *des géants de plus de 2m que les hutu s'amusent à scier* »,La voix du Nord,28 août ; « *des Nilotes et des Bantous* »,Ouest-France,22 août ;« *des seigneurs et des esclaves* », Le Monde,20 août. Bref, un antagonisme ancestral.

Dans le rapport de la *Commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale*, on ne s'empêcha pas de parler du « sensationnalisme journalistique[191]».Les commissaires accusent ces médias de manque d'informations objectives et d'avoir comme seules sources les milieux extrémistes et hostiles au pouvoir d'alors.
Ils poursuivent que pour expliquer un événement d'actualité, les journalistes ont recouru immédiatement aux stéréotypes et clichés datant du XIXe siècle ou aux images macabres des années 72-73 avant de conclure qu'au-delà de l'agression physique, le Burundi a subi une agression médiatique sans précédent[192].

Bref, les « événements » de Ntega et Marangara ont été instrumentalisés, manipulés ou même dramatisés pour être pris en considération. C'est ce que Georges Balandier appelle "dramaturgie politique". Probablement sous l'influence de ces medias étrangers, certains pays européens montèrent au créneau en dénonçant le déficit démocratique du régime et leurs prises de positions impactèrent le pouvoir.
En effet, la Belgique, l'Allemagne fédérale, la Suisse et le Canada où la diaspora hutu ou des éléments de l'opposition étaient très bien connectés, sortirent des messages de condamnation des actes perpétrés au Burundi. Le ministre des affaires étrangères de l'époque effectuera un périple en Europe et dans d'autres pays pour "tenter" d'expliquer ce qui s'était passé dans ces communes du nord et les mesures envisagées pour y remédier. Cette version officielle des faits n'a pas convaincu grand monde, ni la presse internationale encore moins les réfugiés hutu qui en profitèrent pour lancer leur propre campagne contre le Burundi[193].

Le Parlement européen vota lors de sa session de septembre 1988 une motion ainsi libellée[194] : Sur les massacres au Burundi, le Parlement européen réagit:

1. *condamne sans équivoque les responsables des violences et massacres aveugles à l'encontre de l'un ou l'autre groupe ethnique,*

---

[191] République du Burundi, *Rapport de la Commission nationale chargée d'étudier la question de l'Unité Nationale*, p151
[192] Ibidem
[193] Cyprien MBONIMPA, Entretien du 15/12/2015, à Bujumbura
[194] A. NSANZE, *Le Burundi contemporain, op.cit.*, p.371

2. *estime que la démocratisation du système politique est une condition indispensable à la pacification,*
3. *se félicite de démarches déjà prises par la communauté et par le gouvernement des Etats membres pour donner de l'aide aux réfugiés mais souligne la nécessité d'un programme soutenu de réhabilitation qui doit être effectivement sous le contrôle des agences internationales de l'aide.*
4. *Charge son président de transmettre la présente résolution au conseil des ministres, aux présidents des ACP, aux autorités burundaises et rwandaises.*

Le congrès américain vota une résolution similaire qui condamnait un système inique de domination ethnique et exigeait, dans les 6 mois et comme une condition au maintien de l'aide bilatérale, la conduite d'une enquête impartiale, la poursuite des militaires et fonctionnaires responsables et les preuves d'un programme significatif dans l'élimination des discriminations dont étaient victimes les Hutu[195].

III.3. Questions des Réfugiés

Les transformations politiques violentes ont en général des effets considérables sur les flux de populations et par voie de conséquence sur les équilibres démographiques d'une région. D'où une question de type structurel[196] : ces mouvements ne créent-ils pas par eux-mêmes des foyers d'instabilité qui peuvent se transformer à court ou à moyen terme en nouveaux foyers de violence ? Ainsi, les difficultés liées à l'intégration des réfugiés et leur état potentiel de politisation sont devenus de sérieux problèmes dont il fallait mesurer l'importance.

Les camps de réfugiés de Tanzanie, du Rwanda ou d'ailleurs sont devenus des creusets pour l'idéologie ethniciste et des mouvements d'opposition armée y ont pris racine des années durant. Ce sont en effet ces réfugiés rescapés de ces opérations brutales et meurtrières qui fournirent ensuite l'essentiel des effectifs des divers mouvements de rébellion armée qui appuyèrent les troupes régulières des Etats de la région engagée dans le conflit[197]. Les réfugiés devenaient ainsi des objets d'investissement politique. Ils sont en effet devenus un enjeu des luttes politiques nationales et même sous régionales et sont présentés comme des

[195] Filip REYNTJENS, *L'Afrique des Grands Lacs en crise*, Op.cit., 1994, p.67 cité par NSANZE A., *Le Burundi contemporain. L'Etat nation en question*
[196] SEMELIN, *Op.cit.*, p.146
[197] J. NIMUBONA, *Op.cit.*, p.27

dangers à éloigner et non à apprivoiser. Dans ces conditions, le rapatriement signifiait la densification des rangs d'opposants de l'intérieur.

Les leaders politiques tutsi s'en servirent comme épouvantail pour contrer le *péril hutu* qui viendrait des camps extérieurs et ainsi conserver leur pouvoir. Les leaders hutu firent des camps de réfugiés des espaces de communication autour de la problématique des réfugiés en tant que victimes des gouvernements tutsi mais aussi des cadres d'organisation de contre-attaques éventuelles[198].

A cet effet, le gouvernement décréta une amnistie générale de tous les auteurs présumés des crimes commis durant la crise, il accorda une aide publique matérielle et financière à la reconstruction pour la réinstallation des rapatriés. Mais également des garanties de sécurité et de réintégration dans leurs biens. Ceci résultat des négociations entre le HCR, l'OUA, le Rwanda, le Zaïre et le Burundi. Cette commission quadripartite lança en novembre une opération de retour volontaire qui permet en deux mois le retour de la quasi-totalité des réfugiés. En janvier, seul un millier de personnes, refusant d'être rapatrié, demeurait au Rwanda.

En quelques temps, tous les camps se vidèrent. En effet, sur près de 48 000 réfugiés, 42 000 furent rapatriés en moins de deux semaines[199]. Ceci dit, les candidats au retour étaient captivés par l'incitation des autorités locales ; des garanties de la communauté internationale dans l'accompagnement de cette politique de rapatriement ; de la détermination des nouvelles autorités communales ainsi que de la mesure d'amnistier tous les présumés coupables.

Nonobstant, d'aucuns interprétèrent cela comme de la prime aux criminels et un encouragement à recommencer. Le pouvoir de l'époque justifiera tel procédé de fuite en avant pour échapper au piège tendu par le régime Habyarimana.

Celui-là signifia que celui-ci cherchait voies et moyens pour créer un conflit avec le Burundi dans l'espoir de détourner l'opinion sur les problèmes internes de son pays.

IV. Gestion politico-administrative de la crise

La gestion d'une crise se comprend comme une activité opérationnelle c'est-à-dire impliquant le déploiement des moyens humains, civils et militaires et généralement réunis dans une entité appelée mission ou opération et pour une période limitée dans le temps[200].

---

[198] J. NIMUBONA,in Sous la dir. GUICHAOUA A,*Exilés, Réfugiés, déplacés en Afrique central et Orientale, p.221*

[199] SIBOMANA Adrien, Entretien avec *IWACU.* Septembre-Octobre, 2013

[200] Thierry TARDY, *Op.cit*, p.25

En effet, les politiques mises en œuvre dans la gestion d'une crise sont de nature militaire et civile. Dans sa dimension militaire, la gestion de la crise vise à favoriser, par une présence militaire, l'établissement d'un environnement pacifié et à créer des conditions de sécurité permettant à d'autres activités d'ordre politique, économique, social, etc. de prendre place.

Dans sa dimension civile, la gestion de la crise est extrêmement diversifiée et inclut toute activité de nature politique, économique ou sociale pouvant contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité. Elle inclut les activités de police, de renforcement des institutions, l'établissement d'un Etat de droit, la supervision des droits de la personne humaine ainsi que le développement économique[201].

De tout ce qui précède, le rôle multidimensionnel de l'Etat est central. Comme le faisait remarquer si bien E. Mbonirema, ex-administrateur de Marangara, la reconnaissance de l'existence d'une crise est une étape fondamentale dans son traitement.

En effet, les morts de tous bords étaient là. Les dégâts matériels étaient énormes. Il restait à l'Etat de comprendre et d'agir. Mais, quel temps fallait-il pour comprendre afin d'agir ? Quelles étaient les priorités ? Quels étaient les acteurs potentiellement disponibles pour normaliser l'ordre et la sécurité plurielle ? Comment fallait-il s'y prendre face aux interprétations multiples des uns et des autres? Telles étaient les quelques interrogations qu'il fallait répondre.

Les autorités d'alors ne ménageront aucun effort pour rétablir la situation. Plusieurs politiques et stratégies furent essayées et certaines porteront effectivement des fruits. Et selon les dires des autorités d'alors, le gouvernement de la 3ème République privilégiera l'approche démocratique et pacifique des problèmes ethniques "malgré le coup dur qui venait d'être perpétré par les ennemis du pays[202]".

IV.1. Administration spéciale sur les deux communes

Au conseil des ministres du 08 septembre 1988, fut décidé de doter les communes qui venaient d'être secouées par la crise des structures administratives adaptées à la situation créée par les événements. En raison des conditions spécifiques de cette zone, il s'imposait de placer les deux communes sous une même administration pour mieux maîtriser l'évolution de la situation d'ensemble et mieux coordonner la gestion des ressources et des aides.

---

[201] Ibidem, p.26

[202] P. BUYOYA, *Message du 03/ septembre 1988, Anniversaire de la IIIème République*

Le secteur administratif de Ntega-Marangara sera placé sous l'autorité d'un commissaire-chef de secteur Gaston Nteziriba, chargé notamment de l'ordre, de la sécurité, et de la tranquillité. Il était également responsable de l'encadrement des activités politiques, de la supervision et de la coordination de toutes les actions de développement socio-économique menées dans les deux communes en vue de leur réhabilitation. Aussi, le commissaire chef de secteur avait rang de gouverneur.

L'administration spéciale renfermait l'idée de rapprocher directement l'administration de ses bénéficiaires, une philosophie de gouvernance proche des citoyens. En outre, elle visait la décentralisation des structures de gestion des aides pour outrepasser les lourdeurs bureaucratiques des administrations provinciales et étatiques. Enfin, proche de ses usagers, elle permettait à définir les priorités, leur gestion et leur planification, ainsi qu'à comprendre réellement les mobiles exacts de l'insurrection. On note que la gestion du secteur était uniquement administrative, mais politiquement chacune de deux communes restait dans sa province.

IV.1.1. Les priorités à court terme

- En cette période, il était plus qu'impératif de reconstituer l'administration locale provisoire. Cet ancien administratif note que certains administrateurs, ses conseillers, des chefs de zone, de secteur et de colline, etc. étaient morts, d'autres blessés, d'autres encore avaient pris fuite. On n'avait personne à qui s'adresser. Personne ne pouvait rendre compte. Une situation délicate ! Il fallait chercher ainsi des interlocuteurs. "Tel fut l'un des grands obstacles que j'ai rencontré", se rappelle E. Mbonirema.

  Un personnel dépêché par le ministère de l'intérieur en collaboration avec un nombre moins important de rescapés constituait l'administration provisoire de crise. Il a grandement aidé à repérer et identifier tous les lieux de refuge des rescapés, à les sensibiliser pour sortir de leurs cachettes et à les rassembler dans des lieux bien identifiés et bien sécurisés et cela de gré ou de force ! C'est logique qu'il y eût des résistances face à la présence des militaires[203]. L'identification des lieux de regroupement était dictée par l'existence des conditions minimales de vie (proximité des puits d'eau, des abris, habitations de fortune,...ébauche de les faire vivre ensemble. Car ils avaient fui selon leurs tendances ethniques mais évidemment il y avait des Hutu parmi les Tutsi et inversement.

[203] E. MBONIREMA, Idem.

- Il fallait en outre organiser le ravitaillement, car aux environs, il y avait des vivres en nature dans certains ménages, dans les champs et personne n'osait sortir de sa cachette de peur d'être tué. On les escortait vers les endroits et lieux recelant potentiellement de quoi manger pour l'approvisionnement en attendant l'aide. On était en pleine saison sèche, les gens avaient récolté.

- Il s'imposait de secourir les blessés et les malades éparpillés partout et de les acheminer vers les hôpitaux des environs (Kiremba et Kirundo). Il fallait mobiliser les gens à inhumer les morts, appeler les partenaires divers de la santé, de l'hygiène, chercher des désinfectants.

- Bien plus, un encadrement de la population dans les zones de rassemblement ne s'imposait que fondamentalement. Il fallait des messages de paix, de sécurité et d'organisation de l'ordre. Il fallait tranquilliser, dire à la population qu'on est venu pour la paix et donc casser le spectre de la répression militaire.

- Il fallait enfin et à tout prix arrêter le pillage. Administratifs, militaires, hutu, tutsi,...Tout le monde avait le réflexe de piller[204].

Bref, ce comité de crise avait l'urgente mission de définir les besoins prioritaires, les partenaires clés et potentiels[205] dans chaque secteur. Ainsi, chaque bailleur ou bienfaiteur trouvait sur place des équipes prêtes et composites dans chaque secteur d'activité pour collaboration.

IV.1.2. Les priorités à moyen terme

- Après qu'une administration provisoire composée essentiellement de gendarmes et policiers ait été mise en place, on songea à remettre le pouvoir aux civils. Et les zones n'évoluaient pas au même rythme. Les zones de Mugendo dans Ntega et de Marangara dans Marangara (surtout les secteurs Burenge, Ruramba et Rubaya) ont donné du fil à retordre aux « pacificateurs». On buvait certainement de la drogue, pense l'ex-

[204] Ibidem

[205] Il s'agissait essentiellement des autorités administratives, religieuses et d'autres bienfaiteurs étrangers. Parmi ces derniers, l'Unicef sera désigné comme interlocuteur de l'administration agissant au nom de la communauté internationale. Il coordonnait la gestion des aides.

administrateur. Il fallait ainsi trouver parmi les rescapés de tous bords, des modérés qui puissent surmonter le clivage.

- Le regroupement des gens en zones sûres s'imposait et devait se poursuivre. Certains avaient fui dans les marées et vallées d'autres dans les communes environnantes, d'autres (très nombreux) avaient franchi le Rwanda. On devait les faire rentrer pour reprendre la vie.
- La crise a éclaté en pleine saison sèche et la saison culturale s'approchait. Il fallait tout mettre en œuvre pour relancer les activités agricoles. Sécuriser les lieux de labours, disponibiliser les semences, etc. En outre, on pensait faire revivre les services publics et privé anéantis par les événements et animer le commerce mis à genoux par l'incendie ou les pillages.
- La saison des pluies étant toute proche, il fallait songer à reconstruire les maisons sinistrées, mettre en place des habitations de fortune pour pouvoir abriter les sinistrés et ainsi permettre aux écoliers de vivre une vie qui vaille la peine d'être vécue. L'ouverture de l'année scolaire se profilait à l'horizon, on devait songer à réouvrir les écoles et sensibiliser les enfants et à plus forte raison les parents à les enrôler; à apprêter les enseignants ou le matériel scolaire.

IV. 1. 3. Les priorités à long terme

A une année de la crise, le programme de couvrir les besoins élémentaires des populations sinistrées, de réinstauration de la confiance et de la paix par un encadrement politique soutenu devait céder le pas à des actions de consolidation économique et sociale, permettant le plein épanouissement de toutes les couches de la population.

L'optique contenue dans ce plan d'action[206] était d'accélérer le développement des communes de Ntega et Marangara qui étaient à maints égards en retard par rapport à la plupart des autres communes du pays.

- ✓ Mettre sur les rails l'administration communale et inciter les fonctionnaires de rendre compte ; élaboration d'un programme annuel de développement communal (avec le concours de l'administrateur et de tous les techniciens œuvrant dans la commune) ; associer la population à la sauvegarde de la paix et faire d'elle un véritable allié des autorités locales et des forces de l'ordre dans le maintien de l'ordre ; rapprocher la justice

[206] *Plan d'action du secteur NTEGA-MARANGARA période de septembre 1989 à Juin* 1990. Archives consultées en commune Marangara

des nécessiteux en multipliant les descentes des juges sur terrain ; renforcer les capacités d'accueil des centres de santé existants au niveau sanitaire et envisager de construire d'autres (deux à Ntega et un à Marangara).

- ✓ Un accent particulier a été mis sur le domaine de l'enseignement. Le financement conjoint de l'UNICEF-HCR, a permis de réhabiliter et équiper 21 écoles, et pour quelques-unes d'elles, des homes pour enseignants.

  Ainsi, une lutte sans merci contre les désertions et abandons scolaires a été engagée. On notera également la construction de deux centres socio-éducatifs et ateliers promis par le Président lors de sa visite effectuée le 12 août 1989. Aujourd'hui, ces bâtiments abritent des bureaux divers ou positions militaires et n'ont d'ateliers que de nom.

- ✓ Autre élément qu'on envisageait à mettre en œuvre était de promouvoir les groupes les plus démunis en l'occurrence les veuves (estimées à 4 056 dans tout le secteur) et orphelins (pas de chiffre exact) : succession, amélioration de leurs habitats et l'éducation de leurs enfants. Les Batwa et les réfugiés rwandais étaient également visés.

- ✓ Dans le volet économique, l'attention a été mise sur la création et le renforcement des réseaux de mise à disposition des intrants agricoles et des semences sélectionnées avec l'appui des donateurs. En outre, on a relancé le petit élevage en vue de reconstituer le bétail décimé à plus de 70% pendant les événements (poules, chèvres, porcs, etc.)[207]; de reconstituer les boisements incendiés surtout en commune Marangara.
  Les centres de négoce avaient été pillés, les commerçants ainsi dépouillés ne pouvaient pas rembourser les crédits bancaires contractés. Face à ce problème, les services de banque ont facilité les commerçants à l'accès à des petits crédits et à des conditions de remboursement très souples. Et enfin, on prévoyait la construction des voies de communication
- ✓ Enfin, le rapatriement était la grande préoccupation des nouvelles autorités du haut comme du bas niveau. En effet, près de la moitié avait quitté la région. Une grande partie était au Rwanda. Les diverses autorités s'investirent pour gagner le pari. Par des mesures incitatives notamment *l'amnistie*, la réinstallation dans leurs biens, de la nomination des *nouvelles autorités* qui inspiraient confiance, etc. Elles parviennent à rapatrier la quasi-totalité des réfugiés.

---

[207] Ibidem

L'administration spéciale a été subdivisée en deux phases[208] : la première phase coïncidait avec l'opération d'aide d'urgence aux populations sinistrées et une deuxième phase relative à la consolidation des acquis de la première. En effet, la première avait commencé le 17 août 1988 jusqu'au 12 août 1989, date à laquelle le Président Buyoya a effectué une visite dans le secteur administratif de Ntega-Marangara.

Pour conclure, comme les deux communes Ntega et Marangara n'ont pas été touché de la même façon, elles n'ont pas connu également une même évolution politico-sécuritaire après la crise. Manifestement, la commune Ntega a connu un certain retard. En effet, cet état de fait était dû au fait que, d'abord certains réfugiés partis au Rwanda n'avaient pas encore regagné leurs domiciles et disait-on, continuaient à entretenir un climat de peur et de suspicion dans leurs collines d'origine.

Ensuite, c'est plus à Ntega qu'à Marangara où le manque du personnel administratif communal et technique était criant, défiant ainsi certains efforts. Sur ce point, on note que l'administrateur de Ntega (Zacharie Rukemampunzi a été emporté par la crise). Pire encore, un militaire dépêché comme administrateur dans le chaud des événements n'a pas non plus fait long feu. On attendra jusqu'au 25 octobre 1988 pour avoir Léopold Ntahompagaze comme nouvel administrateur.

Enfin, il reste à vérifier si l'efficacité des autorités d'après crise dans la commune Ntega n'a pas été étouffée par les tempéraments et les traits de caractère des habitants de Ntega et non ceux de Marangara.

Parallèlement à ces réalisations « vaguement appréciées et plus ou moins réussies », des obstacles dans la gestion de cette crise n'ont pas manqué. Ils étaient essentiellement liés aux compréhensions et interprétations différentes de ces événements par les différents acteurs : hiérarchie politico-administrative, églises, parmi les militaires et les ONG. Régnait toujours une suspicion entre les Tutsi et les Hutu ; entre les Hutu et les militaires.

Enfin en effet, la collaboration entre ces partenaires si bien qu'elle a atteint ses objectifs, elle a été ponctuée d'embûches, et certains de ces partenaires fustigeaient notamment : une distribution des aides fléchée aux Tutsi seulement ; la reconstruction des maisons pour les Tutsi, celles des Hutu étant reconstruites après le calendrier fixé ; des Hutu revenus du Rwanda mais qui y retournent faute d'assistance, des blessés hutu non soignés ou mal soignés

[208] *Compte rendu d'une réunion,* Archives consultées le 07/10/2015 dans la commune Marangara.

dans certains hôpitaux, des Tutsi non assistés à la mesure de l'horreur subie, des Hutu secourus alors qu'ils venaient de commettre l'irréparable, etc. Bref, les extrémistes de tous bords ont recouru à une 'concurrence victimaire' acharnée[209].

IV. 2. Mobilisation généralisée de l'armée

En vue de contrer toute avancée de la violence dans d'autres communes environnantes, les autorités de la 3ème République ont dépêché des contingents militaires dans les deux communes. Le président Buyoya reconnaît la souplesse de son gouvernement: « *Tout le monde avait en tête le spectre de 1972* » car les Hutu comme les Tutsi avaient peur d'être massacrés. Conscient des dangers qui guettaient le pays, « *je prenais des mesures qui s'imposent pour arrêter les massacres. Si le pouvoir n'était pas intervenu à temps, le pays aurait été embrasé. Je ne sais pas où nous en serions aujourd'hui* ». Et de se réjouir d'avoir échappé au piège. A ceux qui disent que l'intervention de l'armée était disproportionnée, il leur répond qu'*il est difficile de mesurer les proportions : « Nous avons limité les dégâts*[210].»

IV. 3. Amnistie accordée aux présumés bourreaux

En amorçant la politique de l'unité nationale et de réconciliation que la 3ème République prônait, les présumés coupables de la crise de Ntega-Marangara en août 1988 bénéficièrent d'une amnistie de façon la plus générale possible:

> «*Transcendant les passions et les sentiments qui en d'autres temps auraient poussé à une sévère répression des frères égarés, les autorités de la 3èmeRépublique ont offert à ceux qui avaient trempé dans les événements de s'amender et aux réfugiés de regagner tranquillement leur patrie*[211] ».

Pourtant, le président Buyoya et son gouvernement avait promis que les coupables directement ou indirectement liés aux événements seront sévèrement punis. Répondant à une question de la presse sur la question des sanctions qui les attend, le président Buyoya répliqua:

> " *Il y a une commission d'enquête qui est mise sur pied qui établira les responsabilités et les responsables seront traduits devant les cours et tribunaux(...) et seront sanctionnés selon la loi burundaise. (...) Ce que nous*

[209] MBONIREMA, E., Entretien du 22/10/2015, à Marangara
[210] P. BUYOYA, in *Projet Medias, Mémoire, Histoire*, 2014.
[211] *Rapport de la Commission Nationale chargée d'étudier la question de l'Unité Nationale*, p.113

avons dit est que les responsables seront sévèrement sanctionnés. La sanction sera à la hauteur des forfaits commis[212]".

Ainsi, le cabinet du président, par le *décret-loi n°1/034/90 du 30 août 1990 portant mesure d'amnistie en faveur des prévenus ou condamnés de certaines infractions*, et attendu (...) que le régime de la IIIème République est résolument engagée dans une politique de réconciliation de toutes les composantes de la société burundaise (...) et que pour renforcer davantage cette politique d'Unité nationale, il convient de donner à certains citoyens égarés la chance de participer à cette œuvre commune (...) et sur proposition du ministre de la justice et après délibération du conseil des ministres, décrète : Article 1 : « *sont amnistiés les auteurs, coauteurs, ou complices d'infractions commises à l'occasion des événements survenus dans les communes de Ntega et Marangara en août 1988*» ; (...)

Certains observateurs critiquaient voire se moquaient de Buyoya en lui disant que c'est une honte de remercier ceux qui ont commis le crime de sang. Ces mêmes critiques s'accordent sur le fait que l'octroi de l'amnistie de manière générale sans enquêtes, sans jugement, sans demande de pardon de la part des criminels présumés, a contribué à criminaliser tous les réfugiés et à installer la culture de l'impunité au Burundi. C'était dans la logique de régler une question essentiellement humanitaire et non pour trouver des solutions durables aux problèmes posés par le soulèvement, pense un analyste[213].
Pour anecdote, il y aurait eu des femmes qui, après avoir obtenu une maison et des chèvres auraient demandé à Buyoya de leur donner des maris puisque les leurs avaient été tués.

Bien plus, comme le pense G. Birantamije[214], l'entente issue des situations conflictuelles comme celles que le pays avait déjà traversées dans le passé échappe souvent à la logique punitive en privilégiant le consensus politique. Le Burundi rééditait ainsi ce genre de compromis qui érige *la paix contre la justice* pour reprendre l'ouvrage de Pierre HAZAN.

---

[212] Interview du Président Buyoya le 25/08/1988 aux journalistes, à Bujumbura
[213] NIMUBONA J., In GUICHAOUA, *Op.cit*, p. 227
[214] Hebdomadaire Iwacu n° 345

IV.4. Le rôle des acteurs-tiers :

IV.4.1. L'Eglise catholique

L'Eglise catholique est l'une de celles qui ont été aux côtés des habitants des communes secouées par la crise. Elle a été associée dès le début jusqu'à la réinstallation effective des sinistrés dans leurs biens. Bien avant le déclenchement, Mgr S. Kaburungu, évêque du diocèse de Ngozi à l'époque, se rendra à plusieurs reprises à Marangara (paroisse de son ressort) pour apaiser les tensions et non sans peine, il obtiendra une accalmie de quelques semaines.

En guise de rappel, le curé de Murehe (Marangara), l'abbé Libère Nahumuremyi, qui dit-on était parti à Bujumbura pour ravitailler sa paroisse en matériel scolaire pour le catéchuménat, ne retournera plus. Il était la cible des militaires qui l'accusaient d'être de mèche avec les insurgés. Mgr Kaburungu était là le jour du déclenchement des massacres, soit le 15 août.

Parallèlement à Ntega, le curé (Siméon Gatama) était lui aussi parti avant en Tanzanie. Restait son second. Contrairement à Marangara, des scènes macabres se sont déroulées aux gens qui avaient trouvé refuge dans les enceintes de la paroisse Ntega. Il est dit que certains "frères" et "sœurs" auraient été complices.

Au niveau national, juste après la tragédie, « la conférence épiscopale s'est vite retirée en conclave à Muyinga, pour faire l'état de la situation et se convenir sur un message unique, d'apaisement, à adresser aux fidèles et à toute la population[215] ». La tâche ne leur sera pas facile. Les sensibilités sont heurtées. « Les évêques sont des burundais !

Ils ont leur appartenance ethnique ». Le point central du consensus est convenu: « *que tout ce qui se passe et se revendique, se fasse sans effusion de sang*[216] ».

L'action de l'Eglise catholique s'est également remarquée dans les actions de l'ONG Caritas notamment en faveur des orphelins, des veuves, la mise en place des cantines scolaires, l'encadrement socio-culturel, les habits, les vivres, etc.

---

[215]Mgr Stanislas KABURUNGU, Entretien avec IWACU Octobre - Novembre, 2013

[216]Message des évêques catholiques du Burundi du 25 août 1988 in J.P. Chrétien, A. Guichaoua, G. Le Jeune, *La crise d'août 1988 au Burundi*, Editions AFERA, Paris, 1989, p.188

IV.4. 2. Les médias locaux

La presse locale, véritable Etat-major de la parole gouvernementale, a consacré plusieurs émissions et éditions sur ce qui se passait dans les deux communes du nord-est du pays. Cette crise de 1988 a occupé énormément les médias nationaux. Ils ont considérablement sensibilisé les citoyens burundais à secourir les sinistrés de ces communes en vivres et en habits. La version officielle des faits contrastait vivement avec celle de la presse internationale qui, dit-on, avait trempé dans le « sensationnalisme journalistique[217] ». Elle a contribué à diffuser les réalisations qui s'opéraient sur place et à sensibiliser les réticents à regagner leurs domiciles.

IV.4. 3. La communauté internationale

Tous les témoins de près ou de loin de cette crise sont unanimes, les pays de la communauté internationale sont restés au chevet de la population sinistrée pendant et après la crise. Elle a été un acteur-clé et un partenaire décisif dans ces moments difficiles[218]. Elle a assisté dans la reconstruction des maisons brûlées ; en médicaments, en vivres, en inhumation des cadavres, en distribuant des semences et spécialement dans le rapatriement des réfugiés se trouvant au Rwanda.

Au nom de cette communauté, c'est l'UNICEF qui est devenu l'interlocuteur du comité de crise dans le but de faciliter la coordination des aides et leur acheminement sur terrain. Il s'agissait d'un mode d'organisation et de supervision pour plus d'efficacité. Il agissait pour son compte et pour le compte: de la Croix-Rouge Internationale, du PNUD, du HCR, du PAM, etc. Bilatéralement, des pays étrangers assistèrent également les habitants de Ntega et de Marangara en aides diverses pendant une période de six mois tout au moins.

IV.4. 4. Emmanuel MBONIREMA, « le mixeur » de Marangara

Certains habitants de Marangara l'appellent le « rassembleur », d'autres le « stabilisateur » et d'autres aillent au-delà, « le 'Dieu' de Marangara ». Dépêché par le ministère de l'Intérieur pour lequel il prestait afin de constater ce qui se passait à Ntega et à Marangara, il arrive sur le champ de tueries dans la fraîcheur des événements.

La tâche n'était pas du tout facile, loin de là ! Jeune Lieutenant, il fut nommé dans la foulée administrateur de Marangara. Il ne tarda pas à imposer le rythme à sa commune. Entre autres

---

[217] *Rapport de la Commission Nationale chargée d'étudier la Question de l'Unité Nationale*, Op.cit., p149

[218] NAHIMANA Augustin, ex-commerçant de Ntega, Entretien du 10/10/2015

missions urgentes : reconstituer l'administration, secourir les blessés agonisants ; retirer les fugitifs des marées, vallées et buissons pour les rassembler dans des zones identifiées et bien sécurisées, arrêter les pillages. "*Il tempéra le venin de division ethnique entre Hutu-Tutsi*[219]. En cette période où *personne ne consolait personne*[220]", lui s'est montré le *grand consolateur, toujours proche de ses administrés dans des visites permanentes, il était une véritable pierre angulaire entre les composantes sociales*[221].

Lui-même avoue la délicatesse de sa tâche mais reconnaît que Dieu a fait qu'il ait des attitudes appréciables par la population :

> « *Je posais des actes justes et corrects ; j'associais tout le monde dans les prises de décision, sans distinction aucune pour l'équilibre social; je n'avais pas de penchant en cassant des différends opposants militaires et population, Hutu et Tutsi ; la bonne gouvernance était mon mode d'administration notamment dans la gestion administrative; une transparence dans la planification du développement avec une approche participative, la remise en toute transparence des biens pillés puis saisis*[222]».

Cependant, poursuit l'ancien administrateur, j'avais des problèmes avec ceux qui pensaient encore que : « *Ikiza kitaguhitanye, kiguhitaniza*». Littéralement l'équivalent de: celui qui n'est pas emporté par la crise, s'enrichit des biens de ceux qui sont morts. Ceux-ci étaient partout ! Il y avait toujours la peur, la suspicion, certaines bavures des militaires, l'influence des réfugiés au Rwanda ainsi que la présence des maladies.

Bref, tant d'éloges lui sont adressées: C'est lui, qui a stoppé les tueries ; il distribua équitablement l'aide ;il inspirait confiance, même les réfugiés après avoir appris sa présences ont vite retourné ;il faisait un pouvoir léger sans lourdeurs bureaucratiques ; il rétablissait dans leurs biens et droits ceux qui avaient fui ; il était animé d'un très haut sens de la justice, sans parti pris ethnique ;il avait beaucoup de projets de développement pour la commune (écoles, centres de santé, routes,...) ; il était incorruptible ;

---

[219] NGENDAHAYO Cyprien, Entretien du 07/10/2015, à Marangara

[220] BARANYIZIGIYE Anastasie, femme twa ayant perdu trois enfants tués par les militaires à Burenge. Entretien du 06/10/2015, à Marangara

[221] BANKANIYE Anésie, enseignante du primaire depuis 1971 en commune Marangara. Entretien du 04/10/2015,

[222] ENTRETIEN du 22/10/2015, à Bujumbura

Il s'est placé au-dessus de la mêlée. S'il était resté, Marangara serait un eldorado. En un mot, *il était juste et strict*[223], *un homme qu'il faut dans un temps qu'il fallait*[224]. *Virtus* et *Fortuna* étaient à lui. Arrivé dans la deuxième semaine après le déclenchement, il partira avec les élections de juin 1993 et il était non originaire de la commune encore moins de la région ! Un homme politique vaut pour ce qu'il fait et non pour ce qu'il est, dit-on.

Anecdote : Lors du vote référendaire de la Charte de l'Unité, Marangara aura 91% contre 17% à Ntega !

[223] Focus Group du 08/10/2015 à Marangara
[224] Ibidem

CHAPITRE III : LA TRAGEDIE DE 1988 ET LA NAISSANCE D'UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POLITIQUE

La crise de Ntega-Marangara constitue un tournant capital dans la façon de considérer les questions politiques particulièrement dans leur dimension ethnique. Bien que circonscrite dans l'espace (et dans le temps) et du moins pour les tueries massives, cette crise d'août 1988 a provoqué une secousse nationale[225]. Le régime Buyoya enclenchera une dynamique politique sans précédent, une phase de décroissance des régimes typiquement militaires à parti unique pour une ouverture à un pluralisme politique. Même si on était encore loin d'une démocratie pluraliste, le verrouillage de l'espace politique encadré dans le parti unique commença à éclater. Une *décompression autoritaire* s'accomplit.

Entre 1988 et 1993, le Burundi vécut une intense activité politique comme il n'en avait jamais connu auparavant. En effet, après ce que les Burundais ont qualifié pudiquement d' « événements » de Ntega-Marangara, le régime du président Buyoya engagea un *débat national sur la question de l'unité nationale*, opéra des réaménagements institutionnels importants, enclencha un processus de *démocratisation des institutions* et *de la vie publique.*
En réalité, en raison des pressions internes et externes, la dynamique semblait s'imposer au pouvoir qui choisit alors de se l'approprier, de la contrôler afin d'en tirer le maximum de crédit en termes de légitimité aux yeux de l'opinion nationale et internationale. Pour le régime de la 3ème République, 'Ntega-Marangara' était une parenthèse non close :

> « *La question de l'unité nationale était une priorité absolue à notre démarche politique. Celle-ci devait trancher d'avec le passé. Si la question de l'unité nationale s'est posée et (se pose encore) au peuple burundais, il ne fallait pas le constater seulement et croiser les bras, il fallait l'affronter avec courage et détermination*[226] ».

Et Buyoya de se convaincre : « *Pour moi, la question de l'unité nationale est la voie de solution au conflit burundais* ».
En effet, le dialogue et la concertation, érigés en méthodes de gouvernement ont ouvert une brèche de confiance entre les familles politico-ethniques protagonistes et une animation politique quotidienne.

---

[225] *OAG,* E. NTAKARUTIMANA, *Les consultations nationales au Burundi*, février 2009, p. 42-43
[226] P. BUYOYA, *Op.cit*, p.85

Cette intense activité politique entamée avec la crise du nord du pays déboucha sur des décisions politiques majeures dont : (Commission chargée d'étudier la question de l'Unité ; Gouvernement ethniquement paritaire ; Commission chargée de la démocratisation des institutions et de la vie politique ; etc.).

Cependant, comme le dira l'archevêque de Gitega, Simon Ntamwana :

> *"Toutes ces décisions ou mesures auront la limite d'être macro-structurelles, n'affectant que, surtout et directement les structures supérieures de la société. Même si elles pouvaient influencer la base, elles sont restées dans les sphères supérieures de la société*[227]".

Ainsi, en tentant de faire coïncider le pays légal au pays réel, le président Buyoya, aux yeux de certains, apparaît comme le champion de réconciliation nationale. Toutefois, plusieurs critiques et menaces politiques assaillent son régime:

L'opposition hutu (Palipehutu) fustigea les mesures de décrispation en les qualifiant de la *poudre aux yeux* pour faire endormir ses revendications ou des mesures insidieuses qui ne servent qu'à répondre à la réprobation générale émanant de la communauté internationale et à récupérer la sympathie des bailleurs de fonds étrangers[228]. Plus encore, le président trompe toujours l'opinion en nommant quelques Hutu symboliques (Hutu de service, de décor), aux postes voyants (secondaires) alors que les Hutu restent l'objet de discrimination[229].

Ainsi, l'opposition hutu n'a jamais cru en la politique de l'unité. En campagne électorale de 1993, les membres militants du Frodebu chantaient que cette unité n'était que leurre : *"Kari akarimi"* !

Pour les extrémistes tutsi, il ne fallait pas attribuer des postes aux « génocidaires », il ne fallait pas amenuiser le gâteau où tous les échelons de l'Etat seront occupés par un « ramassis d'intégristes hutu », et surtout l'armée, leur chasse gardée.

Ils clamaient que le président vend le pays aux Hutu[230]. Mais le président Buyoya assurera que ces préjugés ethno-politiques ne le décourageaient pas du tout. Il en avait fait une "véritable religion" selon l'expression du constitutionnaliste belge F. Reyntjens, une "religiothérapie" pour reprendre le sous-titre du livre de M. Mbonimpa!

---

[227] Simon NTAMWANA, *Soyons les serviteurs de la vie*, Entretiens avec Antoine KABURAHE, Le roseau vert, 2005, p.87

[228] GAHUTU Remi, *Conférence de presse*, Bruxelles, 3 novembre 1988

[229] Le Témoin Nyabusorongo, article non daté

[230] Le Carrefour des idées, fin 1989

On pourrait dire enfin que, sur quelques plans, la crise de Ntega-Marangara a été transformative voire productive.

III.1. Commission Nationale chargée d'étudier la Question de l'Unité Nationale

Parmi les fléaux qui ont déchiré le tissu de l'unité nationale dans les trente dernières années figurait d'abord la question ethnique. A cela se sont ajoutées d'autres formes de divisions basées sur les régions, les clans, et autres formes négatives de solidarité qui n'en étaient pas moins comme le ver dans le fruit de l'unité nationale même s'ils n'ont pas, comme la question ethnique, encore plongé le pays dans le désarroi.

Le manque de traitement politique, juridique et social des événements sanglants ayant marqué le Burundi depuis son indépendance surtout ceux de 1972 avait conduit à des blessures historiques profondes dont la mémoire a été chaque fois réinterprétée au service du présent. Le climat de haine et de discrimination à forte tendance ethnique n'avait jamais fait objet de débat public par les gouvernements qui se sont succédé pour connaître la vérité et trouver les solutions appropriées.

Selon A. Guichaoua :

> « *Même l'accalmie ethnique sous la 2ème République n'était qu'illusoire : elle ne reposait que sur les efforts d'encadrement du parti unique, du contrôle policier de l'administration et d'une situation régionale paisible*[231] ».

La crise de 1988 servira d'ébauche. En effet, les 'événements d'août 1988', bousculèrent la vie politique nationale. Une série de mesures de grande envergure modifièrent le paysage politique burundais. C'est dans cet ordre d'idées qu'une commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale fut créée (le 4 0ctobre 1988).

Elle était composée de 24 personnalités ethniquement paritaires. Selon certains analystes[232],le problème de la Commission n'était pas monoethnique ou monopartisan mais celui lié sur les critères 'non neutres' de choix des membres. Ainsi, la composition de cette commission portait en elle-même les éléments de blocage. L'indépendance du travail de cette commission était donc suffisamment encadrée.

---

[231] A. GUICHAOUA,(dir.), *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994), p .27*

[232] E. NTAKARUTIMANA, *Les consultations nationales au Burundi: Expériences acquises, défis et stratégies pour la mise en place des mécanismes de Justice Transitionnelle,* **OAG,** Bujumbura, février 2009, p. 47

Elle aura pour mandat d'aborder tous les contours de la problématique de l'unité, de mener des investigations poussées sur l'unité, de ses fondements historiques et socio-culturels, de dégager son évolution, les raisons et les manifestations des divisions qui la contrecarrent afin de guérir le mal burundais[233].

Ainsi dans son discours, le 6 Octobre 1988, du lancement des travaux de cette commission, Buyoya lui précisa son mandat:

> « *Nous attendons donc de vous une réflexion approfondie sur la question de l'unité des Burundais dans ses fondements historiques et socio culturels, de dégager son évolution, les raisons et les manifestations des divisions qui la contrecarrent afin de proposer des solutions pour le renforcer. Vous procèderez de façon réaliste et prendrez en compte les données socio-politiques actuelles de notre pays. Vous vous prononcerez clairement sur les travers qui minent constamment l'unité nationale tels que les extrémismes de toute nature et l'idéologie de la violence*" ».

Buyoya se montrera plus que déterminé à aller de l'avant pour réconcilier son peuple avec lui-même: "(...) *la question de l'unité nationale constitue une préoccupation majeure de notre peuple et une priorité absolue de notre démarche politique. (...) Nous interpellons tous et chacun de se défaire définitivement de ces attitudes qui nous entraînent dans le piège de la division*". Et de préciser encore dans un message donné aux cadres et agents de l'Etat relatif à l'œuvre de construction et de consolidation de l'unité nationale:

> "*Notre politique d'unité nationale se veut engagée et révolutionnaire. Elle doit trancher d'avec le passé. La question de l'unité nationale s'est posée et se pose encore au peuple burundais. Il serait irresponsable de le constater et de croiser les bras. Nous avons opté de l'affronter courageusement et avec détermination*"[234].

Néanmoins, ce concept de l'unité était loin de requérir l'unanimité au sein de la famille politique burundaise : "l'unité nationale point de départ ou point d'arrivée ?" Pour le pouvoir en place, elle était synonyme de paix et de sécurité publique, donc un moyen pour atteindre rapidement la démocratie. Pour l'opposition (Palipehutu surtout), elle résulterait tout naturellement d'une politique de justice sociale.

---

[233] *Renouveau du Burundi* du 28 mai 1993

[234] *Appel de Kiriri*, lors de la visite du Président de la République au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Bujumbura, 1988, p.44 in *Enjeux nationaux et dynamiques régionales, op.cit.* p. 89

Cette opposition interprètera d'ailleurs toutes les mesures initiées par Buyoya de "réformettes" et la nomination de cette commission, de fuite en avant du Comité Militaire de Salut National[235] et du Parti Uprona pour contrecarrer la venue d'une commission indépendante d'enquête internationale sur les massacres de Ntega et Marangara[236]. Plus encore, malgré toute une panoplie de symboles et de mesures, derrière ces réalisations, *il y avait mauvaise foi, un trompe-l'œil, une leurre d'unité, la suite le démontre*, conclut cette opposition.

III. 2. Les symboles physiques de l'unité

Au cours de ses travaux, la Commission chargée d'étudier la question de l'unité nationale a estimé qu'il serait plus qu'utile de matérialiser par une symbolique appropriée l'idéal de l'unité nationale. Cette symbolique consistait en un ensemble de faits, gestes, places, édifices et objets divers. Cet arsenal de symboles, selon les membres de ladite Commission, *permettrait et donnerait l'occasion au peuple burundais individuellement ou collectivement d'extérioriser leur attachement à l'idéal de l'unité nationale*[237]

III.2.1. Charte de l'Unité

Etant un acte fondateur d'un pays réconcilié avec lui-même, la Charte a été une déclaration morale et politique. Sans toutefois avoir une valeur juridique, elle a engagé politiquement et moralement le Burundi. Ceci transparaît ainsi:

> "Vu que *le Burundi a donc été un patrimoine commun de tous les Barundi sans distinction d'ethnies ni de clans* et que de plus *le peuple burundais avait toujours vécu en parfaite symbiose, matérialisée par le voisinage, la solidarité et les alliances matrimoniales exemptes de clivages ethniques ou autres.* (Charte de l'unité nationale, Titre 1).

La Charte venait en quelque sorte pour effacer le discrédit jeté sur le pays par les crises cycliques de violence à caractère identitaire et qui en ont terni l'image.

Considérant ainsi que la consolidation de l'unité nationale requiert une stratégie particulière, la Commission chargée d'étudier la question de l'unité nationale recommanda que le pays soit doté d'une Charte de l'Unité Nationale.

---

[235] Ce comité était l'organe suprême d'orientation des différentes politiques du pays et dans tous les domaines. Il jouait le rôle du comité central du Parti jusque en décembre 1990, date du congrès l'extraordinaire élargi du Parti

[236] A. NSANZE, *Le Burundi contemporain. L'Etat-nation en question (1956-2002)*,L'Harmattan, 2003, p.252

[237] République du Burundi, *Rapport de la Commission nationale chargée d'étudier la question de l'Unité nationale,* Bujumbura, Avril 1989, p.180

Selon les autorités de la IIIème République, cette Charte serait *une sorte de pacte que les burundais scelleraient entre eux-mêmes pour consolider à jamais leur unité*[238].
Elle tracerait un cadre et un idéal (proclamation de foi et engagement solennels), un code de conduite et un guide de vie (droits et devoirs de chaque citoyen) qui inspireraient toutes les actions tant sociales que politiques en vue d'une cohésion nationale pérenne.

L'idéal de l'unité était avant tout le leitmotiv dans cette Charte. Toute la vie nationale devait s'organiser à ce *qu'aucun parti politique, aucune association, aucune religion, aucune institution de quelque nature que ce soit ne peut être admis au Burundi s'il n'est pas conforme à l'idéal de l'unité* (Charte de l'unité, Titre 4).
En effet, la Charte de l'unité a été mentionnée dans cinq articles de la constitution de 1992 notamment ceux qui concernent : les partis politiques; les candidats aux élections; les élections législatives; la prestation de serment ou la haute trahison du président de la République.

Nonobstant, le statut de cette charte posait un problème constitutionnel important[239]: son statut par rapport à la constitution. Cette dernière était muette à sa révision et la Charte elle-même se dit 'irrévocable', " *Aucun régime, aucune institution, aucune loi, aucune disposition de quelque nature que ce soit n'est habilité à l'abroger ni à s'y soustraire"*(Charte de l'unité, dispositions finales).Le texte est donc arrêté une fois pour toutes et rendu inamendable et inviolable: *Tout Murundi, présent ou à venir qui ira à l'encontre de la présente Charte se sera rendu coupable d'un acte de trahison à l'endroit de la Nation et du peuple burundais* (Charte de l'unité, dispositions finales).

L'opposition politique radicale de l'époque n'y croira pas, plutôt dira de la Charte qu'elle semble à une *'déclaration d'amour'* et qu'elle est toujours fêtée malgré eux! A mon avis, elle fustigeait non le texte mais l'initiateur et son régime. Le texte en soi avait et/ou a une valeur éthico-fonctionnaliste sans commune mesure au regard de l'histoire du pays ponctuée de dates de sang entres les " ethnies". Préparée par la Commission chargée d'étudier la question de l'unité nationale et soumise à un large débat, la Charte de l'unité nationale fut adoptée par référendum le 5 février 1991.Elle fut adoptée par le décret-loi n°1/002 du 9 février 1991.

---

[238] Ibidem, p.179
[239] Filip REYNTJENS, "L'ingénierie de l'unité nationale. Quelques singularités de la constitution burundaise de1992", p.145 in *Politique africaine* n°55, Octobre 1992

La Charte a été votée à 89,21%. La première province à approuver la Charte a été *Cankuzo* (98,33%) contre *Bujumbura Rural,* la dernière avec 62,08%. On notera enfin que les deux communes ayant enclenché cette dynamique par des massacres amplement circonscrits, offrent des chiffres discriminés dans l'adoption de la Charte. *Marangara* aura 91% contre 17% de *Ntega.*

Diverses explications à propos de ces chiffres de ces deux communes sont avancées. Certains parlent d'un trucage électoral. En effet, apprend-on, la majorité des électeurs de la composante ethnique Hutu ont voté contre cette Charte.

On pouvait trouver dans les urnes: balles de fusils, du chiendent (*urwiri*), de morceaux de papiers sur lesquels était dessiné un soldat tirant sur les gens, etc. Bien plus, selon certaines sources, le Palipehutu avait continué son action contre le pouvoir de l'époque jusqu'à intimider les électeurs afin de voter contre. Ces membres auraient d'ailleurs violenté les membres des bureaux de vote essentiellement en commune Ntega.

La situation serait la même dans toutes les deux communes et dans pas mal d'autres. *Seulement,* confie un ancien administrateur de Ntega, *chez nous on n'a pas triché. J'ai dit à la population: faites ce que vous voulez! Votez bon vous semble! On a sincèrement compté le oui et le non. Voilà le résultat (17%). Tandis qu'à Marangara,* poursuit l'administrateur, *on a transvasé les urnes pour avoir un tel score! J'ai des preuves*! *Buyoya a triché pour ses succès!* Mais, sur ce point Mgr S. Kaburungu ne l'entend pas de cette oreille: "*Même si je n'étais pas dans son intimité, le président Buyoya y croyait. A voir son empressement, sa détermination à casser le tabou, à briser le mythe, il est clair qu'il y croyait, j'en suis convaincu!*"[240]. Ce dernier est soutenu par Pie Ntiyankundiye, président de la Commission électorale sur le referendum de la Charte en 1991 :

> « *Il n'y a pas eu tricherie ou trucage électoral. C'est faux et archifaux ! La population a voté ce qu'elle savait très bien car on avait organisé des colloques sur tout le territoire national en vue de sa vulgarisation par des campagnes d'explication. Et d'ailleurs, je ne vois pas les raisons qui pouvaient motiver cette tricherie puisqu'à la division, il fallait l'Unité* »[241].

[240] Mgr Stanislas KABURUNGU était membre de la commission chargée d'étudier la question de l'Unité nationale, Entretien du 10/02/2016 à Busiga

[241] Pie NTIYANKUNDIYE, Entretien du 16/03/2016, à Bujumbura.

III.2. 2. Monument de l'Unité

Au niveau national et local, le régime de la III^{ème} République érigera des monuments et places de l'unité. Toutes les communes se dotèrent de ces infrastructures de l'unité. Mais aussi ces places de l'unité ont été érigées au sein des établissements secondaires et universitaires et même au sein des camps militaires. Celle construite au niveau national a été érigée sur le mont Vugizo, probablement pour une visibilité à l'ensemble de la mairie. Ce monument n'est pas non plus éloigné du mausolée du prince Louis Rwagasore, symbole par excellence de l'Unité. Il s'agit d'un grand monument construit comme un fagot de bois sur lequel est gravé « *Dusenyere kumugozi umwe* » : littéralement, « Agissons ensemble ».
Et l'union fera la force. Ces monuments et places de l'unité auraient ce rôle, selon les vœux des autorités, d'être des endroits ou le peuple pourrait se recueillir et exprimer son attachement à l'unité.

III.2.3. Un Hymne et un Drapeau de l'Unité

Cet hymne de l'unité serait une chanson popularisée, véhiculant les idées- forces sur lesquelles se fonde la doctrine nationale de l'unité. Cet hymne de l'Unité nationale fut composé et devait être chanté au début et à la fin de toutes les manifestations publiques. Il a trois parties et un refrain. En bref, cet hymne élève au rang de fondement des relations solides longtemps tissées par nos ancêtres. Il souligne la sacralité de la vie et commande à tout un chacun un combat acharné contre l'exclusion de tout genre. Il met en évidence l'inaliénabilité et l'inviolabilité des valeurs fondamentales dont l'Unité. Il prêche ainsi de veiller à sa pérennité.
De même, un drapeau de l'unité sera créé et mis côte à côte avec le drapeau national dans plusieurs places publiques. De couleur verte avec un fond jaune entourant le fagot de bois(en blanc), symbole de l'unité.

III.2. 4. Journée et Ordre national de l'Unité

Comme le proposait la Commission, l'instauration d'une journée nationale dédiée au thème de l'unité serait l'occasion de mobiliser le peuple pour réfléchir et s'engager dans la voie de l'unité, à travers des manifestations officielles à caractère national. Elle sera célébrée chaque *5 février.*
L'Ordre national de l'unité permettrait aux autorités de la République de matérialiser la reconnaissance publique des mérites des citoyens qui se dévouent plus que les autres pour la cause de l'unité. Ainsi, d'autres initiatives allant dans le sens de faire l'unité nationale un

leitmotiv seront entreprises : l'impression et la diffusion des médaillons de l'unité, des manifestations culturelles et sportives, des prix, des coupes, etc.

Quelle philosophie était derrière ces symboles physiques de l'unité? Mgr Kaburungu donne une lumière[242]:

> "*Le Burundi, notre patrie, est antérieur à la Belgique. On a combattu les Belges* (lutte pour la décolonisation) *parce qu'eux aussi ont combattu les Hollandais ou les Espagnols. Leur droit d'hier est le nôtre aujourd'hui. Si nous ne créons pas l'unité entre nous les Burundais, personne ne le fera pour nous. Nous devons réussir le pari de l'unité et s'il le faut l'exporter. Nous avons une mission vis- à- avis de l'Afrique. Le Burundi n'est pas rien, il est, pour nous, grand que le Congo, que les USA, que la Chine. Bref, si nous ne parvenions pas à cette unité, nous allons nous effriter une fois pour toutes. L'Afrique perdra un soutien. La force du pays réside dans son unité, transmise de génération en génération. C'est votre tâche. Quant à nous, nous avons déjà un pied dans la tombe!".*

Mgr Kaburungu conclut ses pensées par une plongée de cette unité dans le temps: "*N'eut été la Charte de l'unité, en 1993, on serait allé trop loin, trop loin je vous jure. Le pays serait aujourd'hui en cendres. Les gens ont cessé de se tuer mutuellement parce qu'ils étaient fatigués de tuer*". Son idée est soutenue par Sigahurahura, qui pense que la Charte de l'unité est la mère de l'Accord d'Arusha pour la paix et la Réconciliation.

III.3. Gouvernement dit 'd'Unité Nationale'

Composé le 19 octobre 1988, ce gouvernement tranchait d'avec le passé : il était ethniquement paritaire. Suite à la crise qui avait secoué les deux communes du nord, des pressions tous azimuts d'ouvrir les portes du pouvoir, s'étaient amplifiées sur le régime, car la crise reflétait *le mécontentement des Hutu*[243]. C'était devenu impératif d'en tenir compte. Ceci dit, les injonctions des partenaires surtout économiques (avec des risques de fermer les robinets) avaient *a fortiori* le dessus sur la conviction de "briser les mythes" par les tenants du pouvoir, qui acceptèrent par la suite, bon gré malgré d'avaler la pilule!

A sa tête, un Hutu Adrien Sibomana, le poids des ministres de son camp ira croissant dans les trois gouvernements qui se sont succédé.

---

[242] Mgr KABURUNGU, Entretien du 10/02/2016, à Busiga
[243] C. MBONIMPA, *op.cit.*,

Nommé par décret présidentiel n°100/164 du 19/10/1988, le président et le premier ministre désigné formeront un gouvernement de douze tutsi et douze hutu par décret-loi n°100/165 du 19/10/1988 représentant presque toutes les provinces du Burundi.
Consécutivement, par une politique *d'assimilation réciproque des élites* chère à V. Pareto, dans son ouvrage *De la montée et de la chute des élites*, selon laquelle, l'élite au pouvoir essaie de dompter l'opposition en l'associant à la gestion du pouvoir, en l'intégrant dans les institutions de l'Etat afin que cette élite de l'opposition diminue ou abandonne leurs élans de revendication et de contestation du pouvoir, Buyoya, nomma certains membres de l'élite hutu contestataire aux postes de responsabilité importants.

Cependant, on ne le répètera jamais assez, les pressions de tous genres pesaient démesurément sur le pouvoir au point qu'il ne pouvait plus faire la sourde oreille comme ses prédécesseurs. Les tractations menées par le Président Mobutu du Zaïre, notamment après la fameuse *lettre ouverte au Président* étaient assez énergiques et il n'était pas le seul, et tout ce monde parvient à décontenancer les autorités burundaises, qui semblaient désormais perdre les pédales.
Pour les plus sceptiques, l'ouverture était manifestement de façade. En effet, ce dégel politique ne concernait qu'une poignée de postes destinée à endormir les revendications fortes de la composante ethnique hutu. A titre d'exemple, ils dénonçaient le cumul des titres du Président. {- Président du Comité Militaire pour le Salut National (organe suprême); Président de la République; Chef d'Etat et du Gouvernement, Président de fait du parti unique,...}. Cette concentration de pouvoir avait des incidences sur l'orientation des résultats attendus des différentes commissions.
Plus encore, l'emprise du système monopartite de l'Uprona continuait à peser sur les consultations. Il faut ainsi dire que les institutions représentatives n'existaient pas encore. Car en effet, même si le président Bagaza avait eu le courage de restaurer l'assemblée nationale, il n'est guère sous Buyoya. Dissoute en même temps que la constitution en vigueur au moment du putsch en 1987, l'Assemblée nationale ne sera restaurée qu'en 1993 après les élections de juin de cette année. C'est dire que le pouvoir législatif revenant au président à qui il appartenait l'initiative des lois.

Bref, le Frodebu comme le Palipehutu d'ailleurs considéraient toutes ces tentatives d'équilibrage de l'appareil de l'Etat comme une "dilution de l'Etat *tutsisé* par une légère

hutisation"[244]. C'est ainsi que le Palipehutu s'exprimait en ces mots: "instaurer une commission chargée d'étudier la question de l'unité nationale composée de douze Tutsi et douze Hutu, nommer un gouvernement comprenant douze Hutu, désigner huit gouverneurs de province sur quinze, ne constituent aucunement des solutions au véritable problème du Burundi: le problème ethnique[245]

III.4. Démocratisation des institutions et de la vie politique

Entre 1990 et 1994, de nombreux Etats au sud du Sahara ont connu des modifications de leur régime politique. Ils ont été engagés dans des scénarios de démocratisation par un jeu combiné de pressions internes et de contraintes externes, qui ont pu être repérés comme causes ou facteurs de ces changements. Au début des années 1990 notamment, le continent africain donnait le sentiment d'entrer dans la phase de transition démocratique, on croyait percevoir une certaine ouverture[246]. Mais certains Etats optèrent pour un changement dans la continuité.

Effet de la perestroïka ou évolution purement interne? Suite à la remise en question du système communiste et à l'apogée fulgurante du capitalisme, plusieurs mouvements populaires et organisations politiques exigèrent le pluralisme politique, l'amélioration des conditions de vie, le respect des droits fondamentaux de l'homme, etc. Bref, la rupture avec le passé. Restait ainsi à savoir si le contexte burundais s'y prêtait.

Le discours de la Baule[247] décréta en quelque sorte une démocratie prête à porter. Lors de cette conférence, le Président français Mitterrand indiqua les bornes de la coopération France-Afrique :

> *"(...) S'il y a contestation dans tel Etat particulier, eh bien! Que les dirigeants de ces pays en débattent avec leurs citoyens. Lorsque je dis démocratie, lorsque je trace un chemin, lorsque je dis que c'est la seule façon de parvenir à un Etat d'équilibre au moment où apparait une nécessité d'une plus grande liberté, j'ai naturellement un schéma tout prêt: système représentatif, élections libres, multipartisme, liberté de la presse, indépendance de la magistrature,*

---

[244] Frodebu, Mémorandum sur le processus et les procédures de démocratisation du Burundi, Bujumbura, 1991, p. 121

[245] PALIPEHUTU, Prises de position politiques à l'issue de la crise, Conférence de presse tenue à Bruxelles le 3 novembre 1988.

[246] Nicolas VAN DE WALLE, "*Démocratisation en Afrique: un bilan critique*". In Sous dir, Mamoudou GAZIBO ET Céline THIRIOT, *Le politique en Afrique. Etats des débats et pistes de recherche*, p.149

[247] François MITTERAND, *Discours de la Baule* lors de la 16ème conférence des chefs d'Etats de France et d'Afrique, le 20/06/1990

refus de la censure. Voilà le schéma que nous disposons. (...) c'est le chemin de la liberté sur lequel vous avancerez en même temps que vous avancerez sur le chemin du développement (...) il n'y a pas de développement sans démocratie ni de démocratie sans développement ".

Le président français semblait dans le premier temps prodiguer des conseils : *(...) A vous peuples libres, à vous Etats souverains que je respecte, de choisir votre voie, d'en déterminer les étapes et l'allure.* Toutefois, dans une conférence de presse en marge de cette conférence des chefs d'Etats, Mitterrand soulignera que l'aide de la France aux Etats africains sera subordonnée à l'avancée du processus de démocratisation. Il établissait ainsi une distinction entre une 'aide tiède' destinée aux régimes autoritaires refusant toute évolution démocratique et une 'aide enthousiaste' réservée à ceux qui franchiront le pas avec courage.

Plusieurs observateurs de ce processus qui s'implantait en Afrique ne s'empêchèrent de le qualifier de caricatural, de schématique, de simpliste; bref, une démocratie de luxe, inadaptée à l'organisation et à la gestion du pouvoir politique en Afrique[248]. Certains iront jusqu'à ironiser que la démocratie africaine est unique en ce sens qu'elle rejette les réalités socioculturelles de l'Afrique[249].

Le courant de la démocratie a trouvé le Burundi déjà engagé dans un processus de décrispation de l'espace politique longtemps tenu dans les mains des pouvoirs militaires tutsi d'un "certain sud"[250] qui l'exerçaient sans partage. Il s'était déjà lancé dans un mouvement des changements politiques marqué par la mise en débat public des grandes questions nationales: la remise en question des anciens modes de gestion de l'Etat, la promotion et la défense des droits de l'homme, le développement du mouvement associatif, la recherche d'une participation accrue des populations aux affaires locales et nationales. Ce qui n'a pas empêché que cette nouvelle donne politique mondiale crée une conjoncture nouvelle[251] où des idées s'expriment en faveur de l'approfondissement de ce processus déjà enclenché.
Le président Buyoya se montrait confiant, lors du lancement des travaux de la Commission constitutionnelle, il indiqua :

---

[248] E. OKAMBA, *Une analyse systémique des Conférences nationales*, Afrique, 1993, p.24
[249] F. RUTEMBESA. *"Pour une démocratie qui tient compte des réalités burundaises"*, in ACA, 3-4/1996
[250] J.NIMUBONA, *op.cit.*,p. 541
[251] République du Burundi., *Rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi*, Bujumbura, août 1991, p.23

"Nous pouvons avancer en effet et franchir une nouvelle étape dans la construction d'un Burundi nouveau: étape de la démocratie. Nous pouvons entamer la marche vers la démocratie, sereins et d'un pas sûr car, avec l'unité retrouvée, nous tenons le viatique, avec la charte de l'unité, nous tenons la boussole".

Toutefois, plusieurs défis ou craintes étaient à relever pour la réussite de cette démarche toute nouvelle. La nouvelle donne politique survenait quand la population restait dangereusement hantée par les séquelles des déchirements à caractère ethnique qu'a connu le pays.
En effet, il y avait cette crainte, en se référant à la période de l'indépendance du pays (1958-1966) où les partis politiques avaient des considérations à caractère ethniques qui l'emportaient sur des projets de société.
Ceux-ci ont, à une certaine mesure contribuée à créer une conscience ethnique chez les uns et les autres et, en conséquence à activer une certaine méfiance (désaffection) à l'égard des dirigeants, à se défaire du discours politique ainsi qu'à contrer l'intégration nationale. Bref, il y avait donc crainte d'une dérive ethnique.

Ensuite, ce processus de démocratisation, outre le danger d'ethnicisation de la vie politique, heurtait un risque réel d'instabilité politique dans l'hypothèse où aucun parti politique ne réunirait une majorité absolue au Parlement et qu'aucune coalition ne se dégagerait[252]. Ainsi donc, il y avait une crainte de conflit entre l'Exécutif et le Législatif pouvant déboucher sur le blocage institutionnel et à compromettre le fonctionnement de l'Etat.
Bien plus, on avait affaire à une population à majorité rurale, qui vit des produits de la terre; des fortes densités qui influent sur les terres devenues de plus en plus exiguës; et pauvreté accrue due aux nouvelles restructurations des économies africaines, etc.
Tout ceci aura comme corollaire, un désintéressement de la population sur le débat des questions majeures; elle, n'aspirant qu'à la paix sociale, à la justice et à l'amélioration des conditions de vie. Selon le décret présidentiel, la Commission constitutionnelle mise en place le 06 0ctobre 1989 était composée de 35 membres et présidée respectivement par un Tutsi et un Hutu, [Gérard Niyungeko et Paul Ngarambe].
Ce décret créant la commission, précisait qu'elle était composée de personnalités provenant de tous les secteurs de la vie nationale: l'Université, la magistrature, le barreau, l'administration

[252]Rapport, *Commission constitutionnelle, op. cit*, p.43

publique et parapublique, le parti et les mouvements intégrés, les forces armées, le secteur privé, les confessions religieuses et les diverses associations. Elle avait pour mandat[253]:

- D'analyser toute problématique de la démocratisation et de produire un rapport à transmettre au Président de la République;
- D'organiser le débat national sur la démocratisation des institutions et de la vie politique;
- D'élaborer enfin un projet de la constitution de la République du Burundi et d'en assurer l'explication avant son adoption

Concrètement, le Président attendait de la Commission qu'elle examine le régime politique souhaitable, le système des partis, la démocratie et le développement, le pluralisme et la sauvegarde de l'unité nationale, les contre-pouvoirs désirables[254]. Cependant, il ne redoutait pas qu'il engageait le pays dans une voie toute nouvelle et que certains n'y voyaient que leur mort symbolique.

Il assure qu' "*à l'époque certains de ses compatriotes priaient pour que le Burundi soit épargnée par ce mouvement, comme si nous pouvions nous enfermer dans une tour d'ivoire. Il était pratiquement impossible d'échapper à ce vent de changement*"[255].

Pour édifier la démocratie, selon les autorités, il fallait d'abord lui donner une fondation: l'unité, il fallait ensuite recruter les bâtisseurs : les organes de direction et le peuple. Il fallait enfin une voie, une méthode: la concertation. Ainsi donc, selon cette Commission, la démocratie ne devrait pas être une mécanique institutionnelle, loin s'en faut.

A l'Uprona, des élections de la base au sommet seront tenues dans cette optique du processus de démocratisation. Il s'imposait, pour la réussite de cette démarche, de commencer à faire une autocritique[256] et cette restructuration en était l'illustration.

Enfin, le Burundi et le Rwanda n'ont pas achevé les processus de démocratisation, ces deux pays sont entrés dans un cycle de violence incontrôlable et de brutalité génocidaire[257].On dira d'eux de transitions démocratiques bloquées[258].

---

[253] Rapport *Commission constitutionnelle*, p.1
[254] Ibidem,p.2
[255] BUYOYA, P., *Mission possible. Construire une paix durable au Burundi*. L'Harmattan, 1998, p.87
[256] N. MAYUGI, dans le Renouveau du Burundi, 22 octobre 1991
[257] Mamadou DIOUF, *Libéralisation politique ou transition démocratique. Perspectives africaines*, Nouvelles pistes no1, 1998
[258] Ibidem

Comme la Commission consultative chargée d'étudier la question de l'unité, la Commission constitutionnelle travaillait, disait-on sous l'ombre du parti unique. C'est ainsi que certaines personnalités- membres démissionnèrent de cette commission. C'est le cas de Melchior Ndadaye et d'Eugene Nindorera.

III.5. Constitution consacrant le Multipartisme

Après les événements sanglants de Ntega-Marangara, le président Buyoya comprit que ce cycle infernal devait être brisé. Il entama alors une nouvelle dynamique politique visant à associer pleinement la composante ethnique hutue qui avait jusque-là été écartée. Différentes étapes (ci-haut) enclenchées aboutirent à l'adoption, par référendum du 9 mars 1992, de la constitution de la Troisième République. Pour les Tutsi, cette ouverture politique n'était pas sans risques. Loin de là! Ils craignaient que la majorité démographique fasse la majorité politique. Des règles très novatrices sont ainsi "fabriquées" à cet effet.
Et comme le note à sa juste valeur le constitutionaliste Reyntjens :

> "*Chaque fois qu'il est, implicitement ou explicitement, question de relations ethniques dans leur expression politique et que le spectre de majorité démographique devenant majorité politique se profile, on note une remarquable ingénierie de l'unité nationale*[259]".

La constitution de 1992 a ouvert le Burundi au multipartisme, système qui avait été abrogé par le dernier monarque burundais Charles Ndizeye. Signée le 13 mars 1992, elle a connu cependant une courte épreuve suite à la décapitation des institutions de juin 1993.
Ce système constitutionnel innovait en proposant un système semi-présidentiel, c'est à dire un système qui préconisait un Président, un premier ministre et un parlement avec un équilibre entre les pouvoirs législatif, judiciaire et un exécutif relativement renforcé. - La création d'un groupe constitutionnel comme le conseil de l'Unité nationale. C'était une constitution qui se voulait démocratique, notamment avec l'instauration du multipartisme, la protection des droits de l'homme, etc. C'était enfin une constitution fondée sur l'institution d'Ubushingantahe.

---

[259] Filip REYNTJENS, "L'ingénierie de l'unité nationale". *Op.cit.*, p.141 in Politique africaine n° 55, Octobre 1992

1. Système des partis politiques

Comme dans le reste du Tiers-Monde, les partis politiques africains ont été créés sur un modèle européen dans le courant de la revendication indépendantiste. Après une courte expérience du multipartisme marqué par des rapports tendus entre les pouvoirs en place et leurs oppositions, l'ensemble du continent a rapidement évolué vers la généralisation du système à parti unique. Le Burundi n'a pas fait exception à cette évolution.

La brève expérience du multipartisme de 1958 à 1966 a été marquée par une grande agitation de conflits ethniques, une instabilité politique et une psychose de complots. La Commission constitutionnelle, après avoir balancé les forces et les faiblesses du monopartisme et du multipartisme, se prononça pour un multipartisme[260].

1.1. Le monopartisme

Selon la commission constitutionnelle, le monopartisme avait l'avantage de faciliter la mobilisation des populations autour des priorités retenues par le pouvoir, de favoriser une certaine discipline et une stabilité politique, de contribuer à apaiser certains conflits sociaux.

Cependant, cette commission vit dans le monopartisme quelques faiblesses entre autres, un terrain propice au pouvoir solitaire; un certain monolithisme de la pensée politique; des limites dans le contrôle des gouvernants par les gouvernés; étouffement de certaines libertés fondamentales en particulier la liberté de réunion, d'opinion et d'expression, d'association politique. Plus encore, les contre-pouvoirs tels que la presse libre, les syndicats et le mouvement associatif n'auraient plus leur plein épanouissement, ce qui est un handicap majeur pour le jeu démocratique.

1.2. Le multipartisme

Pour tenter de faire correspondre le pays réel au pays légal, la commission porta son choix sur le multipartisme. Cela pour plusieurs raisons[261]: le système multipartiste favorise la protection des libertés individuelles; ouvre les grandes latitudes à l'action des contre-pouvoirs; essaie de faire cohabiter des sensibilités politiques plus diverses; le jeu légal de l'opposition, la possibilité de sanction électorale limitent les abus des dirigeants et les obligent à faire une autocritique.

---

[260] Commission constitutionnelle, p.47
[261] Commission constitutionnelle, p.49

Bien plus, la compétition fait émerger la qualité des hommes politiques. Le débat libre et contradictoire amène à des compromis négociés au lieu de l'unanimisme de façade. Lui-même n'est pas sans faiblesses. Le multipartisme en permettant l'expression des forces centrifuges, peut gêner l'intégration nationale, accroître les risques d'instabilité politique.

Synthétiquement, le multipartisme répondait aux valeurs fondamentales de la démocratie : - Libre choix des gouvernants; - Contrôle des gouvernants par les gouvernés; - Débat libre et contradictoire; - Libertés fondamentales de l'homme; - Règlements pacifiques des conflits.
C'est dans ce cadre qu'un certain nombre de partis politiques virent le jour. Il s'agissait entre autres de PRP, le PP, le RADDES, le FRODEBU et le RPB à la suite de l'UPRONA. La liste s'allongera en 1993 par l'ANADDE, le PL, le PIT, l'ABASSA et le PSD.
Cependant, la création de ces partis politiques a favorisé la réactivation des sensibilités ethniques qui furent vivement exprimées pendant la campagne électorale de 1992-1993.

1.3. Le Conseil de l'unité nationale

Le Conseil de l'unité nationale fut créé suite à la situation spécifique du pays. En effet, le Burundi avait souffert des divisions de toute nature. Ensuite, les institutions que l'on pouvait mettre en place n'étaient pas elles aussi à l'abri de ces divisions. Elles pouvaient soit les générer soit les entretenir. D'ailleurs, lors des débats sur la question de l'unité, la population avait émis le souhait d'avoir un cadre différent des services publics habituels auquel elle peut adresser ses doléances en cas de manquements à l'esprit de l'unité. Enfin, la Charte de l'unité risquait de rester un vœu pieux si ses exigences n'étaient pas régulièrement rappelées au peuple et évaluées éventuellement pour montrer les failles et les écarts ainsi que des stratégies de redressement[262].
Le conseil était chargé notamment :

> « *De suivre régulièrement et attentivement l'évolution de la société burundaise du point de vue de la question de l'unité nationale, de produire de façon périodique un rapport sur l'état de l'unité nationale et de le porter à la connaissance de la nation, d'émettre des propositions en vue de l'amélioration de la situation de l'unité nationale dans le pays*[263] ».

[262] Ibidem, p.107
[263] Idem.

Le conseil donnait son avis sur toute question relative à l'unité nationale que lui soumet l'autorité (Art.157)

1.4. Les raisons de l'échec de cette constitution de 1992

Comme indiqué plus haut, la constitution de 1992 a été de courte durée. Elle n'a pas eu l'opportunité de se concrétiser effectivement dans la vie politique nationale. Ses différentes valeurs à caractère normatif ont été pensées soit avec mauvaise foi par les tenants du pouvoir à l'époque, soit bâclées par les "anti- nationaux".

La tragédie qui a suivie juste après les élections de juin 1993 montre assurément que le défi des antagonismes à caractère ethnique n'a pas été relevé dans son fond, enfreignant ainsi la démarche ainsi calculée ou rêvée par la classe politique burundaise dans toute sa dimension.

En effet, certains analystes ont recherché les raisons:

- Certaines sont liées au système lui-même. Selon le président de la commission[264] , il se demande si le processus a été suffisamment bien préparé. La constitution était non seulement contrôlée par le pouvoir en place mais aussi ce pouvoir avait forcé la main à la population; bien plus son inadaptation due à l'importation des formules toutes faites avait des incidences réelles sur son efficacité; la qualité des hommes (on a voulu instaurer la démocratie sans qu'on ait des démocrates!). Enfin, ce système avait été bâti sur une base sociologique assez fragile et sur un rêve de réconciliation.
- Les facteurs externes. Ils sont entre autres: La gestion laxiste des partis politiques a occasionné la naissance d'une multitude de partis politiques sans programmes politiques consistants.

En conclusion, la Commission constitutionnelle, au regard des critères de la démocratie, des valeurs fondamentales que cette dernière doit servir, du contexte national et international, a conclu que le multipartisme convenait au Burundi plus que le système à parti unique.

La Commission instaurera en même temps des règles de jeu devant règlementer ce système à parti multiple. Autre fait à souligner, le multipartisme n'était pas une création *ex nihilo*.

Toute formation politique devait impérativement se conformer à l'esprit de l'unité nationale et à la Charte de cette unité notamment dans le recrutement des membres ainsi que dans la formation des instances dirigeantes à tous les niveaux.

---

[264] Gérard NIYUNGEKO, *Expérience de la constitution.* Centre Burundi- buhire, Tradition et Modernité, *Pour une culture de la paix et une démocratie de consensus,* Bujumbura février 1998, pp 24-25

Enfin, en levant le tabou de la question ethnique et en proposant un débat ouvert et animé, le président Buyoya a réussi à faire passer le message. Le pays changea de visage d'il y a 5 ans[265]. La Constitution ainsi adoptée voulait consolider cette démarche. D'abord de manière didactique (*credo* de l'unité) puis de manière institutionnelle (mécanismes légaux destinés à éviter l'inflation ethniciste).

III.6. Eclosion de la société civile

Le concept de société civile a un caractère normatif et a toujours été utilisé de façon militante: la société civile contre l'arbitraire étatique, la société civile pour assurer le développement en palliant les déficiences d'un état corrompu, bureaucratique et inefficace, un parasite à contourner en passant par la société. Ce qui expliquerait la multiplication des associations et des ONG. Et maintenant la dernière mutation, la société civile comme instrument de la démocratisation, de renforcement de la démocratie participative ou directe.
De façon pragmatique, la société civile en Afrique s'appréhende par des distinctions multiples[266]:

1. Par opposition à la société politique c'est-à-dire les partis politiques dont la fonction est la médiatisation politique de la société, par le biais de la représentation et du choix électoral;
2. Par l'opposition à l'Etat. Longtemps on a défini la société civile comme contrepoids au pouvoir de l'Etat, mais loin d'être deux sphères séparées, la société civile est en interaction avec l'Etat.
3. Par l'opposition à la société. Toute la société n'est pas la société civile. La société civile est une partie de la société qui s'organise sur une base commune professionnelle, confessionnelle, d'un âge et qui exprime des demandes envers l'Etat, demandes qui en ce sens sont politiques.

La société civile semble apparue au Burundi avec le mouvement de démocratisation, une démocratisation qui se cherche encore. C'est important ainsi d'élucider la date et le pourquoi de son émergence. Sa naissance est à situer dans le contexte de l'époque. A l'externe, l'effondrement de 'Union soviétique et de son idéologie communiste est un facteur de taille. En plus, les bailleurs de fonds (certains pays et surtout la BM et FMI) vont promouvoir la

[265] Filip REYNTJENS, L'ingénierie de l'unité, op.cit.p.145
[266] TOSEL, A. *Démocraties et libéralisations en Afrique*, Paris, Editions Kimé, 1995, p.271

notion de 'bonne gouvernance' et conditionnèrent leur aide à la démocratisation des institutions et surtout à la transparence dans la gestion de la chose publique[267].

A l'interne et suite à l'influence de l'externe, la société civile voulait faire face à l'omniprésence de l'Etat. Autrement dit, une expression, qui résultait du bouillonnement d'idées, du refus à l'Etat de faire les choses seul, de planifier seul, de contrôler seul, de décider seul, (...)[268].

Plus encore, elle est venue résorber le défi d'une "explosion des incivilités" pour reprendre l'expression de Fred Constant, des institutions républicaines en crise.

Dans cet ordre d'idée, la société civile (comme d'autres nouveaux mouvements sociaux) est venue comme une structure où on peut vivre une certaine solidarité dans un contexte d'extrême fragilité identitaire [269](déchéance de l'identité). Donc, la société civile va avec la civilité et la citoyenneté c'est-à-dire une certaine transcendance des identités particulières.

Et comme nous le dit S. Ntibagirirwa citant Alain Touraine: *les rapports de la société civile consiste moins à défier l'Etat, ou à tenter de s'en emparer qu'à s'efforcer de le contourner, de construire contre lui des espaces d'autonomie*. L'individu se libère ainsi de grandes structures où sa voix était moins entendue ou ne l'était pas du tout, pour embrasser des structures voulues et restreintes où il peut s'exprimer et jouer un rôle.

Enfin, dernier facteur et non le moindre, une Constitution faisant largement place aux libertés fondamentaux et consacrant le multipartisme était adoptée en mars 1992 par référendum. L'une des libertés consacrées fut la liberté d'association. C'est ainsi que les Burundais commencent alors à créer des associations tant politiques que celles sans but lucratifs.

Le phénomène de la société civile au Burundi plus qu'ailleurs est complexe, composé de divers acteurs quant à leurs objectifs et approches, mais tous ont un point commun: un contrepoids à l'action gouvernementale.

Et selon une définition adoptée, *la société civile est l'ensemble des citoyens qui s'organisent consciemment en vue de promouvoir et défendre les droits et valeurs de tous vis-à-vis de l'Etat*[270]. Elle se distingue de la société en général car elle implique de la part des citoyens une action collective dans la sphère publique pour exprimer *leurs intérêts, leurs passions et*

---

[267] Léonce NTSIMBIYABANDI et Emmanuel NTAKARUTIMANA. *Le phénomène de la société civile au Burundi,* Centre Ubuntu, février 2004, p.10

[268] Symphorien NTIBAGIRIRWA, "Des traces d'une nouvelle économie sociale". In *Ethique & Société. Les Nouveaux Mouvements Sociaux,* 2005, p.114

[269] F. INGIYIMBERE, *op.cit.*, p.153

[270] LDGL, *Le rôle et l'identité de la société civile dans la région des Grands Lacs africains*, Kigali, mars 2002, p.29

l'Etat[270]. Elle se distingue de la société en général car elle implique de la part des citoyens une action collective dans la sphère publique pour exprimer *leurs intérêts, leurs passions et leurs idées, échanger des objectifs communs, soumettre des revendications à l'Etat et tenir les représentants des pouvoirs publics pour comptable de leurs actions*[271].

A titre d'illustration, jusqu'aux élections de 1993, il y avait 34 associations en 1992 et 50 agréées en 1993 soit 84 en tout. La plupart d'entre elles opéraient surtout dans le développement, donc dans le quantitatif. Notons aussi qu'à cette époque, il y avait déjà 8 syndicats. Ainsi virent le jour à cette époque des associations (celles opérant dans le qualitatif) comme:

- La Ligue ITEKA, créée en 1990. Elle est avec la Ligue SONERA les premières à être reconnues par la loi au Burundi. Sa vision: " Bâtir un Burundi unitaire et démocratique où règnent la paix et la sécurité (...) des patriotes jouissant de tous les droits". Elle sera agréée de nouveau le 10 novembre 1994.
- SONERA sera agréée le 06 février 1991 et avait pour objectif de combattre toute atteinte à la dignité humaine en luttant contre des injustices, l'arbitraire,..., toute forme de discrimination[272]
- ABUDEA: Association burundaise pour le développement et l'encadrement des personnes âgées. Agréée le 24/12/1992 et représentée par Nixon Habonimana
- APPLE: Association pour la promotion et la protection de la liberté d'expression. Agréée le 04/12/1992 et représentée par Innocent Muhozi et Willy Nindorera.
- APM: Association pour la protection des minorités. Agréée le 21/8/1993 et représentée par Tharcice Ntakiyica

Et de plus en plus, la société civile burundaise prendra conscience d'elle-même du rôle qui l'attend à savoir[273]:

- Etre un contrepoids aux pouvoirs publics dans la limitation et le contrôle de l'Etat;
- Stimuler la pleine participation des citoyens à la vie publique; Former et informer;
- Consolider la démocratie et ses attributs; Recruter et former de nouveaux cadres; politiques; Servir de cadre d'expression libre; Promouvoir le pluralisme et la diversité;
- Garantir le développement durable et améliorer la gouvernance dans les organisations.

---

[270] LDGL, *Le rôle et l'identité de la société civile dans la région des Grands Lacs africains*, Kigali, mars 2002, p.29

[271] NTSIMBIYABANDI et NTAKARUTIMANA, op. cit, p.13

[272] Léonce NTSIMBIYABANDI, *Vers l'ouverture aux droits de la personne humaine au Burundi*, Centre Ubuntu, Août 2003, p.60

[273] L. NTSIMBIYABANDI, et E. NTAKARUTIMANA, *op.cit.* p.74

CONLUSION GENERALE

La crise de Ntega et Marangara reste une énigme historique. D'aucuns ont cherché d'y voir clair, mais ne l'ont pas pu. Plusieurs facettes de cette crise nous restent jalousement cachées. Surtout celles détenues par l'élite *in power* et de *l'out-power* de l'époque. Jusqu'aujourd'hui les "événements" de Ntega-Marangara ont été interprétés selon leurs appartenances identitaires. En effet, ces massacres sont le triste résultat d'un conflit Hutu-Tutsi qu'on n'a jamais voulu affronter. Résultat d'une accumulation de frustrations vu qu'il n'y a jamais eu de traitement judicaire, politique, psychologique des différentes crises. A titre de rappel, 1972 hantait et hante toutes les mémoires des hutu ou des tutsi (*péril hutu* ou *apartheid tutsi*).

Comme le souligne à sa juste valeur J. Sémelin, c'est dans les actes atroces que résident certainement la clé de la dynamique explosive des massacres. C'est l'horreur du geste cruel qui entre pour toujours dans la mémoire de la victime survivante, et qui peut alimenter durablement un vertigineux désir de vengeance[274]. Les Hutu comme les Tutsi ont fait du passé non une leçon mais un miroir. Même si ils cohabitaient, ils se suspectaient. Un sexagénaire hutu me dira qu'on guérit une plaie mais jamais une cicatrice. Le climat était lourd. Une certaine opinion pensera d'ailleurs à cet effet que cette réaction rebelle était plus contre Bagaza et non contre Buyoya.

En ce qui est des antécédents directs de la crise, nous avons déblayé le terrain. Il n'y a pas eu de manœuvres militaires dans ces communes en cette période ayant ameuté la population. A en croire certaines sources et non des moindres à l'armée, les mois de juillet et d'août étaient consacrés aux congés, aux vacances. En plus, pas d'arrestations de gens (de la composante ethnique hutu). Aucun cas n'a été signalé par nos enquêtés, etc.

Cependant, selon nos sources, soulignons des attitudes hautaines des autorités administratives (vexations de certains Tutsi à l'encontre de certains Hutu). Notons aussi ce passé lourd et mal géré (surtout '1972'). Et par là, focalisons-nous sur cette propagande distillée par ces commanditaires du meurtre. Avec des mots simples et terribles, cette propagande insidieuse a contribué à cristalliser les représentations haineuses de l'"ennemi". Elle s'activa plus singulièrement au moment du passage à l'acte.

---

[274] J. Sëmelin, *op cit*, p. 343

Le procédé étant: dénoncer un danger de ce que l'on s'apprête à commettre: "Les tutsi ont établi des listes des Hutu à abattre, ils sont tous armés, ils vont reprendre le même scénario de 1972"! "Faisons- leur subir exactement le même sort!"[275]
Ainsi, l'effervescence a commencé à Marangara sans faire de dégâts et s'est déplacé à Ntega pour revenir à Marangara par après avec une ampleur des tueries hors mesure. La violence a donc basculée. Dans un premier temps en effet, ce sont les tueries massives des Tutsi sans défense, suivies du pillage généralisé de leurs biens par certains Hutu. Beaucoup de ces corps sans vie seront jetés dans les latrines et dans la Kanyaru ou dans la nature. On dénombre par conséquent très peu de fosses communes pour cette première catégorie.

Ensuite vient la répression sanglante de l'armée. Les militaires interviennent tardivement (trois jours au minimum). Ils trouvent la quasi-totalité des rebelles déjà repliés au Rwanda. Ils épargneront rarement les Hutu déambulant encore sur les lieux. On note que ces militaires n'ont pas été sur toutes les collines. Ils étaient guidés par un Tutsi la plupart des fois. Par de simulacres de réunions dans certaines localités, les militaires abattent les Hutu systématiquement. C'est ainsi que dans la majorité des cas, les Hutu partagent leur dernière demeure: dans les fosses communes.
Notons en outre, qu'il y a des Tutsi qui ont participé aux tueries aux côtés des Hutu mais aussi des Tutsi qui ont été tués par des militaires. Il y a également des Hutu qui ont tué d'autres Hutu. Parallèlement, il y a des Hutu qui ont sauvé des Tutsi et inversement (ceux-là ont connu de grands malheurs en 1993). Les voisins directs s'adonnaient souvent au pillage, les massacres étaient perpétrés par ceux des collines environnantes, la plupart des fois. Eux-mêmes oints de kaolin! L'intervention de l'armée suscite toujours des remous aussi bien chez les Tutsi que chez les Hutu. Signalons enfin qu'on rapporte beaucoup de cas de viols à l'endroit des femmes à Ntega plus qu'à Marangara.

Nommer la crise "Ntega –Marangara" était, pour les uns une façon de délimiter le périmètre du drame. Mais pour d'autres, ce fut une stratégie de minimiser les exactions de militaires. Par-là, il est notoirement connu que les tueries massives se sont focalisées sur les deux communes. Sinon, les communes de Kirundo, de Bugabira, de Kiremba, Nyamurenza, Ngozi et même la capitale Bujumbura ont été touchées, dans le continuum de cette crise. Et, disons-le, c'étaient ceux de l'ethnie hutu qui étaient les plus visés. Certains seront emprisonnés, d'autres tués.

---

[275] *Ibidem*, p 348

Mais, par-dessus tout, pourquoi les deux communes seulement (Ntega-Marangara)? C'est là que réside la question fondamentale: Activisme du Palipehutu dans ces coins? Manipulation et idéologie de meurtre fortement enseignées à ces populations? Influence avérée du régime rwandais et son président Habyarimana, à la proximité de la région? Provocations de l'armée? Attitudes hautaines des administratifs devenues intolérables? Héritage d'un passé lourd senti de façon différenciée? Les sciences sociales en conséquence se refusent d'élever au rang de vérité incontestable une seule hypothèse, si pertinente soit-elle. Il faut en effet varier les angles d'analyses et multiplier les approches analytiques. Tel était le défi. D'ores et déjà, nous nous permettons d'affirmer que, s'il est vrai qu'il y a eu rumeurs, manipulations subversives, etc., les populations de ces deux communes les ont consommés à forte dose.

Les massacres de Ntega- Marangara constitueront à travers les temps un tournant dans l'histoire socio-politique du pays. Plusieurs politiques de grande envergure seront initiées pour couper court à l'engrenage de la violence à base ethnique notamment l'association de toutes les composantes sociales du pays pour conduire ses destinées. Les réaménagements institutionnels, les diverses commissions d'étude et de réflexion sur les enjeux de paix, d'unité et de démocratie sont l'émanation de ces massacres. On ne peut ne pas souligner la place de la Charte de l'Unité comme gage de survie, et dont unanimement, les acteurs d'hier comme d'aujourd'hui affirment que n'eut été elle, on n'aurait pas survécu.

De tout ce qui précède, celui qui pleure les Hutu seulement est leur ennemi. Celui qui pleure les Tutsi, fait de même. Tous enveniment la situation. Le Burundi a perdu. Et, s'il était permis de nommer les bourreaux, ils seraient désormais les extrémistes hutus et les extrémistes militaires. Mais, loin de nous cette habilité!

La population de ces communes, par le recul du temps, imputent la mauvaise gouvernance, l'impunité comme des catalyseurs des crises cycliques dont elle est victime régulièrement. Clôturons ce texte en montrant certains manques de ce dernier. Les enquêtes n'ont pas touché les communes environnantes de l'épicentre. Il en est de même pour les paroisses afin d'affiner cette recherche. Mais aussi, il aurait fallu étendre ces enquêtes jusqu'aux zones rwandaises limitrophes du Burundi, surtout l'ancienne préfecture de Butare. N'est-ce pas aussi essentiel, enfin, de tenter d'aborder la dimension économique de la pédagogie d'unité, son coût financier vis-à-vis de ses résultats? La recherche ne fait que commencer.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages généraux

1. BRAECHMAN, C., *Terreur africaine. Burundi, Rwanda, Zaïre. Les racines de la violence*, Paris, Karthala, 1998
2. BUYOYA, P., *Les négociations inter burundaises. La longue marche vers la paix.* Paris, L'Harmattan, 2011
3. CHRETIEN, J.P., GUICHAOU, A., LE JEUNE, G., *La crise d'août 1988 au Burundi*, Cahiers du C.R.A., Paris, Karthala, Editions AFERA, 1989
4. CHRETIEN, J.P., DUPAQUIER, J.F., *Burundi 1972. Au bord des génocides*, Paris, Karthala, 2007.
5. CHRETIEN, J.P., et MUKURI, M., *Burundi, la fracture identitaire logique de violences et certitudes « ethniques »*, Paris, Karthala, 1997.
6. CHRETIEN, J.P., PRUNIER, G., *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 1987.
7. CHRETIEN, J.P., *Le défi de l'ethnisme : Rwanda et Burundi 1990-1966*, Paris, Karthala, 1997.
8. VIDAL, C., *Sociologie des passions.* Paris, Karthala ,*1990*
9. DEFARGES, P.M., *La Géopolitique pour les Nuls,* Paris Editions First, 2008
10. GUICHAOU, A., (Sous la dir), *Exilés, réfugiés, déplacés, en Afrique centrale et Orientale*
11. GUICHAOU, A., (Sous la dir), *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994),* Paris, Karthala, 2002
12. LEMARCHAND, R., *Burundi, Ethnic conflict and Genocide,* Cambridge university press, 2004
13. MANIRAKIZA, M., *Burundi : De la Révolution au Régionalisme (1966-1976)*, Bruxelles, Le mât de Misaine, 1992.
14. MANIRAKIZA, M., *La déviance d'un pouvoir solitaire. Le régime Bagaza (1976-1987)*, Paris, La longue vie, 1990
15. MBONIMPA, M., *Hutu, Tutsi, Twa. Pour une société sans castes au Burundi*, Paris, L'Harmattan, 1993
16. NGAYIMPENDA, E., *Histoire du conflit politico-ethnique burundais. Les 1ères marches du calvaire (1960-1973)*, Bujumbura, Éditions de la Renaissance, Septembre 2004.

17. NSANZE, A., *Le Burundi contemporain. L'Etat –Nation en question (1956-2002)*, Paris, L'Harmattan ,2003

18. NTSIMBIYABANDI, L., NTAKARUTIMANA, E., *Le phénomène de la société civile au Burundi*, Bujumbura, Centre Ubuntu, 2004

19. REYNTJENS, F., *L'Afrique des Grands-Lacs en crise au Rwanda et au Burundi (1988-1994)*, Paris, Karthala, 1994

20. REZSOHAZY Rudolf, *Comprendre l'action et le changement politiques*, Duculot, 1996

21. RICOEUR, P., *La mémoire, L'Histoire, L'Oubli*. Paris, Editions du Seuil, 2000

22. SEMELIN, J., *Purifier et détruire .Usages politiques des massacres et génocides*. Paris, Editions du Seuil, 2005

23. Thierry TARDY, *Gestion de crise, maintien et Consolidation de la paix. Acteurs, Activités, Défis,* Bruxelles, de Boeck, 2009

II. Thèses et mémoire

1. MUNTUNUTWIWE S., *La violence politique au Burundi. Essai d'analyse explicative*, Editions universitaires européennes, UPPA. Pau, 2009
2. NIMUBONA J., *Analyse des représentations du pouvoir politique. Le cas du Burundi.* Presses Universitaires de Septentrion, 1988
3. NSHIMIRIMANA, J.B, *La crise de Ntega et son impact sur la population de Bugesera (1988-1994)*, 2002

III. Revues et articles

1. ACA, L'intégrisme ethnique dans la région des Grands lacs, CRID, 3-4/1996,
2. CHRETIEN JP, "Histoire des temps présents en Afrique: Burundi, Août 1988"
3. NTAKARUTIMANA E, *Les consultations nationales au Burundi, février 2009*, OAG
4. REYNTJENS F, "L'ingénierie de l'unité nationale. Quelques singularités de la constitution burundaise de 1992", *Politique africaine* n° 47, Octobre 1992
5. République du Burundi, *Rapport de la Commission nationale chargée d'étudier la question de l'Unité nationale*, avril 1989
6. République du Burundi, *Rapport de la Commission nationale chargée de la démocratisation des institutions et de la vie publique*, 1992

IV. Autres documents

1. Ambassade du Burundi en Belgique. La vérité sur les massacres au Nord du pays, Burundi des Nouvelles du Burundi, 28 septembre 1988
2. Amnesty International. Burundi, Killings of children by governement troops, Octobre 1988
3. Communauté des Hutu du Burundi réfugiés en Belgique. *Burundi: quelle paix? Quelle réconciliation?* 16 août 1989
4. Communiqués du Palipehutu n^{0}6, mai 1988
5. David Ress, *The Burundi ethnic massacres 1988*, Mellen Research University Press, San Francisco,1991
6. Déclaration du comité central de la J.R.R, Le Renouveau du Burundi, 26 Août 1988
7. Décret-loi n^o 1/034/90 de l'août 1990, portant mesure d'amnistie en faveur des prévenus ou condamnés de certaines infractions.
8. Gouvernement du Burundi, Communiqué, Septembre 1988
9. Interview avec le président de la République Pierre Buyoya, Le Renouveau du Burundi, 27 août 1988
10. , Dossier Ntega-Marangara, 25 ans après, *Iwacu* septembre-octobre 2013
11. KAGABO L.*et al*, A propos des récents événements de Ntega et Marangara, Une réflexion critique, Bujumbura, 15 septembre 1988
12. Mise au point au point du gouvernement sur la situation en communication Ntega et Marangara et sur la nature des opérations qu'y mène l'armée. Le Renouveau du Burundi, 28 août 1988
13. Palipehutu, *Des Hutu, retournés volontairement au Burundi en novembre 1988 se réfugient de nouveau au Rwanda*, 20 décembre 1988
14. Palipehutu, *Les massacres et les persécutions des Hutu se poursuivent au Burundi*, 12 décembre
15. Palipehutu, *Les ombres d'une version tutsi des événements de Ntega-Marangara*, 1er février 1989

ANNEXES

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

I. Umwidondoro w'uwubazwa

- *Amazina:*
- *Umutumba/Commune:*
- *Akazi akora:*
- *Ubwoko:*
- *Imyaka:*

II. Ibibazo

1. Imigenderanire y' Uburundi n'Urwanda yari imeze gute? Hari impunzi zava ino zija hariya canke izava hariya ziza mu Burundi?
2. Imbere y'urwo rwimo, amoko yarabanye gute aha iwanyu?
3. Ikiza c' 1972 coba gifitaniye isano n'ivyabaye mu 1988?
4. Umuhari Palipehutu ino wari uzwi? Hari uruhara woba waragize mu vyabaye (inyigisho)? Hoba hariho abo bakoranaino?
5. Hari ibimenyetso, kuri iyontwaro ya Buyoya, vyerekana ko ico kiza kigire gitere ?(Imbarutso)
6. Abateye mwarabamenye (ababanyi)? Bahereyehehe? Bateyebande?
7. Ni ibihe bice vyabuze abantu benshi? Abatutsi/ Abahutu? Ryari?
8. Abapfuye bahambwe gute? Hehe? Haciye iminsi ingana gute?
9. Abasoda bavyifashemwo gute? Abantu bicwa gute?
10. Kubwawe, kuber'iki ico kiza cagumye i Ntega ni Marangara gusa? Rwoba ari uruhara rwa bande?
11. Urwo rwimo rucureshe, abahutu n'abatutsi mwarabana gute?
12. Mbega abatware b'ico gihe bafashe gutemu minwe ico kibazo ca Ntega-Marangara?
13. Kubwanyu, n'iki catumye intwaro ya Buyoya ifata ikibazo c'ubumwe bw'abarundi muntoke?
14. Ikiza ca Ntega na Marangara coba caratumye ubumwe bw'abarundi bwitabwaho gusumba? Hakozwe iki?
15. Ivyakozwe mwaravyizera?

N.B: Pour les anciens dignitaires (chacun dans son rang), un questionnaire spécifique était élaboré !

III. Liste des informateurs/ Commune Marangara

Nom/ Prénom	Adresse	Fonction en 1988	Ethnie	Age
1. BANKANIYE Anésie	Ruramba/Marangara	Enseignante	Hutu	57 ans
2. BARANYIZIGIYE Anastasie	Burenge/Marangara	-	Twa	70 ans
3. BUGABO Gaspard	Kagina/ Marangara	-	Hutu	49 ans
4. CIRAGIYE Gratien	Higiro/ Nyamugari	Chef de zone Nyamugari	Tutsi	64 ans
5. HATUNGIMANA Helmenegilde	Ruramba/Marangara	Directeur du primaire	Hutu	63 ans
6. KANYANGE Sylvie	Mutara/ Giheta	-	Tutsi	44 ans
7. KAREKEZI Normand	Non natif/ Marangara	Moniteur agricole	Hutu	58 ans
8. KYITSINGA Gao Déonce	Rubaya	-	Tutsi	62 ans
9. MINANI Octave	Bihangare/ Marangara	Brigadier communal	Hutu	74 ans
10. MISIGARO Michel	Nyambo/Cindonyi	Chef de colline Nyambo	Hutu	69 ans
11. NCUTINAMAGARA Anselme	Kigoma/Marangara	Brigadier communal	Hutu	67 ans
12. NDAHABONYIMANA Nicodème	Bisiga/Cindonyi	Chef de secteur Bisiga-Kagoti	Hutu	59 ans
13. NGENDAHAYO Cyprien	Nyamurenge/ Giheta	Chef de colline	Hutu	61 ans
14. NGENDAKUBWIMANA Pascal	Rugomba/Nyamugari	Chef de secteur Runda	Hutu	60 ans
15. NSENGIYUMVA Gérard	Gisekuro/Marangara	-	Tutsi	41 ans
16. NTAKIMAZI J. Berchmas	Gikomero/Nyamugari	Chef de zone Giheta	Tutsi	67 ans
17. NZEYIMANA Melance	Ruramba/Marangara	-	Hutu	54 ans
18. SEZIKEYE Sylvestre	Kidasha/Cindonyi	-	Tutsi	54 ans
19. SINDAKIRA Pascal	Rubaya	-	Hutu	78 ans
20. NDIKUMAGENGE Pierre	Bisiga/Cindonyi	Elève	Hutu	42 ans

II. Liste des informateurs/ Commune Ntega

Nom/Prénom	Adresse	Fonction	Ethnie	Age
1. KABAGENI Véronique	Ntega	-	Tutsi	75 ans
2. KARIKURUBU Severin	Kigaga/Ntega	Catéchiste	Hutu	67ans
3. MACUMI Gracien	Murungurira	Ex-militaire	Tutsi	49 ans
4. MANIBISHATSE Edouard	Gisitwe/Ntega	Elève	Tutsi	46 ans
5. MBAZUMUTIMA Dismas	Murungurira	Elève	Tutsi	42 ans
6. MBERAMIHETO Sylvestre	Mugendo	Brigadier	Tutsi	80 ans
7. MPORERANE Mathias	Rushubije	Chef secteur/Nyakibingo	Hutu	64 ans
8. MUKANDORI Immaculée	Murungurira	-	Tutsi	47 ans
9. NAHIMANA Augustin	Ntega	Commerçant	Tutsi	66 ans
10. NDAYISABA Josias	Rushubije	Elève	Hutu	37 ans
11. NDINZEMENSHI Philbert	Ntega	Elève	Tutsi	39 ans
12. NKURIYINGOMA Donathile	Ntega	Enseignante	Hutu	57 ans
13. NKUSI Victor	Mugendo	-	Tutsi	50 ans
14. RWASA Beatrice	Mwendo	-	Tutsi	46 ans
15. SEBUYONGWE J.M Vianney	Mugendo	Elève	Tutsi	43 ans

III. En dehors des deux communes

Nom /Prénom	Adresse	Fonction en 1988	Ethnie	Age
. Déo HAKIZIMANA	Bujumbura	Journaliste et militant politique (Rédacteur de la Lettre ouverte au Président de la République)	Hutu	61 ans
. Emmanuel KAJAMBERE	Bujumbura	Administrateur de Marangara 1980-1988	Tutsi	-
. MBERAMIHETO	Kirundo/ Association des victimes/ Ntega	Elève	Tutsi	-
. Cyprien MBONIMPA	Bujumbura	Ministre des Relations Extérieures	Tutsi	-
. Térence MBONABUCA	Bujumbura	Directeur Général/ Ministère de la Jeunesse/ Signataire de la lettre ouverte/ rétracté	Hutu	-
. Mgr Stanislas KABURUNGU	Busiga/Ngozi (Evêque en retraite)	Evêque de Ngozi	Hutu	81 ans
. Guérin NAHIMANA A.	Bujumbura/ Associations des victimes/Marangara	Elève	Tutsi	-
. Léopold NTACOBAMAZE	Kirundo	Administrateur de Ntega fin octobre-1992	Tutsi	-

9. Emmanuel MBONIREMA	Bujumbura (Commissaire de Police Principal)	Administrateur de Marangara (fin août 1988 -1993)	Tutsi	-
10. Helmenegilde SIGAHURAHURA	Ngozi	Secrétaire/Province sanitaire de Ngozi	Hutu	-
11. Pie NTIYANKUNDIYE	Bujumbura/ Conseiller 1ere Vice-Présidence	Directeur Général/ Administration du territoire. Président de la commission nationale électorale chargée du référendum sur la Charte de l'Unité en 1991	Tutsi	-
12. Symmaque KOBAKO	*Bujumbura*	*Gouverneur de Ngozi. Rendez-Vous sollicité mais formellement refusé*	*Tutsi*	-
13. Gérard NIYIBIGIRA+	*Bujumbura*	*Ministre du Plan. Originaire de Ntega. Rendez-vous sollicité mais non obtenu : Maladie*	*Hutu*	-

Lettre ouverte des 27 intellectuels hutus au Président Buyoya

Bujumbura, le 22 août 1988

Excellence Monsieur le Président, Nous venons porter à votre connaissance la prise de position des hutu sur les évènements qui sont en train de se dérouler au Burundi depuis le début du mois d'août. Nous nous attarderons ici à relever les contradictions que masque l'information officielle, légitimant ce que nous croyons être un nouveau « plan Simbananiye » (génocide de 1972). Certains d'entre nous avaient bien voulu l'exprimer samedi au cours des réunions du parti ; mais puisque les interventions étaient manifestement programmées à l'avance dans l'intention de consacrer l'attitude extrémiste tutsi dirigée en faveur d'un plan d'extermination qui transparaissait si clairement dans les idées et surtout dans la note finale dans toutes les localités de la capitale, nous nous trouvons dans l'obligation de résumer notre réaction à travers cette lettre ouverte, et nous osons espérer que vous y réserverez une bonne suite. Nous savons d'avance que ceci peut susciter des conséquences, puisque votre entourage risque d'y voir une justification des répressions que nous sentons venir :la radio vient de l'annoncer par des termes révélateurs, comme ceux entendus depuis dimanche, trahissant le principe même de transparence que le régime évoque, et que le gouvernement vient de réaffirmer, alors que des hutu sont déjà massacres sans procès. Avant d'entrer dans le vif de la question, nous demandons déjà à la communauté internationale, en particulier les missions diplomatiques accréditées à Bujumbura, de suivre de près la situation. Nous tendons la main aux pays voisins, a l'OUA, aux organismes du système des Nations Unies, à la communauté internationale ainsi qu'aux différents organismes humanitaires...de suivre l'évolution des évènements et d'intervenir si besoin pour éviter un massacre qui n'est plus caché.

Excellence Monsieur le Président,

Point n'est besoin de détailler le caractère préoccupant de la situation socio-économique difficile qui produit ce triste résultat. Les inégalités et les injustices sociales sont une réalité qui semble être cautionnée par le pouvoir en place dans le pays, en dépit des contestations incessantes des esprits progressistes et des promesses du discours politique. Il apparait bien que des positions acquises depuis plus de vingt ans par la classe dirigeante doivent être sauvegardées, et tous les moyens sont devenus bons à cette fin. Le pouvoir reste régional, clanique et surtout tribal. Or malheureusement, le Burundi, petit et pauvre, rend difficile le partage du gâteau qui s'amenuise de jour en jour .Cela n'est même plus possible à l'intérieur du groupe des dirigeants au pouvoir fussent-ils d'une même ethnie ou d'une même région. Lorsque cette contradiction, aujourd'hui matérialisée par l'enlisement des dossiers des dignitaires du régime Bagaza coupables de crimes de haute trahison ou de détournements, entraine une guerre froide entre les membres de l'ethnie dirigeante, il se trouve toujours un moyen de chercher les raisons ailleurs et de désigner des cibles. Comme en 1972, après le procès surprise des hommes de Muranvya, la communauté hutu devient « l'ennemi de la Nation » ; il faut la décapiter pour rétablir le dialogue tutsi menacé d'éclatement.

Le discours officiel se trouve, cependant contredit par les faits.

- *Dans les évènements de Marangara et de Ntega, on parle de réfugiés hutu qui auraient entraîné d'autres à l'intérieur du pays à prendre des machettes et des lances pour massacrer les tutsi. Mais cela fait maintenant plus d'une semaine qu'on connait les coupables, mais on n'a pas encore dit qui ils sont, comment ils s'appellent, d'où ils sont venus, le nom de ceux qui les aident, etc. Alors qu'on annonce l'ouverture prochaine des procès dans la transparence, on apprend en même temps l'exécution sommaire des intellectuels hutus et on couvre la nouvelle de beaucoup de secrets alors que le mensonge surgit à la face du monde. Qui sera, par exemple capable de montrer devant les barres Come Bibonimana, ancien député et depuis longtemps poursuivi pour avoir dénoncé les statistiques tribales du ministère de l'Education et qui vient d'être exécuté avec beaucoup d'autres.*

- *On a vite conclu à une rébellion paysanne inspirée par des intellectuels hutu. Or d'après des informations convergentes, les évènements qui ont commencé à Marangara au milieu de la première semaine du mois ont une grande explication qu'on n'a jamais dite à travers l'information diffusée par le pouvoir. On signale en effet la présence des militaires du 4eme Bataillon de Ngozi en manœuvres dans la localité sans avoir prévenu la population, erreur qui a été notée par les paysans lors d'une « campagne de pacification » et qui a été reconnue par un chef militaire qui a parlé d'un ordre venu « du haut ».Cela se passait plus de dix jours avant le début des massacres. L'histoire dira comment les évènements ont dégénéré en conflits sanglants, se déplaçant de Marangara à Ntega pour finalement gagner les communes environnantes. L'information officielle le cache, mais il est sûr que l'avenir le démontrera.*

- *Officiellement, on apprend depuis mercredi que le calme est revenu et que la situation est maîtrisée, mais le gouvernement instaure en même temps un couvre-feu sur tout le territoire national en priant la population de ne plus croire qu'à l'information de la radio nationale. Et quand la presse internationale dément, on reconnaît qu'il a encore quelques affrontements ! Oui, l'armée a provoqué des tensions, oui la même armée a amené la répression dans les campagnes. Des camions ont évacué les familles tutsi de la région vers Ngozi pour les sécuriser, pendant que des blindés, appuyés par des hélicoptères s'attaquaient aux hutu. Les survivants sont parvenus à fuir vers le Rwanda, et il est curieux d'entendre que les hutu exterminent les tutsi et se comptent en même temps en grand nombre parmi les réfugiés !*

- *Comment expliquer que les militaires aient refusé d'intervenir au début desdits massacres alors que leur premier devoir est d'arrêter rapidement tout danger en empêchant toute progression? Il a fallu attendre quelques jours pour faire croire à la paix alors que les engins militaires se mettaient à l'action. Cette abstention nous semble être une légitimation de l'agression pour rééditer la répression de1972.Un montage donc ? Encore une fois l'histoire le dira.*

Excellence Monsieur le Président,

Dans cette situation, il est normal que la population soit maintenant sur le qui-vive et reste traumatisée par l'imminence d'un nouveau génocide. La presse nationale sait de quoi il s'agit quand elle dit que les « coupables directement ou indirectement liés »aux évènements seront « sévèrement punis ». Celui qui est ne hutu, l'intellectuel en l'occurrence, ne se fait plus aucune illusion. Il semble que l'armée tutsi veuille réussir ce que le ministère de l'Education voulait réaliser dans les écoles

6. Hakizimana Déo, journaliste au Renouveau, correspondant à Gitega quand la crise éclate
7. Katiyunguruza Gervais, étudiant
8. Masabo Joseph-Martin, étudiant
9. Mbonabuca Térence, directeur de la Jeunesse au ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture et membre du comité central de la Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore en 1988
10. Ndaruhutse Jérôme, étudiant
11. Ndayakire Térence, employé de l'hydrocarbure quand il appose sa signature
12. Ndikumana Léonce, enseignant en Agronomie à l'UB en 1988
13. Ngendakumana Patrice, étudiant
14. Nibirantije Abel, étudiant
15. Nibogora Oscar, fonctionnaire aux Archives nationales quand la crise éclate
16. Niyonzima Alexandre, étudiant
17. Nsabimana Audace, économiste au C.U.R.D.E.S en 1988
18. Nsanze Augustin, enseignant d'histoire à l'U.B en 1988
19. Nshimirimana Pasteur, étudiant
20. Ntabona Venant, bibliothécaire à l'U.B quand la crise éclate
21. Ntarataze Daphrose, 2eme Secrétaire Nationale de l'UFB quand elle rejoint ses 26 camarades
22. Ntimpirantije Abel, étudiant
23. Nyandwi Emmanuel, il est enseignant au Bureau d'Education Rurale en 1988
24. Nyawenda Louis, étudiant
25. Nziya Zacharie, étudiant
26. Sunzu Salvator, toujours à la RTNB
27. Vyungimana Fréderic, étudiant

6. Hakizimana Déo, journaliste au Renouveau, correspondant à Gitega quand la crise éclate
7. Katiyunguruza Gervais, étudiant
8. Masabo Joseph-Martin, étudiant
9. Mbonabuca Térence, directeur de la Jeunesse au ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture et membre du comité central de la Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore en 1988
10. Ndaruhutse Jérôme, étudiant
11. Ndayakire Térence, employé de l'hydrocarbure quand il appose sa signature
12. Ndikumana Léonce, enseignant en Agronomie à l'UB en 1988
13. Ngendakumana Patrice, étudiant
14. Nibirantije Abel, étudiant
15. Nibogora Oscar, fonctionnaire aux Archives nationales quand la crise éclate
16. Niyonzima Alexandre, étudiant
17. Nsabimana Audace, économiste au C.U.R.D.E.S en 1988
18. Nsanze Augustin, enseignant d'histoire à l'U.B en 1988
19. Nshimirimana Pasteur, étudiant
20. Ntabona Venant, bibliothécaire à l'U.B quand la crise éclate
21. Ntarataze Daphrose, 2eme Secrétaire Nationale de l'UFB quand elle rejoint ses 26 camarades
22. Ntimpirantije Abel, étudiant
23. Nyandwi Emmanuel, il est enseignant au Bureau d'Education Rurale en 1988
24. Nyawenda Louis, étudiant
25. Nziya Zacharie, étudiant
26. Sunzu Salvator, toujours à la RTNB
27. Vyungimana Fréderic, étudiant

Témoignage d'un Tutsi, officier militaire

Les événements de Ntega-Marangara

Les évènements de Ntega Marangara ont été interprétés par les uns et les autres selon leurs appartenances ethniques. Rares ont été les Burundais qui ont analysé ces évènements à la hauteur des faits, des responsabilités des groupes. Plusieurs hutu avaient tendance à défendre la version de la provocation de l'armée qui a passé aux massacres après des jours de manœuvres. Plusieurs tutsi défendent la version d'une armée qui est intervenue sans faire des massacres.

Les faits

Profitant de la confusion et de l'absence de programme du pouvoir, le Palipehutu commença à lancer des tracts extrémistes. Il préparait une révolte des hutu pour tendre un piège au pouvoir et à l'armée dits « tutsi ».

Ces tracts inondent les milieux hutus surtout au nord du Burundi. Certains hutu rejoignent ce parti en espérant un avenir meilleur. Ces tracts présentent une vision très manichéenne de la situation.

Un tract n°2 dit ceci « Existe-t-il un seul tutsi qui n'a pas tué ou pillé les biens d'un hutu en 1965, 1969, 1972, 1973 ? A aucun moment les tutsi n'ont rêvé de faire du bien à un hutu...»

Ces tracts ont pour objet la préparation psychologique des hutu à un éventuel massacre des tutsi, considérés globalement comme des méchants. Par ailleurs, pendant toutes ces années, des tutsi ont protégé les hutu contre l'armée et les milices tutsi. Il y'a également des hutu qui ont caché des tutsi pendant les massacres de 1972.

Face à la réticence des paysans hutu à adhérer au plan du Palipehutu, les agitateurs ont démontré avec les « preuves » l'appui d'une attaque imminente de l'armée. En faisant des réunions nocturnes, ces extrémistes ont suscité l'inquiétude du pouvoir local. Il a été contraint de demander aux autorités nationales des patrouilles de nuit de la gendarmerie. Ainsi, ces patrouilles ont été les preuves de la reconnaissance pour une attaque militaire.

Pour couronner leur propagande, ils présentèrent un montage de fausse lettre entre tutsi appelant au début des massacres. Cette fausse lettre a été le déclencheur de l'adhésion de plusieurs hutu de la colline Mugendo au massacre des tutsi.

Le pouvoir, était-il au courant des préparatifs ?

Contrairement à une certaine propagande, les événements de Ntega et Marangara ont surpris le pouvoir de Bujumbura. Des décisions n'ont pas été prises à temps sur les mesures à prendre. On a vu le ministre de l'intérieur Kadoyi cafouiller à Ngozi allant jusqu'à se faire gifler par une femme hutu.

Certains hutu ont affirmé que l'armée était en manœuvre dans les communes de Ntega Marangara. Cette affirmation est fausse et non fondée. En effet, dans l'armée burundaise, le mois de juillet et le mois d'août sont des mois de vacances. Les militaires se relaient et en cette période, les camps disposent de la moitié des effectifs qui sont affectés exclusivement à la garde.

Je connaissais très bien les périodes de manœuvre des militaires de Ngozi car il arrivait que notre bataillon ou compagnie soit opposée à une compagnie de Ngozi.

En juillet 1988, en partant en vacances, j'ai eu des contacts à mon passage à Ngozi avec des officiers de Ngozi. Certains partaient en congés. Les premières interventions dans Ntega Marangara ont été très timides et le commandant de camp Nengeri avait eu peur d'intervenir sans ordre précis de l'Etat-major de Bujumbura. L'Etat-major attendait le retour du Président Buyoya parti au Congo Brazza pour la fête des Trois Glorieuses.
La première compagnie est intervenue avant les ordres officiels. Le Colonel Nengeri a été taxé de mollesse par d'autres officiers pour avoir hésité au moment où des massacres avaient commencé à Ntega (...).

Les massacres sur le terrain

Sur le terrain, les massacres de tutsi par des extrémistes hutu se passent les premiers jours. L'intervention de l'armée permet de les stopper mais les massacres de plusieurs hutu commencent par les militaires. Les militaires ont tué aveuglement, sans distinguer un insurgé d'un simple citoyen. Pire, il n'y a pas eu de prisonniers, certains passaient au fusil d'autres étaient tués à la baïonnette.
Des actes de barbaries ont été commis selon des témoignages des officiers qui étaient sur le terrain. Des enfants en bas âge ont été massacrés à la baïonnette, des femmes. Des groupes de hutu ont été décimés à la mitrailleuse et j'en passe.
Face à cette situation explosive, trois réactions différentes chez les hutu s'observent sur le terrain. Les uns fuient le pays, les autres s'organisent avec les tutsi pour contrecarrer cette menace alors d'autres organisent des massacres à partir des collines Mugendo et Mwendo. Ils tuent systématiquement tous les tutsi et les hutu qui ne veulent pas les aider. Aussitôt les massacres commencés, les chefs des mouvements se sont repliés vers le Rwanda, d'où ils sont venus pour fuir la répression de l'armée.
L'intervention de l'armée est critiquée par les tutsi et par les hutu. Plusieurs tutsi accusent l'armée d'intervenir avec un retard alors que plusieurs hutu disent que cette intervention est la cause des massacres. Ils la jugent aussi très violente.

Ce retard est interprété par plusieurs intellectuels hutu comme volontaire pour faire des massacres des hutu à grande échelle. Du côté de plusieurs tutsi, c'est un signe manifeste d'un pouvoir faible.
A l'étranger, une campagne contre le gouvernement burundais s'intensifie surtout en Allemagne. La première victime sera le colonel Nengeri qui sera expulsé alors qu'il faisait des études d'Etat major en Allemagne.
Contrairement à cette campagne, Nengeri n'était pas le boucher de Kiremba. Ce n'est pas son bataillon qui a fait les massacres de Kiremba mais un autre. Nengeri a accepté de recevoir les coups sans se défendre car il devait protéger son chef car le commandant de ce bataillon est devenu un chef militaire qu'il ne fallait pas salir.
Sur le terrain, les extrémistes hutu massacrent et gardent leur mobilité. Les honnêtes citoyens hutu qui ne se reprochent de rien restent sur place. Ils seront tués par les militaires.

Ce qui est clair, c'est que les consignes d'une guerre propre n'étaient pas données. Casser du hutu dans Ntega et Marangara n'était pas dit mais faisable et toléré, c'est le moins que l'on puisse dire. Les leçons de Ntega Marangara. Celui qui pleure que les hutu massacrés de Ntega Marangara n'apporte pas de solution. Pire, il envenime la situation. Celui qui ne pleure que les tutsi massacrés à Ntega Marangara, de même.
Le Burundi a perdu. Ses enfants, ses fils et filles ont été massacrés par des extrémistes hutu et extrémistes militaires. Ils ne sont pas dignes d'être Burundais. Personne ne peut accepter d'endosser des responsabilités qui incombent aux individus. Tous les hutu n'ont pas tué. Tous les militaires n'ont pas tué.

Mon témoignage d'un autre Ntega Marangara évité

Comme je l'ai dit,..., j'ai reçu l'ordre de rétablir l'ordre à ..... Rétablir l'ordre en ce temps avait sa signification car il était entendu que ce sont les « hutu qui se rebellent ». Il était 19 heures et il faisait déjà nuit. J'ai donné l'ordre à mes militaires tout en mesurant ma responsabilité.
Des hutu(...) avaient pris des machettes, des arcs, lances et avaient bloqué une route. Mon cœur me disait qu'il fallait à tout prix éviter le bain de sang. La grande équation était de savoir comment éviter le bain de sang et dégager la route barrée par des hommes et femmes armés de machettes, arcs et lances.
J'avais dit aux militaires que personne ne pouvait tirer sans mon ordre et que c'était formel. Arrivés à 50 mètres de la première barrière, j'ai trouvé des hutu qui tenaient à tout prix leur barrière. Les militaires ont crié pour me dire qu'ils veulent tirer et j'ai dit non. On a maintenu le camion en moteur avec des phares allumés. Je suis descendu du camion seul et j'ai refusé aux autres militaires de descendre malgré leurs protestations. Devant le camion, j'ai armé mon kalachnikov pour éviter toute surprise. Je ne pouvais tirer que pour me défendre. J'ai négocié avec ces paysans en cherchant un responsable pour qu'on discute. J'ai montré que je comprenais leur appréhension et j'ai expliqué que nous sommes leurs frères, que rien ne peut se passer contre eux. On était là pour les défendre. Après 2 heures de palabres, ils ont accepté de rentrer et de démanteler les barrières.

Un commandant est venu au moment où je négociais. Il voulait donner l'ordre à mes militaires de tirer. Je lui ai dit que malgré le respect que je lui dois en tant que lieutenant et lui commandant, s'il ajoute encore un mot, que je vais tirer sur lui. Je ne pouvais pas accepter qu'il fasse tomber dans l'eau deux heures de négociation. J'ai obligé le commandant à retourner dans sa jeep. (....)
Ce témoignage montre la complexité de la situation en ce moment. Il montre la situation de l'officier sur le terrain, les équations à résoudre tout en sachant que la plus simple est la plus meurtrière, à savoir tuer sans discuter. Les paysans sont souvent manipulés par des rumeurs et pour savoir réellement pourquoi ils sont là armés, il faut de la patience et de la ruse.

Encore faut-il apporter une solution pour les satisfaire et les convaincre.

(...) Chers compatriotes, je ne suis pas dans la salle pour répondre aux questions ou pour intervenir, je vous demande de discuter en tant que patriotes burundais. Celui qui ne défend que les hutu est leur pire ennemi. Celui qui défend que les tutsi est leur pire ennemi. Défendons tout le peuple. Comprenons ce qui s'est passé sans passion, sans complaisance.

Je vous remercie

Témoignage d'un Hutu, militant politique

Depuis le début août, la machine à tuer avait franchi la dernière étape d'un plan à vocation macabre. Après les mises en scène des services secrets, épaulés par l'administration provinciale de Ngozi et par le 3ème (Gitega) et 4ème Bataillons commandos sous le Haut Commandement des Numéros Uns Burundais de l'époque, le sang avait commencé à couler le 14 août, dans un black out médiatique quasi-total. Le sommet était atteint jusqu'au 17 août, lorsqu'un hélicoptère est venu – sans aucune envie pacificatrice - survoler le ciel ensanglanté des deux communes martyres comme pour superviser les opérations.
Le 20 août, le bureau national du Parti-Etat, sous la haute main de M. Libère Bararunyeretse, a planifié des réunions stratégiques sur toute l'étendue de la République, surtout à Bujumbura, pour porter psychologiquement les opérations sur le terrain politique (...).
La réunion à laquelle j'ai assisté s'est déroulé dans le local du Centre Islamique de Kabondo dans la capitale, où l'actuel pasteur protestant Artémon Simbananiye, ministre omnipotent sous le Gouvernement génocidaire de 1972, avait pris place parmi les animateurs.
J'ai sollicité la parole à cinq reprises et cette parole m'a été refusée (...) Je disais à mes copains que nous n'avions que deux grandes questions à retenir. La première, c'était de constater que quelqu'un, quelque part, avec ses pions, avait décidé que des gens comme nous devions mourir à cause de notre appartenance ethnique.
La deuxième, c'était de savoir comment nous devions mourir. C'est-à-dire : savoir si ce serait comme en 1972 lorsque des proches, voisins et d'autres se sont laissés conduire aux abattoirs sans réagir. On nous appelait des « Abamenja », un mot que je décide de ne pas traduire en français, pour dire que je ne trouve pas d'équivalent dans la langue de Molière, qui expliquerait comment un innocent peut s'appeler un criminel de grand chemin.
J'étais personnellement obsédé par cette deuxième question. Je pense que je n'étais plus traumatisé par la mort imminente. J'étais torturé par une seule exigence : trouver un moyen de parler avant de mourir pour au moins laisser des traces, que l'histoire retiendrait, afin que nos progénitures sachent que nous n'étions pas des lâches(...). Bref, nous voudrions protester. Bien sûr protester contre les massacres qui sévissaient dans les communes de Ntega et de Marangara dans le nord du pays.

Car des milliers de citoyens avaient péri en moins de dix jours, pendant que plusieurs dizaines d'autres prenaient le chemin de l'exil vers le Rwanda(...).
(...) Ils voulaient interpeller le club de dirigeants qui formaient l'establishment de l'époque, et qui avait manifestement laissé se développer une rébellion armée, pour envisager par la suite un nettoyage ethnique programmé.
Le scénario consistait pour le pouvoir en place de fermer les yeux sur le massacre de pauvres paysans tutsi sans défense dans ces communes martyres, pour créer les opportunités d'une intervention armée musclée dans une opération rappelant les horreurs qu'ont subies les Kurdes d'Irak.
Selon les informations qui nous parvenaient, grâce à nos propres réseaux de communication et grâce à des témoignages recueillis sur le terrain, le noyau des durs, ceux que des confrères appelaient les « faucons » du CMSN, en connexion avec un autre petit club minoritaire de jusqu'auboutistes politiciens se cachant sous les ailes de l'ex-Parti Etat, Uprona, qui pilotait le pays, avaient donc monté un scénario de « provocation-révolte-répression », que nous soupçonnions de devoir prendre l'allure d'un génocide semblable à celui de 1972(...).

AOUT 1988: NTEGA-MARANGARA.

La goutte d'eau qui fait déborder le vase. On le sait maintenant. La tension observée en août 1988 au nord du Burundi n'a pas été un fait d'actualité impromptu. Elle est devenue inquiétante et explosive après une succession d'événements dont l'origine relève bien d'une provocation. Le drame se joue entièrement sous le coup d'une conspiration dont la dimension s'apparente à un pouvoir corrompu complice. Mais l'origine précise des tueries restera confuse tant que le gouvernement persistera dans son refus d'accepter le principe d'une Commission internationale impartiale d'enquête chargée de rétablir toute la vérité.
Tentons une analyse pour éclairer certains aspects de la réalité. D'abord, en exposant les faits connus et confirmés dans la suite par les témoignages qui font autorité. Ensuite, en les plaçant dans le contexte du plan de génocide planifié, le Plan Simbananiye.
Au mois de mai 1988, on observe des va-et-vient au Rwanda du gouverneur de Ngozi, le commandant Cymaque Kobako qui, pour se déguiser, abandonne sa Mercedes officielle. Il emprunte régulièrement une petite jeep Suzuki du Secteur médical de Ngozi. La Sûreté l'accompagne dans ses démarches et ses déplacements.
A la même période, des tracts inondent la région. La tension monte. Apparemment, dans les hauts lieux du pouvoir, la nouvelle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie subtile de quadrillage.
Au mois de mai en effet, une visite présidentielle à la Société régionale du Buyenzi, dans la province de Ngozi, permet aux hautes autorités de tâter le pouls d'une région en voie d'éclatement. Le déploiement des forces militaires pour patrouiller dans les collines pousse la tension à l'extrême (...).
Dans l'ensemble, tout prend l'allure d'un programme officiel qui pousse le peuple à se révolter. Déjà, à Marangara, où tout commencera, un hutu proche de l'administrateur communal découvre une liste de personnes devant être arrêtées et exécutées parmi les hutu. Des agents communaux participent à une savante

campagne d'intimidation dans les collines pour provoquer des affrontements immédiats.
L'on parle surtout d'un certain Charles Gaswi et de son complice Sendege qui agitent les cœurs en exhibant des listes de victimes pré désignées. L'on parle aussi d'une distribution d'armes aux tutsi de la localité et surtout de réunions nocturnes auxquelles le gouverneur de province participe personnellement au chef-lieu de la commune de Marangara(...)
Ce travail de provocation déborde finalement le cadre secret: des hutu sont avertis et l'alerte, passant de bouche à oreille, est donnée. Dans cette région, giron de l'analphabétisme, où l'écrit et la convocation de l'autorité policière valent arrêts de mort, l'on voit un retour terrifiant de la rumeur et de la peur, qui deviennent bientôt la raison de l'explosion. (....)Des faits révélateurs: Marangara, 5 août 1988. Le gouverneur de province s'oblige à se rendre sur les lieux, soi-disant pour calmer les esprits agités.
Il condamne les agitateurs tutsis à une amende de deux mille francs, à sept jours d'emprisonnement, peine qui n'a jamais été exécutée. Ce ne fut donc qu'un discours nécessaire pour maquiller la réalité. Le cycle provocation-révolte-massacre-répression allait en fait commencer (...).
Dans la nuit de cette même date, des véhicules militaires venus en patrouille déclenchent la panique. Instruits par les bruits en circulation, agités par les listes et traumatisés par la présence inopportune des commandos du 4ème bataillon de Ngozi, les paysans traversent en masse la rivière Akanyaru pour fuir vers le Rwanda. Au passage, les paysans détruisent les ponts pour empêcher la pénétration des véhicules militaires.
Au Rwanda voisin, la commune Kibayi informe les autorités supérieures de Butare. L'Etat-major de Kigali est également mis au courant et demande à Bujumbura ce qui se passe. Rien, répondra-t-on à l'Etat-major du lieutenant-colonel Edmond Ndakazi. Le ministre de l'Intérieur, Aloys Kadoyi, sera, pourtant, délégué par le chef de l'Etat, le 7 août, pour aller pacifier la région. Le ministre Kadoyi revient donc sur la scène dont le rideau s'apprête à tomber à la shakespearienne. Car, entre-temps, les hutu qui avaient fui reviennent aussitôt du Rwanda, pendant qu'une dizaine d'autres sont arrêtés.
A Marangara, Kadoyi découvre une foule mécontente. Les inquiétudes profondes apparaissent dans des déclarations désespérées: l'administrateur communal, le juge et l'infirmier de la localité, tous tutsi, sont cités nommément comme étant les premiers agents de l'agitation anti-hutue. Que nous veulent ces soldats? Ils nous rappellent 1972, diront les paysans, visiblement surexcités.
Que faire? se demande le ministre, entouré d'une forte délégation comprenant des agents de la Police secrète et de l'administration de Ngozi. Le ministre se tourne vers le commandant Nengeri du 4ème bataillon de Ngozi. Celui-ci parle d'un ordre donné du haut pour protester contre la proposition faite d'éloigner les militaires. Et la campagne se terminera en queue de poisson sur une note d'impuissance, vue comme un alibi souhaité.
Comment les choses vont- elles tourner au tragique à partir de Ntega, en province de Kirundo, où les premières tueries ont éclaté? Comment expliquer ce qui s'est passé sans y voir d'abord la complicité de l'autorité et des forces de l'ordre, généreusement appuyées par les chefs locaux?

(...) Il faut se souvenir que le Burundi est un petit pays encerclé par des camps militaires. Dans la région en question, l'intervention des forces de l'ordre est possible en moins d'une heure, où que l'on se trouve, que l'on vienne de Kayanza ou de Ngozi pour se rendre à Marangara. La brigade de Kirundo est d'ailleurs dans les environs.
La communication phonique ou téléphonique rend fiable toute procédure d'intervention. L'omniprésence sur chaque colline des informateurs appartenant au réseau du parti et des mouvements intégrés, représentés à tous les niveaux de l'administration locale, porte chaque nouvelle sur toute situation avec une perspicacité telle que l'autorité reste à tout moment en contact avec les faits et la réalité (...).
Il faut savoir surtout que l'essentiel du réseau routier moderne a été implanté non pas pour des raisons économiques, mais pour des objectifs militaires. Un simple coup d'œil sur la carte routière de l'époque en témoigne éloquemment. On verra ainsi qu'une route asphaltée, implantée pour les besoins de la cause, lie l'Etat-Major de Bujumbura aux camps du nord du pays et le parcours en voiture demande entre deux et trois heures à peine(...).
C'est pourquoi des hommes comme Innocent Niyonkuru, chef du parti à Ngozi, Jean-Baptiste Ndikumana, gouverneur de Kirundo et bien d'autres responsables concernés ne nieront pas d'avoir pris connaissance d'une situation explosive à Marangara d'abord, puis à Ntega. Deux informations intéressantes restent à vérifier et à confirmer: l'ordre donné par le gouverneur de Kirundo au directeur du Projet Kirundo de distribuer des machettes normalement prévues pour les activités dudit projet et l'appel lancé par l'agent de la Sûreté de cette même localité à tous les administrateurs (tutsi) de la province, pour qu'ils comprennent bien que la politique tribaliste de Bagaza n'a pas changé, même sous le régime Buyoya!
En attendant les éléments de cette précision, les faits s'ordonnent comme suit: Pour commencer, c'est un certain Révérien Harushingoro, un commerçant d'origine tutsi de Ntega qui tire (avec une arme à feu) sur des hutu après avoir déclaré: Cette fois-ci, même le fœtus ne survivra pas. Les tueries commencent(...).
Un nom intervient dans le début du film des événements. C'est celui d'un commerçant hutu de Ntega également, M. Bucana. Il est le plus grand témoin oculaire de ce qui se passe en ce jour du début des tueries. C'est en plus lui dont on dit qu'il surprend, avant les événements, une confidence signée Harushingoro (le commerçant tutsi) qui s'adresse à son complice l'administrateur communal de Ntega sur le programme de génocide en préparation(...).

Ainsi averti, mais surtout horrifié par le tour effroyable pris par les événements, Bucana s'enfuit à moto vers Bujumbura. Arrivant le même soir dans la capitale, il s'installe chez son ami Révérien Banterubwoba, un fonctionnaire du Bureau d'Education Rurale, résidant à Kamenge(...). Ils seront les premiers à être arrêtés entre le 17 et 18 août à Bujumbura. Les interrogatoires débutent tout de suite après l'arrestation. Bucana y est torturé, à mort, par le policier Aloys Marorerwa.
Un vieux de 65 ans, Rupfuyimungu, paysan de Ntega descendu à Bujumbura le 14 août pour rendre un dernier hommage à son fils (un fonctionnaire des Finances) agonisant à la suite d'une longue maladie, est arrêté, lui aussi. La mère du malade,

venue à Bujumbura pour la même circonstance est épargnée, mais tous les amis trouvés au domicile de ce dernier ne le seront pas:
Pierre Claver Ahishakiye, enseignant au lycée de Ngagara et Marc Nizigiyimana, conducteur de camion, sont arrêtés par une bande de gendarmes en civil, armés jusqu'aux dents, semant la terreur dans le quartier de Kamenge. Tous sont conduits à la prison centrale de Mpimba avec Fulgence Ndayisaba, un technicien de Regideso, la Régie de distribution des eaux et d'électricité à Kirundo, arrêté le 18 août à la mairie de Bujumbura. Ils y rejoignent Révérien Banterubwoba, dans les conditions d'hygiène et d'isolement les plus tristes.
Toutes ces arrestations s'opèrent sur la base d'accusations floues et imprécises d'une police en quête de boucs émissaires. Bien vite, un bruit circule à Bujumbura, dans tous les quartiers et dans les bureaux, que ceux tenus pour être les commanditaires des événements sont dans les mains des autorités! Entre-temps, l'état d'urgence est proclamé et des barrières sont installées. La radio gouvernementale multiplie ses attaques contre ceux qu'elle appelle des ennemis du pays, des groupuscules de réfugiés, sans les nommer (...).

Encore une fois, comme par un autre hasard, le président Buyoya est absent du Burundi.
Parti le 14, au moment le plus fort de la provocation et dans une atmosphère caractéristique d'un début d'un drame imminent, le chef de l'Etat était invité à Brazzaville pour la fête des Trois Glorieuses du Congo. Il dut finalement interrompre son séjour et arriva, à Bujumbura, le 16 août. Le lendemain, à bord d'un hélicoptère, accompagné de quelques proches, il se rendit sur les lieux. On eût pu croire que la pacification allait avoir lieu.
Hélas!
A Bujumbura, les discours accompagnant le crime commence. Le ministre de l'Intérieur, Aloys Kadoyi, et celui des Relations Extérieures, Cyprien Mbonimpa, annoncent la nouvelle sur le ton d'un retour au calme et d'une situation maîtrisée. Mais, pendant ce temps, des soldats tirent sur des hommes, des femmes et des enfants qui fuient par milliers au Rwanda.
D'après les témoignages unanimes des rescapés qui ont fui vers le Rwanda et dans les régions voisines de la zone rouge, l'ordre était de massacrer tout ce qui bouge. Ainsi tonne Maregarege et les autres commandants de la campagne de répression sanglante. Des maisons sont incendiées et pillées.
Par des micros, les soldats, épaulés par les policiers du ministère de l'Intérieur, rassemblent les paysans cachés dans des marais en lançant les slogans d'un calme revenu pour finalement les inonder de balles et de bombes incendiaires. Des camions déplacent les familles tutsies de la région touchée pour aller les sécuriser à Ngozi, pendant que les militaires balaient la région à la mitrailleuse et au blindé. Des hélicoptères équipés de napalm participent à cette opération dont on veut qu'elle soit rapide et efficace.
Toute la région est alors placée sous occupation militaire. Tous les étrangers (témoins gênants) sont priés d'évacuer les lieux pour que tout se passe à huis clos. Le plus grand carnage commence à ce moment. Les témoignages en provenance du nord du pays ne manqueront pas d'être unanimes pour dire qu'il s'agit d'un génocide sélectif planifié, avec la bénédiction du discours de l'autorité(...).

(....) On commence à parler d'autres listes: celles des hutu, établies par les services de la Sûreté, qui pré désignent les personnes à arrêter parmi les membres de l'élite hutu. Certains parleront de sept cents, d'autres de mille cinq cents hutu visés. On apprend des nouvelles d'autres arrestations : celle par exemple de Paul Sirahenda, un ancien député hutu de Makamba. On apprend surtout l'arrestation, puis l'exécution sommaire de la plupart des fonctionnaires hutu de Ngozi et de Kirundo: Côme Bibonimana, ancien député lui aussi, longtemps poursuivi pour avoir dénoncé les statistiques tribales à Kirundo en 1985-1986 chez l'inspecteur cantonal des écoles primaires, André Nsabimana, est arrêté à Ngozi, puis tué à Kirundo. On dit que sa femme aurait été forcée à assister à son exécution.
A la brigade de Kirundo, un district spécial de gendarmerie y voit le jour. Il se transforme rapidement en une sorte de camps de concentration où le Capitaine Mafunenge sélectionne, chaque soir, les hutu à exécuter parmi les détenus. Selon des témoignages irréfutables, l'"opération Mafunenge" se poursuit jusqu'au 5 septembre au soir, plus de deux semaines après les appels au calme du ministre Kadoyi et ceux du président de la République, deux hommes-clé de cette hécatombe, dont il est impossible de dire qu'ils ne savaient pas!
Des rescapés - tel Marc Ntahondereye, directeur du Projet Kirundo - seront transférés vers Bujumbura ou Rumonge, dans les prisons dites de Haute Sécurité. D'autres seront épargnés, expressément pour être amenés à déclarer et à signer des aveux forcés à coups de chicote et de matraque(...).
D'autres encore sont torturés pour devoir accuser faussement, magnétophones à l'appui, certains hauts cadres hutu, les rares qui existent alors dans l'administration. Il semble que le nom du ministre du Plan de l'époque, Gérard Nibigira, originaire de Ntega, a très souvent hanté bien des esprits rêvant de 1972(...).
Le pays tout entier vit désormais l'heure du conditionnement psychologique par les instruments du pouvoir pour organiser la répression arbitraire. Des réunions du parti sont organisées les 18 et 20 août à Bujumbura ainsi que dans différents centres provinciaux du pays, pour mobiliser l'opinion en faveur de la machine sanguinaire du major-président. Deux déclarations parmi d'autres vont trancher définitivement: la première est celle d'une dame, membre d'une section du parti à Bujumbura. Elle se déchaîne: "Je connais les responsables des massacres, dira Dahlia Nahimana de Ngagara, et ce qui me chagrine, c'est de les voir encore circuler librement dans la rue. Parmi eux figurent des ministres, des cadres du parti et de l'administration (...)"
La deuxième vient d'un ancien avocat privé, professeur à l'Université et membre du parti à la cellule urbaine de Rohero, Prudence Rubanda-Sinarinzi. Il propose: Pour en finir, je proposerais de décimer ce peuple à partir de tout individu de 16 ans et d'exclure de l'enseignement tout le reste. L'ex-avocat Rubanda s'exprimait ainsi dans une salle pleine à craquer, où des gens demandaient des têtes, par un réflexe collectif d'une haine incroyable(...).
Grâce aux informations que j'avais été en mesure de recueillir, je pouvais me permettre de conclure que Buyoya et ses proches se préparaient à plonger le pays dans un nouveau bain de sang. Tous les milieux tutsi que je connaissais confirmaient mes craintes. (....). Et je commençais à monter un scénario de contestation publique, mais pacifique, qui deviendrait la preuve historique que

l'Etat criminel hérité des juntes putschistes, pouvait être remis en question de l'intérieur du pays. Pendant longtemps, j'avais juré que je ne pouvais plus supporter sans réagir les mensonges dont j'étais témoin depuis seize ans dans les couloirs du pouvoir. Quand j'écoutais les gens de diverses catégories commenter les événements qui se déroulaient, j'avais chaque fois l'impression que jamais l'occasion n'était aussi propice pour démolir le double langage assassin que les gouvernements successifs avaient mis plus de vingt ans à façonner, profitant uniquement des victimes dont certaines collaboraient à leur autodestruction (....).
(...) Dès l'après-midi de ce samedi-là, il me semblait que le plan de génocide était en marche. L'inquiétude était soulignée par les journalistes de la Radio qui répercutaient le verdict, en annonçant que les coupables liés directement ou indirectement aux événements seront châtiés sans pitié et de manière exemplaire.
Le dimanche 21 août, Frédéric Ngenzebuhoro, ministre de l'Information (répondant à une question de RFI) était cependant obligé de démentir la nouvelle du retour au calme en reconnaissant que des tueries se poursuivaient dans la région du nord du pays. Et, sans tarder, le ministre des Affaires étrangères, Cyprien Mbonimpa, s'apercevait que l'information donnée la semaine précédente aux diplomates n'avait convaincu personne. Le lundi 22, il s'attelait à expliquer l'inexplicable.
Dans les ministères, la semaine qui commence ce même lundi amorce l'étape suivante de la sensibilisation criminelle. Elle devient, suivant les consignes émanant du pouvoir, celle de la concrétisation de la campagne amorcée les jours précédents par le parti. Pour Kadoyi, parlant à ses subalternes, le Burundi vient d'être agressé par des groupuscules de réfugiés hutus à l'étranger et par leurs correspondants au Burundi. Pourtant, dans les réunions du Parti comme dans celle que tient le ministre de l'Intérieur,(...) poser de telles questions, c'est trahir la logique du crime qui germe quelque part. Le silence doit s'imposer pour couvrir la répression qui trahit la transparence, qui est pourtant un mot en vogue alors. Sans discontinuer, la tension monte progressivement, jusqu'à gagner tout le pays. Le cas des villes est bien connu puisque les intellectuels hutu se savent d'avance ciblés (....).

Ce ne sera plus comme en 1972. Ils ont assez tué; ça suffit. On ne mourra plus dans la médiocrité. Ce sont les paysans qui passent sur le qui-vive. Certains se donnent des consignes précises et refusent d'ailleurs de se laisser arrêter, s'organisant en groupes d'autodéfense. Plus d'une fois, les policiers de la Sûreté se sont trouvés incapables d'arrêter qui que ce soit en milieu paysan. Cela arrive à Gitega, au camp swahili, à Citiboke (Bujumbura) et à Sororezo, tout près du quartier résidentiel de Kiriri, à Bujumbura. Le cas d'un employé de l'ambassade des Etats-Unis est le mieux connu et le plus éloquent, qui prouve que le pays traversait une crise sanglante en passe de se généraliser(...) Mais, le désir de combattre le crime a été en même temps le plus intense (...).